



The Law Society of
Upper Canada

Barreau
du Haut-Canada

Code de déontologie

Adopté par le Conseil le 22 juin 2000, en vigueur le 1^{er} novembre 2000

Modifications fondées sur le Code type de déontologie professionnelle de la
Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada adoptées par
le Conseil le 24 octobre 2013, en vigueur le 1^{er} octobre 2014



Modifications au 30 mars 2015

Pour faciliter la lecture, le masculin inclut le féminin dans ce texte.

Table des matières

Guide du <i>Code de déontologie</i>	5
Chapitre 1 Citation et interprétation	2
ARTICLE 1.0 CITATION	2
ARTICLE 1.1. DÉFINITIONS	2
Chapitre 2 Intégrité	7
ARTICLE 2.1 Intégrité	7
Chapitre 3 Les rapports avec les clients	9
ARTICLE 3.1 LA COMPÉTENCE	9
ARTICLE 3.2 LA QUALITÉ DES SERVICES	14
Obligation d'encourager la transaction ou le règlement à l'amiable	17
Menace d'une poursuite criminelle	18
Malhonnêteté ou fraude du client ou d'autres personnes	19
Malhonnêteté ou fraude du client qui est un organisme	21
Clients ayant une capacité amoindrie	23
Rapports médico-légaux	24
Rôle de l'assurance de titres dans les opérations immobilières	25
Divulgence d'opérations hypothécaires	26
ARTICLE 3.3 LE SECRET PROFESSIONNEL	26
Renseignements confidentiels	26
Divulgence justifiée ou permise	28
ARTICLE 3.4 LES CONFLITS	32
Obligation d'éviter les conflits d'intérêts	32
Consentement	34
Différend	37
Agir contre d'anciens clients	40
Affiliation entre des avocats et des entités affiliées	41
Représenter l'emprunteur et le prêteur	42
Cabinet multidisciplinaire	44
Services juridiques restreints de courte durée	44
Avocats agissant pour le cessionnaire et le cédant dans les cessions de titres	46
Les conflits découlant d'un changement de cabinet	47
Interprétation et application de la règle	47
Inhabilité du cabinet	48
Inhabilité de l'avocat qui change de cabinet	50
Décision quant à l'observation	50
Diligence raisonnable	50
Faire affaire avec un client	55
Les rapports commerciaux avec les clients	56
Emprunts aux clients	57
Attestation de conseils juridiques indépendants	57
Participation de l'avocat à des opérations hypothécaires ou de prêt	58
Divulgence	59
Interdiction de la publicité	59
Cautionnement de l'avocat	60
Actes et donations testamentaires	60

Mise en liberté provisoire par voie judiciaire	61
ARTICLE 3.5 LA CONSERVATION DES BIENS DES CLIENTS	62
Accusé de réception de biens	62
Identification des biens des clients	62
Reddition des comptes et restitution	63
ARTICLE 3.6 LES HONORAIRES ET LES DÉBOURS.....	64
Honoraires et débours raisonnables.....	64
Honoraires conditionnels et contrats relatifs aux honoraires conditionnels.....	65
États de compte	66
Mandat commun	66
Partage des honoraires et honoraires de renvoi	66
Exception visant les cabinets multidisciplinaires et les cabinets interprovinciaux et internationaux	67
Paiement et prélèvement de fonds	67
ARTICLE 3.7 LE RETRAIT DE L'AVOCAT	69
Retrait de l'avocat.....	69
Retrait facultatif	70
Non-paiement d'honoraires	70
Retrait d'instances criminelles	70
Retrait obligatoire	71
Devoirs liés au retrait.....	72
Devoirs du titulaire de permis qui prend la succession de l'affaire	73
Chapitre 4 L'exercice de la profession	74
ARTICLE 4.1 L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES JURIDIQUES	74
Accessibilité des services juridiques	74
ARTICLE 4.2 MARKETING.....	76
Marketing des services professionnels	76
Publicité des honoraires	77
ARTICLE 4.3 LA PUBLICITÉ DE LA NATURE DES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES.....	78
Spécialiste agréé	78
Chapitre 5 Les rapports avec l'administration de la justice	79
ARTICLE 5.1 LA REPRÉSENTATION EN JUSTICE	79
Représentation en justice	79
Devoir de l'avocat de la poursuite	82
Obligations lors des enquêtes préalables	83
Divulgence des erreurs et des omissions	83
Courtoisie	84
Engagements.....	84
Entente sur un plaidoyer de culpabilité	84
ARTICLE 5.2 LE TÉMOIGNAGE DE L'AVOCAT	86
Dépôt de preuve	86
Appels	86
ARTICLE 5.3 INTERROGER LES TÉMOINS	87
Interroger les témoins	87
ARTICLE 5.4 LES COMMUNICATIONS AVEC LES TÉMOINS	88
Communication avec les témoins	88
ARTICLE 5.5 LES RAPPORTS AVEC LES JURÉS.....	90
Communication avant le procès	90
Divulgence de renseignements	90
Communication pendant le procès.....	90
ARTICLE 5.6 L'AVOCAT ET L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	92

Obligation d'inciter au respect de l'administration de la justice	92
Recherche de modifications d'ordre législatif ou administratif.....	93
Sécurité des palais de justice	93
ARTICLE 5.7 LA MÉDIATION	94
Rôle du médiateur	94
Chapitre 6 Les rapports avec les étudiants, employés et autres personnes.....	95
ARTICLE 6.1 LA SURVEILLANCE.....	95
Obligation d'assurer une surveillance directe	95
Enregistrement électronique de titres de propriété.....	96
Assurance de titre	97
Signature de document E-Reg MD.....	98
ARTICLE 6.2 LES ÉTUDIANTS.....	99
Procédures de recrutement et d'embauche.....	99
Obligations des responsables de stage	99
Obligations des stagiaires	99
ARTICLE 6.3 LE HARCÈLEMENT SEXUEL.....	100
Définition	100
Interdiction du harcèlement sexuel.....	101
ARTICLE 6.3.1 LA DISCRIMINATION	102
Responsabilité particulière de l'avocat	102
Services	104
Pratiques en matière d'emploi	104
Chapitre 7 Les rapports avec le Barreau et les autres avocats.....	107
ARTICLE 7.1 LES OBLIGATIONS ENVERS LA PROFESSION, LE BARREAU ET LE PUBLIC.....	107
Communications du Barreau	107
Respect des engagements financiers.....	107
Devoir de signaler les manquements.....	107
Obligation d'inciter les clients à signaler la conduite malhonnête	109
Obligation de divulguer certaines infractions.....	109
ARTICLE 7.2 LES OBLIGATIONS ENVERS LES AUTRES AVOCATS ET LE PUBLIC.....	110
Courtoisie et bonne foi	110
Communications	111
Communications avec une personne représentée	111
Seconde opinion	111
Communications avec une société ou une organisation représentée.....	112
Personnes non représentées	118
Communications reçues par inadvertance	118
Engagements et conditions fiduciaires	119
ARTICLE 7.3 LES AUTRES DOMAINES D'INTÉRÊT ET L'EXERCICE DU DROIT	121
Maintien de l'intégrité et du jugement professionnels	121
ARTICLE 7.4 L'AVOCAT TITULAIRE D'UNE CHARGE PUBLIQUE.....	122
Normes de conduite	122
ARTICLE 7.5 LES APPARITIONS ET LES DÉCLARATIONS PUBLIQUES	123
Communication avec le public.....	123
Atteinte au droit à un procès ou à une audition équitables	124
ARTICLE 7.6 L'EXERCICE ILLÉGAL DE LA PROFESSION	125
Obligation de prévenir l'exercice illégal de la profession	125
Travailler avec des personnes non autorisées ou les embaucher	125
Interdiction aux avocats suspendus d'exercer le droit	125
Engagements à ne pas exercer le droit	126

Engagements à exercer le droit sous réserve de certaines restrictions	126
ARTICLE 7.7 LES JUGES À LA RETRAITE QUI REPRENENT L'EXERCICE DE LA PROFESSION	127
Définitions.....	127
Plaider à titre d'avocat.....	127
ARTICLE 7.8 ERREURS ET OMISSIONS	129
Obligation d'informer le client de l'erreur ou de l'omission.....	129
Avis de réclamation.....	129
Collaboration	130
Réponse à la réclamation du client.....	130
ARTICLE 7.8.1 LES OBLIGATIONS DANS LES CABINETS MULTIDISCIPLINAIRES.....	131
Observation du <i>Code</i>	131
ARTICLE 7.8.2 LA DISCIPLINE	132
Pouvoir disciplinaire.....	132
Manquement professionnel	132
Table de concordance	133
Index.....	145

Guide du *Code de déontologie*

Modifié par le Conseil le 24 octobre 2013
Les modifications entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2014

DANS LE PRÉSENT CODE :

- a) Chaque chapitre est désigné par un chiffre, p. ex. **Chapitre 1 – Citation et interprétation**.
- b) Chaque article est désigné par deux numéros séparés par un point et numérotés à partir du chiffre 1 (sous réserve du paragraphe g) ci-dessous), p. ex. **Article 3.1 – La compétence**.
- c) Les règles sont désignées par le numéro de l'article et un numéro supplémentaire, lequel est numéroté à partir du chiffre 1 (sous réserve du paragraphe g) ci-dessous), p. ex., **Honoraires et débours raisonnables 3.6-1**.
- d) Les paragraphes des commentaires sont numérotés entre crochets à partir du chiffre 1 (sous réserve du paragraphe g) ci-dessous), p. ex. **[6]**.
- e) Lorsque certaines règles ou certains paragraphes des commentaires du Code type de déontologie professionnelle de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada (le « Code type ») n'ont pas été adoptés dans le présent *Code de déontologie*, la mention **[FOPJC – règle non utilisée]** ou **[FOPJC – paragraphe non utilisé]** est indiquée.
- f) Les articles, les règles ou les paragraphes des commentaires qui figurent dans le présent *Code de déontologie*, mais non dans le Code type, sont désignés par un autre numéro précédé d'un point, p. ex., **Article 7.8.1, règle 3.4-11.1, commentaire [4.1]**.
- g) Dans les cas décrits au paragraphe f) ci-dessus, si l'article, la règle, ou le paragraphe du commentaire est le premier article, la première règle ou le premier paragraphe du commentaire, un 0 est placé après le point, p. ex., **article 1.0** ou **règle 4.2-0**.
- h) Les nouveaux articles, règles, paragraphes ou commentaires qui découlent des modifications apportées au Code type sont désignés par la lettre majuscule appropriée, p. ex. **Règle 4.1-2A** ou **commentaire [6B]**.
- i) La mention « supprimé » est indiquée entre crochets à la suite du numéro de l'article, de la règle ou du paragraphe qui a été supprimé, p. ex., **6.4-1 [supprimé]**.

Chapitre 1 Citation et interprétation

ARTICLE 1.0 CITATION

1.0-1 Le présent Code peut être cité sous le nom de *Code de déontologie*.

ARTICLE 1.1. DÉFINITIONS

1.1-1 Sauf si le contexte exige une autre interprétation, les définitions qui suivent s'appliquent au présent code.

« affiliation » Collaboration fréquente entre un avocat, une avocate ou un groupe d'avocats et une entité affiliée dans la prestation ou la promotion et la prestation des services juridiques des uns et des services non juridiques de l'autre.

[Nouveau – mai 2001]

« avocat » Personne autorisée par le Barreau à exercer le droit à titre d'avocat en Ontario y compris une candidate ou un candidat inscrit au Processus d'accès à la profession d'avocat.

« Barreau » Le Barreau du Haut-Canada.

« cabinet » S'entend en outre d'un ou de plusieurs avocats qui exercent leur profession à l'intérieur de l'une ou l'autre des entités suivantes :

- a) un cabinet individuel;
- b) une société en nom collectif;
- c) une clinique visée par la *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique*;
- d) un palier de gouvernement, une société de la Couronne ou un autre organisme public;
- e) une personne morale ou un autre organisme.

« cabinet interprovincial » Cabinet qui exerce le droit dans plus d'une province ou d'un territoire du Canada.

« client » S'entend d'une personne qui :

- a) consulte un avocat et pour le compte de qui l'avocat rend ou accepte de rendre des services juridiques;
- b) après avoir consulté l'avocat, conclut raisonnablement que l'avocat a accepté de rendre des services juridiques en son nom;

et comprend une cliente ou un client du cabinet dont l'avocat fait partie à titre d'associé ou de professionnel salarié, qu'il soit ou non appelé à travailler à son dossier.

[Modifié – octobre 2014]

Commentaire

[1] Une relation entre avocat et client peut être établie sans formalité.

[2] Dans le cas d'une personne qui consulte l'avocat en qualité de représentant, le client est la société, la société en nom collectif, l'organisme ou la personne morale que la personne représente.

[3] Pour préciser davantage, un client n'inclut pas un quasi-client, tel qu'une entité affiliée, un administrateur, un actionnaire, un employé ou un membre de la famille à moins qu'une preuve objective démontre que cette personne s'attendait raisonnablement à ce qu'une relation entre avocat et client soit établie.

[Modifié – octobre 2014]

« conduite indigne d'un avocat » Conduite personnelle ou privée, y compris la conduite d'un avocat qui tend à jeter le discrédit sur la profession juridique. S'entend en outre, selon le cas, de ce qui suit :

- a) commettre un acte criminel qui donne une mauvaise impression de l'honnêteté de l'avocat, de sa fiabilité ou de son habilité à exercer le droit;
- b) abuser de la jeunesse, de l'inexpérience, du manque d'éducation, de manque de raffinement, de la mauvaise santé ou du comportement contraire aux pratiques commerciales d'un tiers;
- c) avoir une conduite entachée de malhonnêteté ou une conduite qui mine l'administration de la justice.

[Modifié – mai 2008, octobre 2014]

« conflit d'intérêts » Signifie l'existence d'un risque sérieux que l'intérêt personnel de l'avocat ou ses devoirs envers un autre client, un ancien client ou une tierce personne nuise de façon importante à la loyauté de l'avocat envers un client ou à la représentation d'un client par l'avocat. Le risque doit être plus qu'une simple possibilité; le mandat doit poser un risque réel et sérieux à l'obligation de loyauté envers un client ou à la représentation d'un client.

[Nouveau – octobre 2014]

Commentaire

[1] Dans ce contexte, « risque sérieux » signifie que le risque est important et plausible, même s'il n'est ni certain ni probable que l'effet défavorable se produise.

[Nouveau – octobre 2014]

« conseils juridiques indépendants » Mandat qui consiste en ce qui suit :

- a) l'avocat qui reçoit le mandat (lequel peut être employé comme conseiller juridique du client) ne se trouve pas en situation de conflit d'intérêts à l'égard de l'opération menée par le client;
- b) l'opération menée par le client nécessite de faire affaire avec :
 - (i) un autre avocat,
 - (ii) une personne morale ou autre entité dans laquelle l'autre avocat a un intérêt, exception faite des sociétés ou des entités dont les actions sont cotées en Bourse,
 - (iii) le client de l'autre avocat;
- c) l'avocat qui reçoit le mandat informe le client de son droit à une représentation juridique indépendante;
- d) le client renonce expressément à son droit à une représentation juridique indépendante et choisit de ne recevoir aucune représentation juridique ou de se faire représenter par l'autre avocat;
- e) l'avocat qui reçoit le mandat explique au client les aspects juridiques de l'opération envisagée et ce dernier semble comprendre l'avis ainsi donné;
- f) l'avocat qui reçoit le mandat informe le client de la possibilité de consulter des conseillers qualifiés dans d'autres domaines qui seraient en mesure de se prononcer sur le caractère souhaitable, par exemple, du placement projeté d'un point de vue commercial.

« consentement » Signifie un consentement donné en toute connaissance de cause et de façon volontaire après divulgation :

- a) par écrit, à la condition que, si plus d'une personne donne son consentement, chacune d'elles signe le même document ou un document distinct en faisant foi;

- b) verbalement, à la condition que chacune des personnes qui donne ainsi son consentement reçoive une communication écrite distincte en faisant foi, et ce, dans les plus brefs délais possibles.

[Modifié – octobre 2014]

« entité affiliée » Personne ou groupe de personnes autres qu’une personne ou un groupe autorisé à exercer le droit en Ontario ou ailleurs.

[Nouveau – mai 2001]

« mandat à portée limitée » S’entend de la prestation de services juridiques par un avocat pour une partie, et non toute l’affaire d’un client, selon une entente convenue avec celui-ci;

[Nouveau – septembre 2011]

« manquement professionnel » Conduite d’un avocat, en sa capacité professionnelle, qui tend à discréditer la profession juridique. S’entend notamment de ce qui suit :

- a) enfreindre ou tenter d’enfreindre une règle du présent *Code de déontologie*, une des exigences de la *Loi sur le Barreau*, ses règlements ou ses règlements administratifs;
- b) aider ou pousser sciemment un autre praticien juridique à enfreindre ou à tenter d’enfreindre une règle du présent *Code de déontologie*, du *Code de déontologie des parajuristes*, une des exigences de la *Loi sur le Barreau*, ses règlements ou ses règlements administratifs;
- c) aider ou pousser sciemment un associé ou un professionnel salarié non titulaire de permis d’un cabinet multidisciplinaire à enfreindre ou à tenter d’enfreindre une règle du *Code de déontologie*, une des exigences de la *Loi sur le Barreau*, ses règlements ou ses règlements administratifs;
- d) traiter malhonnêtement, notamment en les détournant, l’argent ou les biens d’un client ou d’un tiers;
- e) avoir une conduite qui mine l’administration de la justice;
- f) se targuer, même implicitement, de pouvoir influencer indûment sur un organisme ou un fonctionnaire de l’État;
- g) aider sciemment un juge ou un officier de justice à enfreindre un code de déontologie judiciaire applicable ou toute autre règle de droit.

[Modifié – juin 2009]

« parajuriste » Personne autorisée par le Barreau à fournir des services juridiques en Ontario.

« praticien juridique » Personne :

- a) qui est titulaire de permis;

- b) qui n'est pas titulaire de permis, mais qui est membre d'un barreau de compétence canadienne, autre que l'Ontario, et qui est autorisée à exercer le droit à titre d'avocat dans cet autre ressort.

[Nouveau – juin 2009]

« professionnel salarié » S'entend notamment des personnes suivantes :

- a) les titulaires de permis qui exercent le droit dans un cabinet juridique à titre d'employé de ce cabinet ou en vertu d'une autre relation contractuelle;
- b) les employés d'un cabinet multidisciplinaire qui ne sont pas titulaires de permis, mais qui fournissent des services qui soutiennent ou complètent l'exercice du droit.

[Modifié – octobre 2014]

« représentation juridique indépendante » Mandat qui consiste en ce qui suit :

- a) l'avocat qui reçoit le mandat (lequel peut être employé comme conseiller juridique du client) ne se trouve pas en situation de conflit d'intérêts à l'égard de l'opération menée par le client;
- b) l'avocat qui reçoit le mandat fera office d'avocat du client en la matière.

Commentaire

[1] L'avocat qui reçoit le mandat a une responsabilité qu'il ne doit pas assumer à la légère et dont il ne doit pas s'acquitter sommairement lorsque le client choisit de renoncer à une représentation juridique indépendante et de ne se fier qu'à des conseils juridiques indépendants.

« titulaire de permis » Avocat ou parajuriste.

« tribunal » S'entend notamment des tribunaux judiciaires, commissions, arbitres, médiateurs, organismes administratifs et autres qui résolvent des différends, quelles que soient leurs fonctions ou la nature plus ou moins formelle de leurs procédures.

Chapitre 2 Intégrité

ARTICLE 2.1 Intégrité

2.1-1 L'avocat ou l'avocate a le devoir d'exercer le droit et de s'acquitter de toutes ses responsabilités envers ses clients, les tribunaux, le public et les autres membres de la profession avec honneur et intégrité.

Commentaire

[1] L'intégrité est la qualité fondamentale de toute personne qui désire exercer la profession juridique. Si un client doute de la loyauté de son avocat, l'élément essentiel à une véritable relation entre avocat et client sera alors absent. Par son manque d'intégrité, l'avocat ne pourra pas être utile à son client et sa réputation sera détruite au sein de la profession, peu importe son niveau de compétence.

[2] La conduite irresponsable d'un avocat pourrait ébranler la confiance qu'a le public envers l'administration de la justice et la profession juridique. La conduite d'un avocat doit donc rejaillir favorablement sur la profession juridique, inspirer la confiance et le respect des clients et de la communauté, et éviter l'apparence même d'inconvenance.

[3] Un comportement déshonorant ou douteux de la part d'un avocat dans sa vie privée ou dans l'exercice de ses fonctions professionnelles aura un effet défavorable sur l'intégrité de la profession et sur l'administration de la justice. Que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du cadre professionnel, lorsque la conduite risque fort probablement de porter atteinte à la confiance d'un client envers l'avocat si le client est au courant de cette conduite, il pourrait alors être justifié que le Barreau prenne des mesures disciplinaires.

[4] Toutefois, le Barreau ne se préoccupe généralement pas des activités d'un avocat dans sa vie privée ou non professionnelle lorsque ces activités ne remettent pas en question l'intégrité professionnelle de l'avocat.

[4.1] En raison des privilèges dont jouit la profession juridique et du rôle important qu'elle joue dans une société libre et démocratique et dans l'administration de la justice, l'avocat a des responsabilités particulières, notamment celles de respecter la diversité de la société ontarienne, de protéger la dignité des personnes et de respecter les lois sur les droits de la personne en vigueur en Ontario.

[4.2] L'avocat devrait, s'il y a lieu, informer son client de son droit à l'emploi du français dans le traitement de son dossier et l'aviser notamment, selon le cas :

a) du paragraphe 19 (1) de la *Loi constitutionnelle de 1982* sur l'emploi du français et de l'anglais dans tout tribunal établi par le Parlement;

b) de l'article 530 du *Code criminel* concernant le droit d'un accusé de subir son procès devant un juge qui parle la langue officielle du Canada qui est celle de l'accusé;

- c) de l'article 126 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* qui prévoit qu'une partie à une instance qui parle français a le droit d'exiger que l'instance soit instruite en tant qu'instance bilingue;
- d) du paragraphe 5 (1) de la *Loi sur les services en français* pour les services en français des organismes gouvernementaux et des institutions de la Législature de l'Ontario.

2.1-2 L'avocat a le devoir de respecter les normes et la réputation de la profession juridique, et de favoriser la promotion de ses buts, organismes et institutions.

Commentaire

[1] Tous les avocats sont encouragés à mettre la profession en valeur au moyen d'activités telles que :

- a) partager leurs connaissances et leur expérience avec leurs collègues et les étudiants sans formalité particulière dans l'exercice quotidien de leurs fonctions, ainsi qu'en collaborant aux revues et autres publications professionnelles, en appuyant les projets des facultés de droit et en participant à des débats entre spécialistes, à des séminaires de formation en droit et à des conférences dans les universités;
- b) participer à des programmes d'aide juridique et de services juridiques communautaires ou fournir des services juridiques bénévolement;
- c) être élus à des postes et occuper des postes bénévolement au sein du Barreau;
- d) agir à titre d'administrateurs, de dirigeants et de membres d'associations juridiques locales, provinciales, nationales et internationales et faire partie de leurs comités et sections;
- e) agir à titre d'administrateurs, de dirigeants et de membres d'organismes sans but lucratif et de bienfaisance.

[2] Lorsque l'avocat participe à des activités communautaires, il ne doit pas oublier que certaines personnes pourraient avoir l'impression que l'avocat fournit des conseils juridiques et qu'une relation avocat-client a été établie.

[Nouveau – octobre 2014]

Chapitre 3 Les rapports avec les clients

ARTICLE 3.1 LA COMPÉTENCE

Définitions

3.1-1 La définition qui suit s'applique à la présente règle.

« avocat compétent » Avocate ou avocat qui possède et met les connaissances, habiletés et attributs nécessaires au service de chaque affaire acceptée pour un client ou une cliente. Cela comprend ce qui suit :

[Modifié – octobre 2014]

a) connaître les grands principes de droit et procédures juridiques, ainsi que les règles de fond et procédures correspondant à ses champs de pratique;

[Modifié – juin 2007]

b) examiner les faits, définir les questions à régler, déterminer les objectifs du client, étudier les options possibles, formuler les plans d'action pertinents et en aviser le client;

c) exécuter le plan d'action retenu en mobilisant les habiletés nécessaires à la conduite de l'affaire, notamment :

(i) la recherche juridique,

(ii) l'analyse,

(iii) l'application du droit aux faits pertinents,

(iv) la rédaction,

(v) la négociation,

(vi) les techniques de règlement extrajudiciaire des règlements,

(vii) la représentation en justice,

(viii) la recherche de solutions;

d) communiquer l'information à toutes les étapes pertinentes de l'affaire, et ce, rapidement et efficacement;

[Modifié – octobre 2014]

e) remplir en temps utile ses fonctions de façon consciencieuse, prompte et rentable;

f) utiliser ses capacités intellectuelles, faire preuve de jugement et de réflexion dans l'exercice de ses fonctions;

g) respecter tant l'esprit que la lettre de toutes les exigences définies dans la *Loi sur le Barreau*;

[Modifié – octobre 2014]

h) reconnaître ses limites professionnelles dans une affaire ou sur un point particulier et faire le nécessaire pour assurer un service satisfaisant au client;

i) bien gérer son cabinet;

j) assurer sa formation permanente afin d'actualiser et de rehausser ses connaissances et habiletés juridiques;

k) S'adapter aux conditions, normes, techniques et pratiques de la profession qui pourraient changer.

Compétence

3.1-2 Un avocat doit fournir tous les services juridiques entrepris au nom d'un client conformément à la norme de compétence exigée d'un avocat.

Commentaire

[1] À titre de membre de la profession juridique, l'avocat est censé avoir les connaissances, l'expérience et les aptitudes requises pour exercer le droit. Ses clients sont donc en droit de croire qu'il a les aptitudes et qualités requises pour traiter convenablement toutes les affaires juridiques dont ils le saisissent.

[2] La compétence est fondée sur des principes déontologiques et juridiques. La présente règle traite des principes déontologiques. La compétence est plus qu'une affaire de compréhension des principes du droit; il s'agit de comprendre adéquatement la pratique et les procédures selon lesquelles ces principes peuvent s'appliquer de manière efficace. Pour ce faire, l'avocat doit se tenir au courant des faits nouveaux dans tous les domaines du droit relevant de ses compétences.

[3] En décidant si l'avocat a fait appel aux connaissances et habiletés requises dans un dossier particulier, les facteurs dont il faudra tenir compte comprennent :

- a) la complexité et la nature spécialisée du dossier;
- b) l'expérience générale de l'avocat;
- c) la formation et l'expérience de l'avocat dans le domaine;
- d) le temps de préparation et d'étude que l'avocat est en mesure d'accorder au dossier;

e) s'il est approprié et faisable de renvoyer le dossier à un titulaire de permis dont les compétences sont reconnues dans le domaine en question, de s'associer avec ce dernier ou de le consulter.

[4] Dans certaines circonstances, une expertise dans un domaine du droit particulier pourrait être requise; dans bien des cas, le niveau de compétence nécessaire sera celui du généraliste.

[5] L'avocat ne devrait donc pas accepter une affaire s'il n'est pas honnêtement convaincu de posséder la compétence nécessaire pour la traiter ou de pouvoir l'acquérir sans délai, sans frais et sans risques excessifs pour son client. Il s'agit là d'une considération d'ordre éthique, distincte des normes de diligence que pourrait invoquer un tribunal pour conclure à la négligence professionnelle.

[6] L'avocat doit reconnaître son manque de compétence pour une affaire déterminée et si s'en chargeait, il desservirait les intérêts de son client. Si son client le consulte au sujet d'une telle affaire, l'avocat doit :

a) refuser le mandat;

b) obtenir les directives du client pour engager un titulaire de permis ayant les compétences pour prendre en charge cette affaire ou consulter ou collaborer avec un tel titulaire de permis;

c) obtenir le consentement du client afin d'acquérir les compétences sans délai, sans risques et sans frais pour le client.

[7] L'avocat devrait également reconnaître que, pour avoir les compétences nécessaires à une tâche en particulier, il devra peut-être demander conseil à des experts dans le domaine scientifique, comptable ou autre domaine non juridique, ou collaborer avec de tels experts. De plus, il ne doit pas hésiter à demander au client la permission de consulter des experts lorsque cela est approprié.

[7A] Lorsqu'un avocat envisage la possibilité de fournir des services juridiques en vertu d'un mandat à portée limitée, il doit évaluer soigneusement pour chaque cas si, dans les circonstances, il est possible de rendre ces services de manière compétente. Une entente visant à fournir ce type de service n'exonère pas un avocat de son obligation de représenter un client avec compétence. Comme dans tout mandat, l'avocat devrait tenir compte des connaissances juridiques, des aptitudes, de la rigueur et de la préparation raisonnablement nécessaires pour assurer une représentation compétente. L'avocat devrait veiller à ce que le client comprenne complètement et clairement la nature de l'entente et la portée des services, y compris les limites. Voir aussi les règles 3.2-1A à 3.2-1A.2.

[8] L'avocat devrait préciser clairement les faits, les circonstances et les hypothèses sur lesquels une opinion est fondée, particulièrement lorsque les circonstances ne justifient pas une enquête exhaustive ainsi que les dépenses qui en résultent et qui seraient imputées au client. Toutefois, à moins d'indication contraire de la part du client, l'avocat devrait mener une enquête suffisamment détaillée afin d'être en mesure de donner une opinion, plutôt que de faire de simples commentaires assortis de nombreuses réserves.

[8.1] Ce qui est considéré comme une communication efficace avec le client variera selon la nature du mandat, les besoins et les connaissances du client ainsi que la nécessité pour le client de prendre des décisions bien éclairées et de fournir des directives.

[9] L'avocat devrait faire attention de ne pas faire de promesses excessives et présomptueuses au client, surtout lorsque l'emploi de l'avocat peut en dépendre.

[10] En plus de demander à l'avocat de donner son avis sur des questions de droit, on pourrait lui demander de donner son avis sur des questions de nature non juridique – comme les complications commerciales, économiques, politiques ou sociales que pourrait comporter l'affaire – ou sur le plan d'action que devrait choisir le client, ou s'attendre à ce qu'il donne son avis sur de telles questions. Dans bien des cas, l'expérience de l'avocat sera telle que le client pourra tirer profit de ses opinions sur des questions non juridiques. L'avocat qui exprime ses opinions sur de telles questions devrait, s'il y a lieu et dans la mesure nécessaire, signaler tout manque d'expérience ou de compétence dans le domaine particulier et devrait faire nettement la distinction entre un avis juridique ou un avis autre que juridique.

[11] Dans le cas d'un cabinet multidisciplinaire, l'avocat doit veiller à ce que le client sache que l'avis ou les services d'un non-titulaire de permis pourraient s'ajouter à l'avis juridique donné par l'avocat. Un avis ou les services de membres non avocats du cabinet qui n'ont aucun lien avec le mandat des services juridiques doivent être fournis à l'extérieur du cadre du mandat des services juridiques et à partir d'un endroit distinct des lieux du cabinet multidisciplinaire. La prestation d'avis ou de services non juridiques qui n'ont aucun lien avec le mandat de services juridiques sera également assujettie aux contraintes énoncées dans les règlements administratifs et les règlements régissant les cabinets multidisciplinaires.

[12] En exigeant un service consciencieux, appliqué et efficace, on demande que l'avocat fasse tout effort possible pour servir le client en temps opportun. Si l'avocat peut raisonnablement prévoir un retard dans l'exécution de ses tâches, il devrait en aviser le client de sorte que ce dernier puisse faire un choix éclairé quant à ses options, comme la possibilité de retenir les services d'un autre avocat.

[13] L'avocat devrait s'abstenir de toute conduite qui pourrait gêner ou compromettre sa capacité ou son empressement à fournir des services juridiques satisfaisants au client et devrait être conscient de tout facteur ou de toute circonstance pouvant avoir cet effet.

[14] L'avocat incompetent nuit à ses clients, déshonore sa profession et risque de jeter le discrédit sur l'administration de la justice. En plus de compromettre sa réputation et sa carrière, il peut aussi causer du tort à ses associés et aux professionnels salariés de son cabinet.

[15] **Incompétence, négligence et erreurs** – La présente règle ne vise pas la perfection. Une erreur ou une omission, bien qu'elle puisse donner lieu à une action en dommages-intérêts pour cause de négligence ou de rupture de contrat, ne constituera pas forcément un manquement à la norme de compétence professionnelle décrite dans la règle. Bien que des dommages-intérêts puissent être accordés pour cause de négligence, l'incompétence peut aussi entraîner une sanction disciplinaire.

[15.1] La *Loi sur le Barreau* prévoit qu'un avocat ne respecte pas les normes de compétence de la profession s'il existe des lacunes sur l'un ou l'autre des plans suivants :

- a) ses connaissances, ses habiletés ou son jugement;
- b) l'attention qu'il porte aux intérêts de ses clients;
- c) les dossiers, les systèmes ou les méthodes qu'il utilise pour ses activités professionnelles;
- d) d'autres aspects de ses activités professionnelles,

et que ces lacunes soulèvent des craintes raisonnables quant à la qualité du service qu'il offre à ses clients.

[Modifié – juin 2009, octobre 2014]

ARTICLE 3.2 LA QUALITÉ DES SERVICES

Qualité des services

3.2-1 Un avocat doit fournir un service courtois, complet et ponctuel aux clients. La qualité du service attendue d'un avocat est un service compétent, fait en temps opportun, consciencieux, appliqué, efficace et respectueux.

[Nouveau – octobre 2014]

Commentaire

[1] La présente règle devrait être lue et mise en application conjointement avec l'article 3.1 qui porte sur la compétence.

[2] Un avocat qui fait habituellement preuve de compétence pourrait parfois ne pas fournir un service de qualité convenable.

[3] à [5] [FOPJC – Paragraphes non utilisés]

[6] L'avocat devrait respecter les dates d'échéance à moins de fournir une explication raisonnable et de s'assurer que la situation ne nuira pas au client. Peu importe si une échéance est prescrite, un avocat devrait poursuivre une affaire sans délai en communiquant avec son client et en lui faisant part de l'évolution de l'affaire. En l'absence d'une telle évolution, la communication avec le client devrait être entretenue selon les attentes raisonnables du client.

[Nouveau – octobre 2014]

Services juridiques en vertu d'un mandat à portée limitée

3.2-1A Avant de fournir des services juridiques en vertu d'un mandat à portée limitée, l'avocat informe le client avec honnêteté et franchise de la nature, de l'étendue et de la portée des services qu'il peut rendre, et, lorsqu'approprié, si ces services peuvent être fournis selon les moyens financiers du client.

3.2-1A.1 Lorsqu'il fournit des services juridiques en vertu d'un mandat à portée limitée, l'avocat confirme les services par écrit et donne au client une copie du document écrit lorsque possible.

Commentaire

[1] Mettre par écrit les discussions et l'entente avec le client au sujet d'un mandat à portée limitée aide l'avocat et le client à comprendre les limites du service devant être fourni et tout risque associé au mandat.

[1.1] Dans certaines circonstances, comme quand le client est en détention, il peut ne pas être possible de lui donner une copie du document. Dans ce type de situation, l'avocat doit documenter le mandat à portée limitée du client et, lorsque possible, fournir une copie du document au client.

[2] L'avocat qui fournit des services juridiques en vertu d'un mandat à portée limitée devrait prendre garde de ne pas agir de façon à donner l'impression qu'il fournit des services au client en vertu d'un mandat général.

[3] [FOPJC – Paragraphe non utilisé]

[4] L'avocat qui fournit des services juridiques en vertu d'un mandat à portée limitée devrait déterminer comment gérer les communications d'un avocat adverse dans une affaire. Voir la règle 7.2-6A et les règles 7.2-8 à 7.2-8.2.

[5] [FOPJC – Paragraphe non utilisé]

3.2-1A.2 La règle 3.2-1A.1 ne s'applique pas à un avocat si les services juridiques sont :

- a) des services juridiques ou des conseils sommaires fournis à titre d'avocat de service en vertu de la *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique* ou par l'entremise de tout avocat de service ou autre programme comparable géré par un organisme à but non lucratif;
- b) des conseils sommaires fournis dans des cliniques juridiques communautaires, des cliniques étudiantes ou en vertu de la *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique*;
- c) des conseils sommaires fournis par l'entremise d'un service téléphonique ou par un centre d'appels géré par un programme communautaire ou gouvernemental;
- d) des conseils sommaires fournis par l'avocat à un client dans le cadre d'une consultation initiale où il est entendu que la consultation, si le client décide de retenir les services de l'avocat, entraînerait un mandat général;
- e) des services juridiques sommaires bénévoles fournis dans le cadre d'un programme sans but lucratif ou rattaché au tribunal.

[Nouveau – septembre 2011]

Commentaire

[1] La consultation mentionnée à la règle 3.2-1A.2 d) peut comprendre un avis sur des mesures préventives, protectrices, proactives ou procédurales en ce qui concerne l'affaire du client, après quoi le client peut décider de retenir les services de l'avocat.

[Nouveau – septembre 2011]

Honnêteté et franchise**3.2-2** L'avocat conseille ses clients avec franchise et honnêteté.**Commentaire**

[1] [FOPJC – Paragraphe non utilisé]

[1.1] L'avocat a une obligation de franchise envers le client pour les questions pertinentes quant au mandat. Cela découle du *Code de déontologie* et des obligations fiduciaires de l'avocat envers le client. En vertu de l'obligation de franchise, l'avocat doit informer le client des renseignements dont il a connaissance et qui pourraient avoir une incidence sur ses intérêts en l'espèce.

[1.2] Dans certaines circonstances limitées, il pourrait être approprié de ne pas divulguer certains renseignements à un client. Par exemple, avec le consentement du client, l'avocat peut le représenter même s'il a vu des renseignements « réservés à l'avocat ». Cependant, il ne serait pas approprié que l'avocat représente un client s'il a reçu des renseignements importants sur ce client dans le cadre d'un autre mandat. Dans de telles circonstances, l'avocat ne peut être honnête et franc avec le client et ne devrait pas le représenter.

[2] Aux personnes qui le consultent, l'avocat donne des conseils fondés sur une connaissance suffisante des faits pertinents, une étude appropriée du droit applicable et sa propre expérience. Ses conseils sont francs et directs; ils reflètent clairement son opinion sur le fond de l'affaire et sur son issue probable.

[2.1] L'avocat qui représente l'emprunteur et le prêteur dans une opération hypothécaire ou une opération de prêt devrait également consulter la règle 3.4-15, laquelle porte sur son obligation de divulguer tous les renseignements importants à ses clients.

[3] [FOPJC – Paragraphe non utilisé]

[Modifié – octobre 2014]

Cas où le client est un organisme

3.2-3 Bien qu'un avocat puisse recevoir des directives d'un dirigeant, d'un employé, d'un mandataire ou d'un représentant de l'organisme qui l'emploie ou qui fait appel à ses services, y compris une personne morale, l'avocat doit agir pour l'organisme dans l'exercice de ses fonctions et dans la prestation des services professionnels.

Commentaire

[1] L'avocat qui agit pour un organisme ne doit pas perdre de vue le fait que c'est l'organisme lui-même qui est son client et que ce client a une personnalité juridique distincte de ses actionnaires, dirigeants, administrateurs et employés. Même si c'est par l'entremise de ses dirigeants, administrateurs, employés, membres, mandataires et représentants que l'organisme agit et donne des instructions, ce sont les intérêts de l'organisme lui-même que l'avocat doit veiller à servir et à protéger. En outre, comme un organisme dépend de personnes physiques pour donner des instructions, l'avocat doit veiller à ce que la personne physique qui lui donne des instructions pour le compte de l'organisme agisse avec l'autorisation effective ou apparente de ce dernier.

[2] En plus d'agir pour un organisme, l'avocat peut accepter un mandat commun et agir pour une personne associée à ce dernier. C'est le cas, par exemple, lorsque l'avocat donne des conseils en assurance responsabilité civile à un dirigeant d'un organisme. Dans un tel cas, l'avocat qui agit pour l'organisme sera à l'affût des possibilités de conflits d'intérêts et se conformera aux règles sur les conflits d'intérêts (article 3.4 – Les conflits).

[Nouveau – mars 2004]

Obligation d'encourager la transaction ou le règlement à l'amiable

3.2-4 L'avocat doit encourager un client à accepter un compromis ou à régler un conflit à l'amiable s'il est raisonnablement possible de le faire et doit dissuader le client d'entamer ou de poursuivre des procédures judiciaires inutiles.

[Modifié – octobre 2014]

Commentaire

[1] L'avocat devrait envisager le recours au règlement extrajudiciaire d'un différend, le cas échéant, informer le client de la possibilité d'un tel recours et, si on lui demande de le faire, prendre les mesures nécessaires pour exercer cette option.

[1.1] Dans les instances criminelles, quasi criminelles et de plainte réglementaire, l'avocat d'une personne accusée ou d'un accusé éventuel peut communiquer avec un plaignant ou un plaignant éventuel afin d'obtenir des renseignements factuels, d'organiser une restitution ou la présentation d'excuses de la part d'un accusé, ou de défendre ou régler toute affaire civile entre l'accusé et le plaignant. Voir également la règle 7.2-6.

Chapitre 3 Les rapports avec les clients

Menace d'une poursuite criminelle

[1.2] Lorsque le plaignant ou le plaignant éventuel n'est pas représenté, l'avocat devrait tenir compte des règles qui se rapportent aux personnes non représentées et clarifier qu'il représente exclusivement les intérêts de la personne accusée. Si le plaignant ou le plaignant éventuel est vulnérable, l'avocat doit s'assurer de ne pas tirer avantage des circonstances de façon injuste ou inappropriée. Lorsqu'il communique avec un plaignant ou un plaignant éventuel non représenté, il est recommandé qu'un témoin soit présent.

[Modifié – octobre 2014]

Menace d'une poursuite criminelle

3.2-5 Un avocat ne doit pas, dans le but d'obtenir un avantage pour un client, menacer ou conseiller à son client de menacer :

- a) d'intenter une poursuite criminelle ou quasi criminelle, ou d'aller de l'avant avec une telle procédure;
- b) de déposer une plainte à un organisme de réglementation.

[Modifié – octobre 2014]

3.2-5.1 La règle 3.2-5 b) ne s'applique pas à une demande présentée de bonne foi à une autorité réglementaire pour un client qui y aurait légitimement droit.

[Nouveau – octobre 2014]

Commentaire

[1] Menacer d'entamer une poursuite dans le but de réparer un grief personnel constitue un abus de procédure judiciaire. Même si un client a légitimement droit à une somme d'argent, il n'est pas convenable de menacer d'entamer une poursuite criminelle ou quasi criminelle.

[2] Par contre, il est convenable de signaler une activité criminelle ou quasi criminelle à une autorité compétente tout en prenant des mesures auprès du système de justice civile. Un avocat peut également demander qu'un autre avocat respecte un engagement ou une condition fiduciaire ou autre obligation professionnelle pour ainsi éviter d'être dénoncé au Barreau. Le comportement inapproprié vient de la menace d'une procédure criminelle ou quasi criminelle pour obtenir un avantage légal.

[2.1] Lorsqu'un organisme de réglementation exerce principalement une compétence en matière civile, il n'est pas inapproprié de menacer de déposer une plainte en vertu de ce pouvoir afin d'obtenir un avantage pour le client. Par exemple, si l'organisme de réglementation du bureau qui traite des normes d'emploi s'occupe du non-paiement des salaires, il est convenable de menacer de porter plainte en vertu de la loi provinciale afin d'obtenir une ordonnance de versement du salaire si le salaire non payé n'est pas versé.

[Nouveau – octobre 2014]

3.2-6 [FOPJC – Règle non utilisée]

Malhonnêteté ou fraude du client ou d'autres personnes

3.2-7 L'avocat ne doit jamais favoriser ou faciliter sciemment la fraude, la malhonnêteté, le crime ou une conduite illégale, ou instruire le client des moyens de violer la loi et d'éviter une sanction.

[Modifié – octobre 2014]

3.2-7.1 Un avocat refuse d'agir ou d'accomplir ou d'omettre d'accomplir quelque chose lorsqu'il devrait savoir qu'en agissant, en accomplissant ou en omettant d'accomplir cette chose, il est manipulé par un client, par une personne associée à un client ou par une autre personne afin de faciliter la malhonnêteté, la fraude, le crime ou l'illégalité.

[Nouveau – avril 2012]

3.2-7.2 Lorsque ses services sont retenus par un client, un avocat fait tous les efforts raisonnables pour vérifier le but et les objectifs du mandat et pour obtenir les renseignements nécessaires sur le client pour remplir cette obligation.

3.2-7.3 Un avocat n'utilise pas son compte en fiducie à des fins qui ne sont pas liées à la prestation de services juridiques.

[Modifié – avril 2011]

Commentaire

[1] La règle 3.2-7 qui prévoit qu'un avocat ne doit pas encourager ni faciliter sciemment la fraude, la malhonnêteté, le crime ou l'illégalité, s'applique et ce, que l'avocat en soit réellement conscient ou démontre de l'aveuglement volontaire ou de l'imprudence. L'avocat se garde de devenir l'instrument de clients sans scrupules ou de leur entourage ou de toute autre personne. Les règles 3.2-7.1 à 3.2-7.3 traitent de cette question.

[2] Un avocat devrait être vigilant et éviter de s'engager involontairement avec un client ou toute autre personne qui mène une activité criminelle telle que la fraude immobilière ou le blanchiment d'argent. La vigilance est de mise parce que les moyens frauduleux pour ces activités et pour d'autres activités criminelles peuvent être des opérations pour lesquelles les avocats fournissent fréquemment des services comme :

- a) la création, l'achat ou la vente d'entreprises;
- b) l'organisation du financement pour l'achat, la vente ou l'exploitation d'entreprises;
- c) l'organisation du financement pour l'achat ou la vente d'actifs commerciaux;
- d) l'achat et la vente d'immobilier.

[3] Pour obtenir des renseignements sur le client et sur le sujet et les objectifs du mandat, il est possible que l'avocat doive, par exemple, vérifier qui sont les propriétaires légaux ou les bénéficiaires de la propriété et des entreprises, vérifier qui contrôle les entreprises et clarifier la nature et le but d'une opération complexe ou inhabituelle lorsque le but n'est pas clair. L'avocat devrait consigner les résultats de ses recherches. Il est particulièrement important d'obtenir ces renseignements lorsqu'un avocat a des doutes ou des soupçons sur le fait qu'il est peut-être en train de faciliter l'activité malhonnête, frauduleuse, criminelle ou illégale d'un client ou de toute autre personne.

[3.1] Un avocat devrait savoir reconnaître la présence d'indices de fraude dans son domaine de pratique et poser les questions pertinentes pour s'assurer que le mandat proposé porte sur une opération véritable. Des renseignements sur les indices de fraude dans les opérations immobilières apparaissent ci-dessous.

[3.2] Un client ou une autre personne peut tenter d'utiliser le compte en fiducie d'un avocat à des fins illégitimes, comme pour cacher ou blanchir des fonds, ou encore comme abri fiscal. Ces situations soulignent le fait que lorsqu'un avocat gère des fonds en fiducie, il doit être conscient de ses obligations en vertu des présentes règles et des règlements administratifs du Barreau qui portent sur la gestion des fonds en fiducie.

[4] La règle 3.2-7 n'a pas nécessairement pour effet d'interdire la pratique des causes types motivées par la bonne foi. Lorsque le préjudice personnel et la violence ne sont pas à redouter, on conçoit que l'avocat puisse accepter de conseiller et de représenter le client qui, de bonne foi et pour des motifs suffisants, veut mettre une loi à l'épreuve, la façon la plus efficace de procéder étant de commettre techniquement une infraction donnant lieu à une cause type. Dans tous les cas, l'avocat devrait s'assurer que le client est conscient des conséquences que pourrait avoir l'introduction d'une cause type.

[Modifié – octobre 2014]

Indices de fraude dans les opérations immobilières

[4.1] Un avocat qui agit pour une partie dans une opération immobilière devrait savoir reconnaître la présence d'indices de fraude dans son domaine de pratique et poser les questions pertinentes pour s'assurer que le mandat proposé porte sur une opération véritable. Les indices de fraude immobilière comprennent notamment :

- a) des manipulations du prix d'achat (révélé par exemple, par des dépôts soi-disant payés directement au vendeur, valeur gonflée et vente frauduleuse (flip) par laquelle une propriété est vendue et revendue sur une courte période pour un prix substantiellement plus élevé, réductions dans le solde dû à la clôture en contrepartie de crédits supplémentaires ou dépôts non requis dans la convention d'achat, modifications au prix d'achat non divulguées au prêteur hypothécaire, acceptation à la clôture d'un montant moindre que le solde dû, acompte hypothécaire qui atteint ou dépasse le solde dû entraînant un solde du produit de la vente, etc.);

- b) un rôle symbolique d'au moins une partie (la fraude est parfois accomplie par le recours à des personnes qui sont fictives ou dont l'identité a peut-être été volée ou achetée, ou par l'utilisation suspecte de procurations);
- c) l'acheteur fait des paiements minimes, ou ne fait aucun paiement, au prix d'achat ou au solde dû à la clôture;
- d) des indications que les parties dissimulent un lien de dépendance ou sont de connivence à l'égard du prix d'achat;
- e) un engagement suspect ou répété d'un tiers (par exemple, un tiers donne des instructions, fournit des instructions au client ou son identification, fournit ou reçoit des fonds à la clôture);
- f) le produit de la vente est acheminé à des parties qui n'ont pas de lien apparent avec l'opération.

[4.2] La liste des indices de fraude immobilière énumérés ci-dessus n'est pas exhaustive. De nombreuses sources offrent d'autres renseignements sur les indices de fraude immobilière, y compris la page « Lutter contre la fraude immobilière » dans la section des ressources sur la pratique du site Web du Barreau. Les combines de fraude hypothécaire et les indices de fraude connexes sont nombreux et continuent d'évoluer. Les avocats qui exercent le droit immobilier ont donc une obligation professionnelle de se renseigner de façon continue à cet égard.

[Nouveau – octobre 2012]

Malhonnêteté ou fraude du client qui est un organisme

3.2-8 L'avocat employé par un organisme pour agir dans une affaire et qui sait que l'organisme a agi, agit ou a l'intention d'agir de façon malhonnête, frauduleuse, criminelle ou illégale dans le cadre de l'affaire doit, outre ce à quoi l'oblige la règle 3.2-7 :

- a) informer la personne lui donnant les directives et le chef du contentieux, ou tant le chef du contentieux que le chef de la direction, que la conduite envisagée est, était ou serait malhonnête, frauduleuse, criminelle ou illégale et devrait cesser;
- b) s'il le faut, parce que la personne lui donnant les directives, le chef du contentieux ou le chef de la direction, refuse de faire cesser la conduite envisagée, aviser le supérieur ou le groupe hiérarchique suivant, en se rendant si nécessaire jusqu'au conseil d'administration, au conseil de fiducie ou au comité compétent du conseil d'administration, que la conduite envisagée était, est ou serait malhonnête, frauduleuse, criminelle ou illégale et devrait cesser;

- c) cesser d’agir dans l’affaire en question conformément aux règles énoncées dans l’article 3.7 si l’organisme poursuit ou a l’intention de poursuivre la conduite malhonnête envisagée en dépit des conseils de l’avocat.

[Modifié – octobre 2014]

Commentaire

[1] La conduite illicite d’un organisme, qu’elle soit passée, actuelle ou envisagée, peut avoir des conséquences graves et nuisibles non seulement pour l’organisme et ses membres, mais également pour le public qui compte sur des organismes pour se procurer tout un éventail de biens et de services. En particulier, la conduite illicite de sociétés commerciales et financières cotées en bourse peut avoir des conséquences graves pour le grand public. La présente règle traite de certaines des responsabilités professionnelles des avocats qui agissent pour un organisme, y compris une personne morale, et qui apprennent que cet organisme a agi, agit ou a l’intention d’agir de façon malhonnête, frauduleuse, criminelle ou illégale. Outre ces règles, l’avocat devra peut-être tenir compte, entre autres, des règles et du commentaire traitant de la confidentialité (article 3.3).

[2] La présente règle se rapporte à la conduite malhonnête, frauduleuse, criminelle ou illégale.

[3] La conduite illicite comprend les omissions. En effet, ce sont souvent les omissions d’un organisme, telles que l’omission de faire les déclarations exigées ou de rectifier des déclarations inexactes, qui constituent la conduite illicite visée par les présentes. Ces dernières entrent donc en jeu dans les cas de conduite qui risque vraisemblablement de causer un préjudice important à l’organisme, plutôt que dans le cas de l’inconduite sans gravité de l’organisme.

[4] Au moment de se pencher sur ses responsabilités en vertu des présentes, un avocat doit évaluer s’il est possible et opportun de donner un avis par écrit.

[5] Un avocat qui représente un organisme et qui apprend que ce dernier a agi, agit ou a l’intention d’agir d’une manière illicite peut en informer le chef de la direction, mais doit en informer le chef du contentieux. Si la conduite illicite ne cesse pas, l’avocat doit le signaler au supérieur hiérarchique suivant au sein de l’organisme jusqu’à ce que les mesures adéquates soient prises. Si, malgré l’avis de l’avocat, l’organisme continue d’agir de façon illicite, l’avocat doit se retirer de l’affaire conformément à la règle 3.7-1. Dans certains cas, l’avocat ne devra pas se contenter de se retirer de l’affaire en question, mais devra aussi démissionner de son poste ou mettre fin à sa relation avec l’organisme.

[6] La présente règle reconnaît que les avocats, à titre de conseillers juridiques d'un organisme, sont les mieux placés pour inciter les organismes à respecter la loi et pour leur rappeler qu'il est dans leur intérêt et dans celui du public de ne pas enfreindre la loi. Les avocats qui agissent pour un organisme peuvent souvent conseiller les cadres supérieurs non seulement sur les aspects techniques de la loi, mais également sur les facteurs de relations publiques ou de politique générale qui ont incité le gouvernement ou l'autorité de réglementation à promulguer la loi. De plus, les avocats qui travaillent pour des organismes, en particulier les avocats internes, peuvent leur recommander d'agir d'une manière légale, morale, honorable et conforme aux responsabilités de l'organisme envers ses membres et le grand public.

[Modifié – octobre 2014]

Clients ayant une capacité amoindrie

3.2-9 L'avocat doit, autant que faire se peut, maintenir un rapport avocat-client normal lorsque son client présente une capacité amoindrie de prendre des décisions, notamment parce qu'il n'a pas l'âge de la majorité ou est atteint d'un handicap mental.

Commentaire

[1] Le rapport avocat-client suppose que le client a la capacité mentale nécessaire pour prendre des décisions quant à ses affaires juridiques et pour donner des instructions à son avocat. La capacité d'un client à cet égard dépend cependant de facteurs tels que son âge, son intelligence, son expérience, sa santé physique et mentale, ainsi que les conseils et l'appui de tiers. En outre, cette capacité peut varier avec le temps, que ce soit pour le mieux ou pour le pire.

[1.1] Lorsque le client a ou acquiert un handicap qui gêne sa capacité de prendre des décisions, il se peut que ce handicap soit mineur, mais il se peut également qu'il soit de nature à le priver de la capacité légale de donner des instructions et d'établir des rapports juridiques contraignants. Compte tenu de ces facteurs, la présente règle vise à obliger l'avocat dont le client présente un handicap à maintenir, autant que faire se peut, un rapport avocat-client normal.

[2] [FOPJC – Paragraphe non utilisé]

[3] L'avocat dont le client présente un handicap devrait savoir que, si le handicap est tel que le client n'a plus la capacité légale de gérer ses affaires juridiques, il peut être tenu de prendre des mesures pour faire nommer un représentant légitimement autorisé, tel qu'un tuteur à l'instance, ou de demander l'aide du Bureau du Curateur public général ou du Bureau de l'avocat des enfants pour protéger les intérêts de son client. En tout état de cause, l'avocat a l'obligation morale de faire en sorte que les intérêts de ses clients ne soient pas abandonnés.

[3.1] L’avocat à qui on demande de fournir des services juridiques en vertu d’un mandat à portée limitée à un client qui présente un handicap devrait évaluer soigneusement pour chaque cas comment, dans les circonstances, il est possible de rendre ces services de manière compétente.

[Modifié – septembre 2011]

[4] [FOPJC – Paragraphe non utilisé]

[5] Lorsqu’un avocat prend une mesure de protection au nom d’une personne ou d’un client inapte, l’autorité de divulguer les renseignements confidentiels nécessaires pourrait être sous-entendue dans certaines circonstances. Reportez-vous au commentaire qui suit la règle 3.3-1 (Secret professionnel) pour connaître les facteurs pertinents. Si la cour ou un autre avocat intervient dans l’affaire, l’avocat devrait l’informer de la nature de sa relation avec la personne inapte.

[Modifié – octobre 2014]

Rapports médico-légaux

3.2-9.1 L’avocat qui reçoit d’un médecin ou d’un professionnel de la santé un rapport médico-légal assorti d’une réserve portant que le rapport ne doit pas être montré au client le lui renvoie sur-le-champ, à moins d’avoir reçu l’instruction précise d’accepter un rapport assorti d’une telle réserve.

Commentaire

[1] L’avocat peut éviter certaines difficultés prévues par la règle en ayant une discussion franche avec le médecin ou le professionnel de la santé, de préférence avant la préparation du rapport médico-légal, afin de mettre celui-ci au courant de l’obligation de l’avocat concernant la divulgation du rapport médico-légal au client.

3.2-9.2 L’avocat qui reçoit d’un médecin ou d’un professionnel de la santé un rapport médico-légal énonçant des opinions et conclusions qui sont susceptibles de nuire au client si elles lui sont divulguées essaie de dissuader le client de consulter le rapport; toutefois, si le client insiste pour le voir, l’avocat est tenu d’accéder à sa demande.

3.2-9.3 Dans l’éventualité où le client insisterait pour voir le rapport médico-légal à propos duquel l’avocat a des réserves pour les raisons énoncées à la règle 3.2-9.2, l’avocat propose au client de se rendre chez le médecin ou le professionnel de la santé afin de mieux comprendre, grâce aux connaissances de ce dernier, la portée des conclusions du rapport.

Rôle de l'assurance de titres dans les opérations immobilières

Rôle de l'assurance de titres dans les opérations immobilières

3.2-9.4 L'avocat qui conseille des clients dans une opération immobilière évalue toutes les options raisonnables afin d'assurer le titre et les avise du caractère facultatif de l'assurance de titres et de l'existence d'autres options pour la protection de leurs intérêts dans une opération immobilière.

Commentaire

[1] L'avocat devrait aviser les clients des options qui existent afin de protéger leurs intérêts et de réduire le plus possible leurs risques dans une opération immobilière. Il devrait savoir dans quels cas il y a lieu de contracter une assurance de titres. Bien qu'elle vise à protéger les clients contre les risques visant précisément le titre, l'assurance de titres ne saurait remplacer les services de l'avocat dans une opération immobilière.

[2] L'avocat devrait s'y connaître en assurance de titres et discuter avec les clients des avantages, des conditions et des limites des différentes options et garanties généralement disponibles sous forme d'assurance de titres. Avant de recommander un produit spécifique d'assurance de titres, l'avocat devrait bien en connaître la nature et, si besoin est, recevoir la formation nécessaire.

3.2-9.5 L'avocat ne doit pas recommander aux clients un produit spécifique d'assurance de titres contre rémunération directe ou indirecte d'un assureur de titres, d'un mandataire ou d'un intermédiaire.

3.2-9.6 L'avocat informe les clients qu'il ne reçoit pas de commission ou d'honoraires de la part d'un assureur de titres, d'un mandataire ou d'un intermédiaire à l'égard de l'assurance de titres.

Commentaire

[1] Le rapport de confiance qui existe entre l'avocat et son client exige la divulgation complète de tous les éléments de leurs rapports financiers et interdit à l'avocat, à son cabinet, à tout employé ou salarié du cabinet ou à toute entité connexe d'accepter le moindre honoraire caché.

3.2-9.7 L'avocat qui discute de l'assurance TitrePLUS avec ses clients leur dévoile la nature des liens unissant la profession juridique, le Barreau du Haut-Canada et l'Assurance de responsabilité civile professionnelle des avocats (LAWPRO).

Divulgence d'opérations hypothécaires

3.2-9.8 Lorsqu'un avocat agit pour un prêteur et que le prêt est garanti par une hypothèque sur des biens immeubles, l'avocat fournit un rapport final sur l'opération, avec le double d'une hypothèque enregistrée, au prêteur dans les 60 jours suivant l'enregistrement de l'hypothèque ou dans une autre période déterminée par le prêteur.

3.2-9.9 Le rapport final exigé par la règle 3.2-9.8 doit être livré dans les limites de temps prévues dans cette règle même si l'avocat a payé une ou plusieurs charges précédentes pour assurer la priorité de l'hypothèque selon les instructions du client, et l'avocat a obtenu un engagement d'enregistrer une libération de la charge ou des charges, mais que la libération n'est toujours pas enregistrée.

[Nouveau – février 2007]

ARTICLE 3.3 LE SECRET PROFESSIONNEL

Renseignements confidentiels

3.3-1 L'avocat est tenu de garder le plus grand secret sur ce qu'il apprend des affaires et des activités de son client au cours de leurs rapports professionnels et ne doit divulguer aucun de ces renseignements à moins que :

- a) le client l'ait expressément ou implicitement autorisé;
- b) la loi ou un tribunal compétent l'exige;
- c) l'avocat soit tenu de donner les renseignements au Barreau;
- d) les règles 3.3-2 à 3.3-6 le permettent.

[Modifié – octobre 2014]

Commentaire

[1] L'avocat ne peut pas fournir de services professionnels efficaces à son client s'ils ne communiquent pas librement et sans réserve entre eux. Corrélativement, le client doit pouvoir compter sur l'entière discrétion de l'avocat et avoir l'assurance que, sauf demande expresse de sa part, tout ce qui aura été communiqué et discuté restera absolument secret et confidentiel.

[2] Il importe de distinguer la présente règle de la règle de preuve relative au privilège du secret professionnel, qui est également un droit protégé par la *Constitution*, à l'égard des communications orales ou écrites entre le client et l'avocat. La règle déontologique a une plus grande portée et s'applique peu importe la nature ou la source des renseignements ou le fait que ces renseignements pourraient être connus d'autres personnes.

[3] L'avocat est tenu au secret envers tous ses clients, habituels ou occasionnels, sans exception. Cette obligation ne prend pas fin avec le rapport professionnel dont elle est née; elle subsiste indéfiniment, même s'il s'est élevé des différends entre l'avocat et son client.

[4] L'avocat est également tenu d'une obligation de confidentialité envers toute personne qui demande conseil ou de l'aide au sujet d'une affaire faisant appel aux connaissances professionnelles d'un avocat, même s'il ne produit pas un compte rendu ou n'accepte pas de représenter cette personne. Une relation entre avocat et client est souvent établie sans formalité. Un avocat devrait être prudent lorsqu'il accepte des renseignements confidentiels sans formalité ou de façon préliminaire puisque le fait de posséder ces renseignements pourrait empêcher l'avocat d'agir ultérieurement pour une autre partie dans la même affaire ou une affaire connexe (voir l'article 3.4 – Les conflits).

[5] En général et à moins que la nature de l'affaire ne l'exige, un avocat ne devrait pas divulguer :

- a) qu'on a fait appel à ses services pour une affaire déterminée;
- b) qu'une personne l'a consulté au sujet d'une affaire déterminée, peu importe si une relation avocat-client a été établie entre eux.

[6] L'avocat veille à ne pas révéler à un client des renseignements confidentiels au sujet d'un autre client ou obtenus de cette dernière personne. Si la nature des services qui lui sont demandés l'oblige à le faire, il refuse ses services.

[7] Les avocats qui exercent à titre individuel, mais en association avec d'autres titulaires de permis pour le partage des frais, le partage des locaux ou autre entente devraient être conscients du risque de divulgation, par inadvertance ou non, de renseignements confidentiels même s'ils mettent en place des systèmes et des procédures conçus pour isoler leur travail respectif. Le problème peut s'aggraver si un avocat associé avec d'autres représente la partie adverse dans un conflit avec le client d'un autre titulaire de permis membre de cette association. Outre les questions de conflit d'intérêts qu'une telle situation pourrait soulever, le risque de divulgation peut dépendre du niveau d'intégration physique et administrative du cabinet des titulaires de permis dans l'association.

[8] L'avocat devrait éviter les conversations indiscrètes, même avec son conjoint ou sa famille, au sujet des affaires de ses clients. Il devrait couper court à tout potin, même lorsque personne n'est nommé ni identifié, et s'abstenir de colporter des ragots, portés fortuitement ou non à sa connaissance, sur les affaires de ses clients. Abstraction faite de la morale ou du bon goût, une conversation indiscrète entre deux avocats parlant métier qui serait entendue par un tiers capable de deviner ce dont il s'agit risque de porter préjudice au client, sans compter que le respect que ce tiers porte à ces avocats et à la profession en général s'en trouvera probablement diminué.

[8.1] La règle ne vaut pas nécessairement à l'égard de faits qui sont de notoriété publique, mais il demeure que l'avocat devrait s'interdire d'alimenter ou de commenter toute conjecture relative aux affaires de ses clients.

[9] Dans certaines circonstances, on peut déduire que le client a autorisé une divulgation. Par exemple, la divulgation peut être requise dans une instance judiciaire, un acte de procédure ou un autre document de procédure. De même, sauf directive contraire, l'avocat peut discuter des affaires de son client avec ses associés et les professionnels salariés du cabinet, voire, si la chose est nécessaire, avec le personnel administratif et les autres personnes auxquelles l'avocat fait appel. Cette autorisation implicite lui impose le devoir de bien faire comprendre aux professionnels salariés, aux employés, aux stagiaires et aux autres titulaires de permis engagés à forfait par l'avocat ou le cabinet de l'avocat l'importance du secret (même après la fin de leur service) et également de prendre toutes les précautions raisonnables pour les empêcher de divulguer ou d'utiliser des renseignements qu'il est lui-même tenu de garder secrets.

[10] On peut également déduire que le client autorise l'avocat à divulguer des renseignements confidentiels dans la mesure nécessaire pour protéger les intérêts du client dans certaines situations où l'avocat agit au nom de la personne qui n'a pas la capacité requise pour la protéger jusqu'à ce qu'un représentant juridique puisse être nommé. Pour déterminer s'il peut divulguer de tels renseignements, l'avocat devrait tenir compte de toutes les circonstances, incluant ce qui l'amène à croire raisonnablement que la personne n'a pas la capacité requise; le préjudice que pourrait subir le client si aucune mesure n'est prise; et toutes directives que le client pourrait lui avoir données au sujet de la divulgation de renseignements lorsqu'il en avait la capacité. Des considérations de même nature s'appliquent aux renseignements confidentiels donnés à l'avocat par une personne qui n'a pas la capacité requise pour devenir un client, mais qui a néanmoins besoin de protection.

[11] Les règles 5.5-2, 5.5-3 et 5.6-3 (Sécurité des palais de justice) peuvent avoir pour effet d'obliger l'avocat à divulguer des renseignements. L'avocat se laissera guider par les dispositions de la présente règle si la situation met en jeu des renseignements concernant son client.

[11.1] La relation fiduciaire entre un avocat et un client interdit à l'avocat ou à un tiers de tirer profit du fait que l'avocat a utilisé des renseignements confidentiels relatifs à un client. Si un avocat crée une œuvre littéraire, telle que des mémoires ou une autobiographie, il doit obtenir le consentement du client actuel ou de l'ancien client avant de divulguer des renseignements confidentiels.

[Modifié – octobre 2014]

Divulgence justifiée ou permise

3.3-1.1 Lorsque la loi ou l'ordonnance d'un tribunal compétent exige la divulgation de renseignements, l'avocat divulgue des renseignements confidentiels, mais ne révèle pas plus que ce qui est exigé.

3.3-2 [FOPJC – Règle non utilisée]

3.3-3 L'avocat peut divulguer des renseignements confidentiels sans en divulguer plus qu'il ne faut lorsqu'il a des motifs raisonnables de penser qu'il existe un risque imminent de mort ou de blessures graves et que la divulgation est nécessaire pour prévenir cette mort ou ces blessures graves.

[Modifié – octobre 2014]

Commentaire

[1] La relation entre un avocat et son client repose essentiellement sur la confidentialité et la loyauté, car des conseils juridiques ne peuvent être donnés et la justice ne peut être accomplie si les clients ne sont pas vraiment libres de discuter de leurs affaires avec leurs avocats. Cependant, dans des situations tout à fait exceptionnelles décrites dans la présente règle, la divulgation sans la permission du client peut être justifiée si l'avocat est convaincu que des préjudices réellement graves des types mentionnés sont sur le point d'être commis et qu'on ne peut les prévenir qu'en faisant cette divulgation. Ces situations seront extrêmement rares.

[2] La Cour suprême du Canada a examiné la signification des mots « blessures graves » dans certains contextes, ce qui peut aider un avocat à déterminer s'il est justifié de divulguer des renseignements confidentiels. Dans *Smith c. Jones* [1999] 1 R.C.S. 455 au paragraphe 83, la Cour a fait remarquer qu'une blessure psychologique grave peut constituer une blessure grave si elle nuit de manière importante à la santé ou au bien-être de la personne.

[3] Pour déterminer si la divulgation de renseignements confidentiels est justifiée pour prévenir une mort ou des blessures graves, un avocat devrait tenir compte d'un certain nombre de facteurs, dont les suivants :

- a) la probabilité que le préjudice potentiel se produise et son imminence;
- b) l'absence apparente de tout autre moyen réalisable de prévenir le préjudice potentiel;
- c) les circonstances dans lesquelles l'avocat a acquis les renseignements sur l'intention du client ou son plan d'action potentiel.

[4] La manière et le moment choisis pour faire la divulgation aux termes de la présente règle dépendront des circonstances. Un avocat convaincu que la divulgation peut être justifiée devrait obtenir des conseils juridiques. Lorsque c'est possible et permis, il faudrait chercher à obtenir une ordonnance judiciaire de divulgation.

[5] Si les renseignements confidentiels sont divulgués en vertu de la règle 3.3-3, l'avocat devrait rédiger dès que possible une note qui devrait inclure ce qui suit :

- a) la date et l'heure de la communication dans laquelle la divulgation a été faite;

b) les motifs à l'appui de la décision de l'avocat de communiquer les renseignements, dont le préjudice qu'il vise à prévenir, l'identité de la personne qui a suscité la communication des renseignements et l'identité de la personne ou du groupe de personnes exposées au préjudice;

c) le contenu de la communication, le moyen de communication utilisé et l'identité de la personne à qui la communication a été faite.

[Modifié – octobre 2014]

[5.1] L'avocat employé par un organisme, y compris une personne morale, ou dont les services sont engagés par celui-ci a un problème difficile sur le plan du secret professionnel lorsqu'il se rend compte que l'organisme est peut-être l'auteur d'un acte malhonnête, frauduleux, criminel ou illégal. Cela revient à se demander si l'avocat doit dénoncer son employeur ou son client. Le *Code de déontologie* précise bien que l'avocat ne doit jamais favoriser ni faciliter sciemment la fraude, la malhonnêteté, le crime ou l'illégalité (règle 3.2-7) et il comporte une règle quant à la manière dont l'avocat doit réagir si la conduite d'un organisme a été, est ou risque d'être malhonnête, frauduleuse, criminelle ou illégale (règle 3.2-8), mais cela ne veut pas dire qu'il est tenu de divulguer le manquement envisagé par son employeur ou son client aux autorités compétentes. Au contraire, la règle générale, énoncée ci-dessus, prévoit que l'avocat doit protéger le secret des renseignements concernant le client, et cette règle ne souffre que de rares exceptions. En dehors de ces exceptions, l'avocat n'est toutefois pas démuni devant le problème difficile qui se présente lorsqu'un organisme envisage d'agir illégalement. Il devrait alors savoir que c'est envers l'organisme lui-même qu'il est responsable, et non envers ses dirigeants, employés ou mandataires (règle 3.2-3) et il doit se conformer à la règle 3.2-8, qui énonce les mesures qu'il doit prendre en cas de conduite illicite passée, présente ou envisagée de l'organisme.

[Modifié – mars 2004]

3.3-4 L'avocat peut, sans révéler plus que ce qui est exigé, divulguer des renseignements confidentiels pour se défendre ou défendre les professionnels salariés ou les employés de son cabinet de l'accusation qu'ils :

- a) sont coupables d'une infraction criminelle relativement aux affaires d'un client;
- b) sont responsables civilement à l'égard d'une question relative aux affaires d'un client;
- c) ont commis des actes de négligence professionnelle;
- d) sont impliqués dans des actes de manquement professionnel ou de conduite indigne d'un avocat.

[Modifié – octobre 2014]

Chapitre 3 Les rapports avec les clients

Divulgarion justifiée ou permise

3.3-5 L'avocat peut divulguer des renseignements confidentiels pour établir ou recouvrer ses honoraires, mais il ne révèle pas plus que ce qui est exigé.

3.3-6 L'avocat peut divulguer des renseignements confidentiels à un autre avocat pour obtenir un avis juridique à propos de la conduite qu'il envisage.

[Nouveau – octobre 2014]

ARTICLE 3.4 LES CONFLITS**Obligation d'éviter les conflits d'intérêts**

3.4-1 Un avocat ne doit pas agir ou continuer d'agir pour un client lorsqu'il y a un conflit d'intérêts, sauf dans les circonstances permises en vertu des règles du présent article.

Commentaire

[1] Tel que défini dans la règle 1.1-1, un conflit d'intérêts se présente lorsqu'il y a un risque sérieux que l'intérêt personnel de l'avocat ou ses devoirs envers un autre client, un ancien client ou une tierce personne nuisent de façon appréciable à la loyauté de l'avocat envers un client ou à la représentation du client par l'avocat. Dans ce contexte, un « risque sérieux » signifie que le risque est élevé et plausible même s'il n'est pas certain ni même probable qu'il entraîne un effet négatif important. Le risque doit être plus qu'une simple possibilité; le mandat doit poser un véritable risque sérieux pour l'obligation de loyauté ou la représentation du client. Les intérêts d'un client peuvent être sérieusement mis en péril si le jugement de l'avocat et sa liberté d'agir au nom de son client ne sont pas autant que possible à l'abri des conflits d'intérêts.

[2] Un avocat doit voir si un conflit d'intérêts existe, non seulement au début du mandat, mais également tout au long de celui-ci, puisque de nouvelles circonstances ou de nouveaux renseignements pourraient entraîner ou révéler un conflit d'intérêts.

[3] Pour évaluer s'il y a conflit d'intérêts, l'avocat doit tenir compte de ses obligations envers les clients actuels, anciens, communs et envers les tierces parties, ainsi que de ses propres intérêts.

Représentation

[4] La représentation signifie le fait d'agir pour un client et comprend les avis que l'avocat donne au client et le jugement de l'avocat concernant son client.

La responsabilité fiduciaire, l'obligation de loyauté et les intérêts contraires

[5] Un barreau indépendant perd de son utilité à moins que l'avocat ne soit exempt de tout conflit d'intérêts. La règle qui régit les conflits d'intérêts est fondée sur l'obligation de loyauté, laquelle est ancrée dans la loi régissant les fiduciaires. La relation entre avocat et client est une relation fiduciaire et l'avocat a ainsi une obligation de loyauté envers le client. Pour veiller à ce que le public puisse continuer à faire confiance à l'intégrité de la profession juridique et à l'administration de la justice, où les avocats jouent un rôle clé, les avocats doivent respecter l'obligation de loyauté. D'autres obligations découlent de l'obligation de loyauté, telles que l'obligation de s'engager à défendre la cause du client, l'obligation de confidentialité, l'obligation de franchise et l'obligation d'éviter les conflits d'intérêts. Dans sa relation actuelle, le client doit être assuré de pouvoir compter sur la loyauté sans réserve de l'avocat sans que la relation entre l'avocat et le client se détériore.

[6] [FOPJC – Paragraphe non utilisé]

[7] Par conséquent, les facteurs dont l'avocat doit tenir compte pour déterminer s'il y a conflit d'intérêts comprennent :

- a) si les intérêts légaux sont immédiats;
- b) si les intérêts légaux sont directement contraires;
- c) s'il s'agit d'une question de fond ou de procédure;
- d) la relation temporelle entre les dossiers;
- e) l'importance de la question pour les intérêts immédiats et à long terme des clients en question;
- f) les attentes raisonnables du client lorsqu'il engage l'avocat pour l'affaire ou la représentation en question.

Exemples de conflits d'intérêts

[8] Des conflits d'intérêts peuvent se produire dans bien des circonstances. Dans les situations suivantes, l'avocat doit prendre bien soin de déterminer l'existence d'un conflit :

- a) Un avocat agit en tant qu'avocat dans une affaire contre une personne alors que l'avocat représente cette personne dans une autre affaire.
- b) Un avocat donne des avis juridiques à propos d'une série de transactions commerciales au propriétaire d'une petite entreprise et donne en même temps un avis juridique à un employé de l'entreprise au sujet d'une question d'emploi, agissant ainsi pour des clients dont les intérêts légaux sont directement contraires.
- c) Un avocat, un professionnel salarié, un associé dans un cabinet juridique ou un membre de sa famille a un intérêt financier personnel dans les affaires d'un client ou dans une affaire pour laquelle on demande à l'avocat d'agir au nom d'un client, telle qu'une participation à une coentreprise avec un client.
 - (i) Un avocat qui détient un petit nombre d'actions d'une société cotée en bourse n'aurait pas forcément de conflit d'intérêts en agissant pour la société puisque la possession de ces actions pourrait n'avoir aucune influence nuisible sur le jugement de l'avocat ou sa loyauté envers son client.
- d) Un avocat a une relation sexuelle ou personnelle et intime avec un client.

(i) Une telle relation pourrait être en conflit avec l'obligation de l'avocat de donner des conseils professionnels neutres et objectifs au client. Dans le cas d'une telle relation, il pourrait être difficile de déterminer si certains renseignements ont été obtenus durant la relation entre l'avocat et le client, et la relation pourrait mettre en péril le droit du client à la confidentialité de tous les renseignements qui concernent ses affaires. Dans certaines circonstances, la relation pourrait permettre l'exploitation du client par son avocat. Si l'avocat est membre d'un cabinet et conclut qu'un conflit existe, le conflit n'est pas attribué au cabinet, mais pourrait être éliminé si un autre avocat du cabinet, qui n'a pas de telle relation avec le client, s'occupait du dossier du client.

e) Un avocat ou son cabinet agit pour une société publique ou privée et l'avocat en est un des administrateurs.

Ces deux rôles peuvent causer un conflit d'intérêts ou d'autres problèmes parce qu'ils risquent :

(i) de nuire au jugement indépendant et aux obligations fiduciaires de l'avocat dans l'un ou l'autre des rôles;

(ii) d'empêcher de distinguer les conseils juridiques des conseils commerciaux;

(iii) de mettre en péril le privilège du secret professionnel;

(iv) de rendre l'avocat ou le cabinet juridique inhabile à représenter l'organisme.

f) Un avocat exerçant à titre individuel, mais en association avec d'autres titulaires de permis pour partager les coûts, représente des clients dans les camps adverses d'un litige.

Voir la règle 3.3-1, commentaire [7].

[Nouveau et modifié – octobre 2014]

Consentement

3.4-2 Un avocat ne doit pas représenter un client dans une affaire lorsqu'il y a un conflit d'intérêts à moins d'avoir le consentement exprès ou implicite de tous les clients et que l'avocat puisse raisonnablement croire qu'il est en mesure de représenter chaque client sans qu'il y ait d'incidence négative substantielle sur la représentation de l'autre client ou la loyauté envers l'autre client.

a) Le consentement exprès doit être donné en toute connaissance de cause et de façon volontaire après la divulgation.

b) Le consentement peut être implicite et n'a pas à être donné par écrit si toutes les situations suivantes s'appliquent :

- (i) le client est un gouvernement, une institution financière, une société ouverte ou une entité d'envergure similaire, ou une entité employant un avocat;
- (ii) les dossiers ne sont pas liés;
- (iii) l'avocat n'a aucun renseignement confidentiel d'un client pouvant raisonnablement avoir une incidence sur l'autre;
- (iv) le client accepte couramment que des avocats agissent pour et contre lui dans des dossiers non liés.

Commentaire

[0.1] La règle 3.4-2 permet à un client d'accepter le risque d'atteinte importante à la représentation ou à la loyauté. Cependant, l'avocat ne pourra pas agir s'il est raisonnable de conclure que la représentation ou la loyauté serait réduite sensiblement, même avec le consentement du client. Le client peut accepter une atteinte importante possible, mais non une atteinte importante réelle.

Divulgaration et consentement

[1] La divulgation est une exigence essentielle à l'obtention du consentement d'un client. Lorsqu'il n'est pas possible de faire une divulgation adéquate au client en raison de la confidentialité des renseignements d'un autre client, l'avocat doit refuser d'agir.

[2] L'avocat doit aviser le client des circonstances pertinentes et des façons raisonnablement prévisibles dont le conflit d'intérêts pourrait nuire aux intérêts du client. Ces renseignements incluent les relations de l'avocat avec les parties et tout intérêt dans l'affaire ou lié à l'affaire.

[3] Suite à la divulgation requise, le client peut décider s'il donnera son consentement. Même s'il est important pour le client que le jugement et la liberté d'agir de l'avocat n'entrent pas en conflit avec d'autres intérêts, devoirs ou obligations, cette considération n'est pas toujours décisive en réalité. Elle peut même n'être qu'un facteur parmi d'autres dont le client tiendra compte pour décider s'il donnera le consentement visé par la présente règle. D'autres facteurs peuvent inclure, par exemple, la disponibilité d'un autre avocat aussi compétent et expérimenté, l'étape où en est l'affaire ou la procédure, les frais, les retards et les désagréments additionnels qu'entraînerait le recours à un autre avocat et son manque de connaissance du client et de ses affaires.

Consentement à l'avance

[4] Un avocat peut être en mesure de demander qu'un client consente à l'avance aux conflits qui pourraient survenir plus tard. Puisque l'applicabilité de ce consentement est généralement déterminée par la mesure dans laquelle le client comprend raisonnablement les risques importants que comporte le consentement, plus l'explication est détaillée pour décrire les types de représentations futures pouvant se produire et les conséquences nuisibles réelles et prévisibles de ces représentations, plus il est probable que le client comprendra comme il le faut. Un consentement général inconditionnel sera normalement inapplicable parce qu'on ne peut raisonnablement pas s'attendre à ce que le client comprenne les risques importants en cause. Si le client a l'habitude d'utiliser les services juridiques en question et est raisonnablement bien informé au sujet du risque de conflit, il est plus probable qu'un tel consentement sera applicable, particulièrement si, par exemple, le client est représenté par un avocat indépendant pour donner son consentement et le consentement se limite aux futurs conflits non liés au dossier qui fait l'objet de la représentation.

[5] Bien que ce ne soit pas une condition préalable au consentement à l'avance, il est conseillé dans certaines circonstances de recommander au client d'obtenir un avis juridique indépendant avant de décider s'il veut donner son consentement. Le consentement à l'avance doit être consigné par exemple, dans une lettre présentant le mandat.

Consentement implicite

[6] Dans certains cas, le consentement peut être implicite plutôt qu'expressément accordé. Toutefois, comme l'a confirmé la Cour suprême dans les arrêts *R. c. Neil* et *Strother c. 3464920 Canada Inc.*, le concept du consentement implicite s'applique dans des cas exceptionnels seulement. Les gouvernements, les banques à charte et les entités, qui pourraient être considérés comme des consommateurs avertis de services juridiques, peuvent accepter que des avocats agissent contre eux dans des dossiers non liés lorsqu'il n'y a aucun risque de mauvais usage de renseignements confidentiels. Plus le client est averti en tant que consommateur de services juridiques, plus on pourra présumer qu'il y a consentement. La simple nature du client n'est toutefois pas suffisante pour permettre de supposer qu'il y a consentement implicite; les dossiers ne doivent avoir aucun lien entre eux, l'avocat ne doit pas avoir de renseignements confidentiels d'un client qui peuvent avoir une incidence sur l'autre client et on doit pouvoir raisonnablement conclure que le client accepte couramment que des avocats puissent agir contre lui dans de telles circonstances.

[Nouveau – octobre 2014]

Différend

3.4-3 Malgré la règle 3.4-2, un avocat ne doit pas représenter des parties adverses dans un litige.

Commentaire

[1] Un avocat qui représente un client qui est une des parties à un différend avec une autre ou d'autres parties doit développer et défendre la position du client avec compétence et diligence. Dans un litige, les intérêts légaux immédiats des parties sont clairement contraires. Si on permettait à l'avocat d'agir pour des parties adverses dans de telles circonstances, même avec le consentement, l'avis, le jugement et la loyauté de l'avocat envers un client nuiraient de façon appréciable aux mêmes obligations envers l'autre ou les autres clients. Bref, l'avocat constaterait qu'il serait impossible d'agir sans enfreindre les règles énoncées dans l'article 3.4.

[Modifié – octobre 2014]

3.4-4 [FOPJC – Règle non utilisée]

Mandats communs

3.4-5 Avant d'agir dans une affaire ou une transaction pour plus d'un client, l'avocat doit aviser chacun des clients que :

- a) on lui a demandé d'agir pour les deux parties ou pour toutes les parties;
- b) aucun renseignement reçu d'un client au sujet de l'affaire ne peut être considéré comme confidentiel à l'égard des autres clients;
- c) dans le cas où surgirait un conflit insoluble, il ne pourra continuer à représenter les deux parties ou toutes les parties et devra peut-être même se dessaisir complètement de l'affaire.

Commentaire

[1] Bien que la présente règle n'oblige pas l'avocat à conseiller à ses clients d'obtenir des conseils juridiques indépendants à propos du mandat commun avant de l'accepter, dans certains cas, particulièrement lorsque l'un des clients n'a pas l'expérience nécessaire ou est vulnérable, il devrait recommander une telle mesure pour faire en sorte que le consentement des clients soit éclairé, sincère et donné librement.

[2] Un avocat qui reçoit des instructions de conjoints ou de partenaires tel que défini dans la *Loi de 1992 sur la prise de décisions au nom d'autrui*, L.O. 1992 c. 30 pour préparer un ou des testaments pour eux, selon leur compréhension commune de ce qui doit paraître dans chaque testament, devrait traiter la question comme un mandat commun et se conformer à la présente règle. De plus, au début du mandat commun, l'avocat devrait informer les conjoints ou les partenaires que si par la suite un seul d'entre eux devait communiquer de nouvelles instructions, par exemple, pour changer ou révoquer un testament :

- a) la communication subséquente serait traitée comme une demande de nouveau mandat et non comme faisant partie du mandat commun;
- b) conformément aux règles 3.3-1 à 3.3-6 (Secret professionnel), l'avocat serait obligé de garder la communication subséquente en toute confidentialité et de ne pas la divulguer à l'autre conjoint ou partenaire; mais
- c) l'avocat aurait le devoir de décliner le nouveau mandat, à moins que;
 - (i) les conjoints ou partenaires aient annulé leur mariage, aient divorcé, aient mis fin à leur relation conjugale ou leur relation personnelle de façon permanente, selon le cas;
 - (ii) l'autre conjoint ou partenaire soit mort;
 - (iii) l'autre conjoint ou partenaire ait été informé de la communication subséquente et ait accepté que l'avocat agisse en vertu des nouvelles instructions.

[3] Après avoir informé les conjoints ou partenaires de la manière décrite ci-haut, l'avocat devrait obtenir leur consentement pour agir conformément à la règle 3.4-7.

[3.1] Il faut distinguer les mandats communs des mandats séparés selon lesquels deux clients ou plus qui se font concurrence pour la même opportunité, comme dans les cas où deux clients ou plus soumettent des offres pour l'acquisition d'une société ou d'une même licence, retiennent les services d'un même cabinet, mais de différents avocats, pour les aider. Puisque les mandats concurrents de ce type ne sont pas des mandats communs, les renseignements reçus peuvent être tenus pour confidentiels et ne pas être divulgués au client du mandat concurrent. Cependant, comme le prévoit la règle 3.4-2, les avocats doivent obtenir le consentement exprès des clients pour les mandats concurrents qui visent la poursuite d'une même opportunité puisqu'il y aura un conflit d'intérêts et les mandats seront liés. Avec le consentement des clients, les écrans de confidentialité décrits aux règles 3.4-17 à 3.4-26 seraient permis entre les mandats concurrents qui visent la poursuite d'une même opportunité. Les écrans de confidentialité ne sont toutefois pas permis dans le cadre d'un mandat commun, car la règle 3.4-5 b) ne permet pas de tenir pour confidentielle l'information reçue en lien avec le mandat commun, du moins en ce qui concerne les clients du mandat commun.

[Modifié – octobre 2014]

3.4-6 Si un avocat entretient une relation continue avec un client qu'il représente régulièrement, il doit, avant d'accepter de représenter ce client et un autre client dans une affaire ou une transaction, en aviser l'autre client et lui recommander d'obtenir un avis juridique indépendant au sujet du mandat commun.

3.4-7 Lorsque l'avocat a avisé les clients conformément aux règles 3.4-5 et 3.4-6 et les parties acceptent que l'avocat les représente, l'avocat doit obtenir leur consentement.

Commentaire

[1] L'avocat doit obtenir le consentement par écrit ou confirmer le consentement dans une communication écrite distincte à chacun des clients. Même si toutes les parties donnent leur consentement, un avocat devrait éviter d'agir pour plus d'un client s'il est probable qu'une affaire litigieuse se présente entre eux ou que leurs intérêts, leurs droits ou leurs obligations divergent au fur et à mesure que l'affaire évolue.

3.4-8 Sauf exceptions prévues à la règle 3.4-9, si une question litigieuse se présente entre les clients qui ont consenti à un mandat commun, les règles suivantes s'appliquent :

- a) L'avocat ne doit pas leur donner des conseils sur la question litigieuse et doit :
 - (i) renvoyer les clients à d'autres avocats;
 - (ii) informer les clients qu'ils ont la possibilité de régler la question litigieuse au moyen de négociations directes auxquelles l'avocat ne participe pas pourvu qu'aucun avis juridique ne soit requis et que les clients aient les connaissances et l'expérience nécessaires.
- b) L'avocat doit se retirer du mandat commun si la question litigieuse n'est pas réglée.

[Modifié – octobre 2014]

Commentaire

[1] La présente règle n'empêche pas un avocat d'arbitrer ou de régler, ou de tenter d'arbitrer ou de régler, un différend entre deux clients ou plus, actuels ou anciens, qui n'ont aucune incapacité juridique et qui désirent soumettre le différend à un avocat.

Chapitre 3 Les rapports avec les clients

Agir contre d'anciens clients

[2] Si une question litigieuse se présente entre toutes les parties ou certaines d'entre elles après qu'elles ont donné leur consentement à un mandat commun, il n'est pas forcément interdit à l'avocat de leur donner des conseils sur des questions non litigieuses.

3.4-9 Sous réserve de la règle 3.4-8, si les clients consentent à un mandat commun et acceptent également que l'avocat continue de représenter un des clients au cas où une question litigieuse se présente, l'avocat peut alors conseiller ce client au sujet de la question litigieuse et doit renvoyer l'autre ou les autres clients à un autre avocat à cette fin.

Agir contre d'anciens clients

3.4-10 À moins que l'ancien client donne son consentement, un avocat ne doit pas agir contre un ancien client :

- a) dans la même affaire;
- b) dans une affaire connexe;
- c) sous réserve des dispositions de la règle 3.4-11, dans toute autre affaire si l'avocat a obtenu, en représentant l'ancien client, des renseignements confidentiels qui pourraient porter préjudice à ce client.

Commentaire

[1] Contrairement aux règles 3.4-1 à 3.4-9, lesquelles traitent des conflits avec un client actuel, les règles 3.4-10 et 3.4-11 portent sur les conflits où l'avocat agit contre un ancien client. La règle 3.4-10 vise à prévenir la mauvaise utilisation de renseignements confidentiels obtenus dans un mandat antérieur et à éviter qu'un avocat remette en question le travail juridique effectué durant le mandat ou mine la position du client au sujet d'une affaire qui était importante dans le mandat. Il n'est pas inopportun qu'un avocat agisse contre un ancien client dans une toute nouvelle affaire n'ayant aucun lien avec les tâches que l'avocat a accomplies auparavant pour ce client si les renseignements confidentiels obtenus antérieurement ne concernent nullement cette affaire.

[Modifié – octobre 2014]

3.4-11 Lorsqu'un avocat a déjà agi pour un ancien client et a alors obtenu des renseignements confidentiels qui sont pertinents dans une nouvelle affaire, un autre avocat (l'« autre avocat ») du cabinet de l'avocat peut agir dans la nouvelle affaire contre l'ancien client dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- a) l'ancien client consent à ce que l'autre avocat agisse ainsi;

- b) le cabinet juridique démontre qu'il a pris des mesures adéquates en temps opportun pour s'assurer qu'il n'y aura aucun risque de divulgation des renseignements confidentiels de l'ancien client à l'autre avocat qui s'occupe de la nouvelle affaire.

[Modifié – octobre 2014]

Commentaire

[1] Les lignes directrices à la fin du commentaire accompagnant la règle 3.4-26 au sujet des avocats qui quittent un cabinet pour se joindre à un autre donnent de très bons conseils pour protéger les renseignements confidentiels dans les rares cas où, compte tenu de toutes les circonstances pertinentes, il est opportun qu'un autre avocat faisant partie du cabinet de l'avocat agisse contre l'ancien client.

Affiliation entre des avocats et des entités affiliées

3.4-11.1 L'avocat qui exerce dans le cadre d'une affiliation informe le client de ce qui suit avant d'accepter tout mandat de lui offrir des services juridiques en même temps que les services non juridiques d'une entité affiliée :

- a) toute atteinte possible au secret professionnel découlant de la participation de l'entité affiliée, notamment les situations où un employé de celle-ci qui n'est pas avocat fournit des services, y compris des services de soutien, dans les bureaux de l'avocat;
- b) son rôle dans la prestation de services juridiques, de services non juridiques ou d'une combinaison de services juridiques et non juridiques, selon le cas;
- c) tout arrangement financier, économique ou autre conclu avec l'entité affiliée qui risque d'avoir une incidence sur l'indépendance avec laquelle l'avocat représente le client, y compris la part éventuelle du chiffre d'affaires, des bénéfices ou des rentrées de fonds de l'entité affiliée qui lui revient;
- d) les ententes conclues avec l'entité affiliée, telles que celles concernant le renvoi réciproque de clients, qui risquent d'avoir une incidence sur l'indépendance avec laquelle l'avocat représente le client.

3.4-11.2 Après avoir donné les renseignements qu'exige la règle 3.4-11.1, l'avocat qui exerce dans le cadre d'une affiliation obtient le consentement du client avant d'accepter un mandat visé à la règle 3.4-11.1.

3.4-11.3 L'avocat qui exerce dans le cadre d'une affiliation met sur pied un système de recherche des conflits d'intérêts découlant de l'affiliation.

Commentaire

[1] Les avocats qui exercent dans le cadre d'une affiliation sont tenus d'assumer l'autorité de la pratique par le biais de laquelle ils offrent des services juridiques au public. Ils sont également tenus de traiter les conflits d'intérêts que soulève le mandat que se propose de leur donner un client, comme si leur pratique et celle de l'entité affiliée en étaient une par laquelle les avocats et l'entité affiliée fourniraient conjointement des services juridiques et non juridiques. L'affiliation est assujettie aux mêmes règles concernant les conflits d'intérêts que les avocats et les cabinets d'avocats. Cette obligation peut viser même les bureaux de l'entité affiliée qui se trouvent hors de l'Ontario s'ils sont considérés, sur le plan économique, comme faisant partie d'une même entité affiliée.

[2] En ce qui a trait à l'alinéa a) de la règle 3.4-11.1, voir également le paragraphe 3 (2) du Règlement administratif n° 7.1 (Obligations et responsabilités opérationnelles).

[Modifié – janvier 2008]

Représenter l'emprunteur et le prêteur

3.4-12 Sous réserve de la règle 3.4-14, l'avocat ou deux avocats ou plus qui exercent sous le régime de la société de personnes ou de l'association ne doivent pas représenter en même temps, notamment en agissant pour eux, le prêteur et l'emprunteur dans une opération hypothécaire ou une opération de prêt.

3.4-13 Dans les règles 3.4-14 à 3.4-16, « client prêteur » s'entend d'un client qui est une banque, une société de fiducie, une compagnie d'assurance, une caisse populaire ou une société de crédit qui prête de l'argent dans le cours normal de ses activités.

3.4-14 Pourvu que la présente règle soit respectée, et particulièrement les règles 3.4-15 à 3.4-19, un avocat peut agir pour, ou autrement représenter, à la fois le prêteur et l'emprunteur dans une opération hypothécaire ou une opération de prêt dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- a) le prêteur est un client prêteur;
- b) le prêteur vend un bien-fonds à l'emprunteur et le prêt hypothécaire représente une partie du prix d'achat;
- c) l'avocat exerce dans une région éloignée où il n'y a aucun autre avocat que l'une ou l'autre des parties pourrait facilement engager pour la représenter dans l'opération hypothécaire ou l'opération de prêt;
- c.1) la contrepartie du prêt hypothécaire ou autre ne dépasse pas 50 000 \$;

Chapitre 3 Les rapports avec les clients

Représenter l'emprunteur et le prêteur

- d) le prêteur et l'emprunteur ont un lien de dépendance au sens de l'article 251 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

3.4-15 Lorsqu'un avocat agit à la fois pour l'emprunteur et le prêteur dans une opération hypothécaire ou une opération de prêt, l'avocat doit divulguer par écrit à l'emprunteur et au prêteur tous les renseignements importants qui se rapportent à l'opération, et ce, avant l'avance ou le déblocage des fonds hypothécaires ou du prêt.

Commentaire

[1] Ce qui est important doit être déterminé de façon objective. Les renseignements importants s'entendent des faits qui seraient perçus de façon objective comme étant pertinents par tout prêteur ou emprunteur raisonnable; par exemple, une indexation des prix ou une « revente précipitée » lorsqu'une propriété est transférée de nouveau ou revendue le même jour ou dans un court laps de temps pour un prix considérablement plus élevé. L'obligation de divulguer se présente même si le prêteur ou l'emprunteur ne demande pas ces renseignements précis.

3.4-16 Si un avocat est engagé à la fois par un client et un client prêteur à l'égard d'une hypothèque ou d'un prêt du client prêteur à l'autre client, y compris toute garantie de cette hypothèque ou de ce prêt, le consentement du client prêteur est réputé exister lorsque l'avocat reçoit du client prêteur la directive d'agir et l'avocat n'est pas tenu :

- a) de donner l'avis décrit à la règle 3.4-5 au client prêteur avant d'accepter le mandat;
- b) de donner l'avis décrit à la règle 3.4-6;
- c) d'obtenir le consentement du client prêteur tel qu'exigé à la règle 3.4-7, y compris la confirmation du consentement du client prêteur par écrit, à moins que le client prêteur exige que son consentement ne soit que par écrit.

Commentaire

[1] Les règles 3.4-13 et 3.4-16 visent à simplifier le processus de consultation et de consentement entre un avocat et des clients qui sont des établissements de prêt. De tels clients sont généralement hautement spécialisés. Leur reconnaissance des conditions d'un mandat commun et du consentement est habituellement confirmée dans les documents de l'opération (les directives portant sur le prêt hypothécaire, par exemple), et le consentement est généralement reconnu par ces clients lorsqu'on demande à l'avocat d'agir.

[2] La règle 3.4-16 s'applique à tous les prêts à l'égard desquels l'avocat agit à la fois pour le client prêteur et un autre client sans égard à la raison du prêt, incluant, mais sans s'y limiter, les prêts hypothécaires, les prêts commerciaux et les prêts personnels. Elle s'applique également lorsqu'il y a garantie d'un tel prêt.

Cabinet multidisciplinaire

3.4-16.1 L'avocat qui exerce dans un cabinet multidisciplinaire fait en sorte que les associés et les professionnels salariés non titulaires de permis observent les règles énoncées dans l'article 3.4 dans le cadre des affaires juridiques du cabinet et dans toute autre entreprise commerciale ou professionnelle qu'ils mènent en dehors de ces affaires juridiques.

[Modifié – juin 2009]

Services juridiques restreints de courte durée

3.4-16.2 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente règle ainsi qu'aux règles 3.4-16.3 à 3.4-16.6.

« client *pro bono* » Client auquel un avocat fournit des services juridiques restreints de courte durée. (« *pro bono* client »)

« services juridiques restreints de courte durée » Services juridiques sommaires gratuits qu'un avocat fournit à un client sous les auspices du programme *Law Help Ontario* de *Services juridiques pro bono de l'Ontario* dans le cadre d'affaires dont sont saisies la Cour supérieure de justice ou la Cour des petites créances, étant entendu, tant par l'avocat que par le client, que l'avocat n'assurera pas la représentation juridique permanente dans l'affaire en cause. (« short-term limited legal services »)

3.4-16.3 L'avocat qui fournit des services juridiques restreints de courte durée peut fournir des services juridiques aux clients *pro bono*, sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) il sait que les intérêts du client *pro bono* en cause sont directement opposés aux intérêts immédiats d'un autre de ses clients actuels ou de ceux de son cabinet ou de *Services juridiques pro bono de l'Ontario*;
- b) il a des renseignements confidentiels pertinents dans l'affaire sur l'un de ses clients, anciens ou actuels, ou de ceux de son cabinet ou de *Services juridiques pro bono de l'Ontario* dont les intérêts sont opposés à ceux du client *pro bono* en cause, ou les obtient au cours de la prestation des services juridiques restreints de courte durée.

3.4-16.4 L'avocat qui est l'associé d'un avocat qui fournit des services juridiques restreints de courte durée à un client *pro bono*, un professionnel salarié ou un employé de son cabinet ou son employeur peut agir pour le compte d'autres clients du cabinet dont les intérêts sont opposés à ceux de ce client s'il existe des mesures suffisantes et opportunes pour empêcher la communication de tout renseignement confidentiel concernant ce dernier à l'avocat qui agit pour le compte des autres clients.

3.4-16.5 L'avocat qui ne peut fournir des services juridiques restreints de courte durée à un client *pro bono* par l'effet des règles 3.4-16.3 a) ou 3.4-16.3 b) cesse de les lui fournir dès qu'il prend effectivement connaissance des intérêts opposés ou dès qu'il a ou obtient les

Chapitre 3 Les rapports avec les clients

Services juridiques restreints de courte durée

renseignements confidentiels visés à la règle 3.4-16.3. Il ne doit pas alors chercher à obtenir une renonciation au conflit de la part du client *pro bono*.

3.4-16.6 Lors de la prestation de services juridiques restreints de courte durée, l’avocat :

- a) veille, avant même de commencer à fournir les services, à communiquer adéquatement au client la nature des services juridiques;
- b) détermine s’il est nécessaire ou souhaitable que le client reçoive des services juridiques additionnels en plus des services juridiques restreints de courte durée et, le cas échéant, l’encourage à les obtenir.

Commentaire

[1] Les programmes de services juridiques restreints de courte durée visent habituellement les cas où il est difficile, compte tenu des délais impartis, d’examiner de près les conflits d’intérêts possibles, et ce, en dépit des efforts et des méthodes en place de *Services juridiques pro bono de l’Ontario* (PBLO) et des avocats et cabinets qui fournissent les services. L’examen exhaustif des conflits dans les cas de prestation des services *pro bono* visés à la règle 3.4-16.2 peut être très difficile à mener à bien compte tenu des délais, de l’importance des services et de la logistique de leur prestation. Le délai nécessaire pour examiner les conflits possibles risque de priver les personnes admissibles à qui sont offerts ces services juridiques restreints de bénéficier d’une représentation juridique.

[2] Les règles 3.4-16.2 à 3.4-16.6 visent les cas où la nature restreinte des services juridiques offerts par l’avocat réduit de façon marquée le risque que ces services créent des conflits d’intérêts avec d’autres affaires dont s’occupe son cabinet. Ainsi, l’avocat ne serait inhabile à agir pour le compte du client qui bénéficie de services juridiques restreints de courte durée que s’il a une connaissance réelle de l’existence du conflit d’intérêts entre le client *pro bono* et l’un de ses clients, anciens ou actuels, et de ceux de son cabinet ou de PBLO. Par exemple, tout conflit d’intérêts dont l’avocat n’a aucune connaissance réelle, mais qui lui est attribué à cause de sa relation avec le cabinet – en tant que membre, associé ou employé – ne l’empêcherait pas de représenter le client qui a besoin de services juridiques restreints de courte durée.

[3] Le degré de connaissance de l’avocat se fonde sur ses souvenirs raisonnables et sur les renseignements que le client fournit dans le cours normal de la consultation et dans le cadre de la demande d’aide juridique qu’il a présentée à PBLO.

[4] L’inhabilité à agir personnellement qui frappe l’avocat participant au programme de PBLO ne crée pas de conflit pour les autres avocats participant à ce même programme puisque le conflit ne leur est pas attribué.

Chapitre 3 Les rapports avec les clients

Avocats agissant pour le cessionnaire et le cédant dans les cessions de titres

[5] La confidentialité des renseignements obtenus par l'avocat qui représente un client *pro bono*, au sens de la règle 3.4-16.2, ne sera pas étendue à ses associés, aux professionnels salariés ou aux employés titulaires d'un permis de son cabinet, ni à ses associés ou aux professionnels salariés non titulaires d'un permis, dans le cadre d'une société de personnes multidisciplinaire. Ces personnes peuvent donc continuer d'agir pour le compte de clients ayant des intérêts opposés à ceux du client *pro bono* qui bénéficie ou a bénéficié de services juridiques restreints de courte durée, et même agir à l'avenir pour le compte d'autres clients qui ont des intérêts opposés à ceux de ce client.

[6] Des mesures d'isolement convenables doivent être prises pour empêcher la divulgation de renseignements confidentiels sur le client aux associés de l'avocat, aux professionnels salariés ou aux employés de son cabinet ou à son employeur (dans le cadre de l'exercice du droit). La règle 3.4-16.4 étend, avec les adaptations nécessaires, les règles et les lignes directrices visant les conflits découlant d'un changement de cabinet (règles 3.4-17 à 3.4-26) au cas du cabinet qui agit contre un de ses clients actuels en fournissant des services juridiques restreints de courte durée. Entre autres mesures que doit prendre l'avocat qui fournit de tels services, citons :

a) ne pas participer à la représentation d'un autre client dont les intérêts sont incompatibles avec ceux du client *pro bono*, ni aux discussions sur cet autre client avec qui que ce soit d'autre du cabinet;

b) repérer les éventuels dossiers pertinents du client *pro bono* et en réserver physiquement l'accès aux personnes qui travaillent à l'affaire ou qui doivent y avoir accès pour d'autres raisons précises et approuvées;

c) veiller à ce que le cabinet remette à tous les titulaires de permis, aux associés non titulaires de permis, aux professionnels salariés et au personnel une politique écrite qui explique les mesures d'isolement prises.

[7] La règle 3.4-16.5 interdit à l'avocat d'obtenir une renonciation du client au conflit d'intérêts découlant de la prestation de services juridiques restreints de courte durée.

[Modifié le 22 avril 2010]

Avocats agissant pour le cessionnaire et le cédant dans les cessions de titres

3.4-16.7 Sous réserve de la règle 3.4-16.8, un avocat n'agit pas à la fois pour le cessionnaire et le cédant dans une cession de titre de propriété, ni ne les représente de quelque façon que ce soit.

3.4-16.8 La règle 3.4-16.7 n'interdit pas à un cabinet juridique constitué de deux avocats et plus d'agir pour le cessionnaire et le cédant, ou de les représenter dans une cession de titre de propriété, pourvu que le cessionnaire et le cédant soient représentés par différents avocats dans le cabinet et qu'il n'y ait aucune violation de l'article 3.4.

3.4-16.9 Pourvu qu'il n'y ait aucune violation des règles indiquées à l'article 3.4, un avocat peut agir pour un cessionnaire et un cédant ou les représenter dans une cession de titre de propriété dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

Chapitre 3 Les rapports avec les clients

Les conflits découlant d'un changement de cabinet

- a) la *Loi portant réforme de l'enregistrement immobilier* permet à l'avocat de signer la cession au nom du cessionnaire et du cédant;
- b) le cessionnaire et le cédant sont des « personnes liées » tel que défini dans l'article 251 de la *Loi sur l'impôt sur le revenu* (Canada);
- c) l'avocat exerce le droit dans un endroit éloigné où il n'y a pas d'autre avocat dont le cessionnaire ou le cédant pourrait retenir les services sans subir d'inconvénients déraisonnables pour la cession.

[En vigueur le 31 mars 2008]

Les conflits découlant d'un changement de cabinet

Interprétation et application de la règle

3.4-17 Dans les règles 3.4-17 à 3.4-26 :

« affaire » signifie une cause ou un dossier d'un client, mais n'inclut pas le « savoir-faire » général et, dans le cas d'un avocat employé par le gouvernement, n'inclut pas des conseils d'orientation stratégique à moins que les conseils se rapportent à une cause en particulier;

« client » inclut toute personne envers qui l'avocat a une obligation de confidentialité, peu importe si une relation avocat-client existe entre eux, ainsi que ceux définis en tant que clients dans l'article portant sur les définitions du présent *Code*;

« renseignements confidentiels » sont des renseignements obtenus d'un client et qui ne sont généralement pas connus du public.

Commentaire

[1] Il faut distinguer l'obligation qu'imposent les règles 3.4-18 à 3.4-26 au sujet des renseignements confidentiels de l'obligation morale générale de garder strictement confidentiels tous les renseignements concernant les activités et les affaires d'un client et obtenus dans le cadre de la relation professionnelle, laquelle s'applique sans égard à la nature ou à la source des renseignements ou au fait que d'autres personnes peuvent les connaître.

3.4-18 Les règles 3.4-17 à 3.4-26 s'appliquent lorsqu'un avocat passe d'un cabinet (« ancien cabinet ») à un autre (« nouveau cabinet »), et que la personne qui change de cabinet ou le nouveau cabinet a connaissance des faits suivants au moment du changement, ou en prend connaissance par la suite :

- a) le nouveau cabinet représente un client et l'ancien cabinet représente son client (« ancien client ») dans la même affaire ou dans une affaire connexe;
- b) ces clients ont des intérêts opposés dans l'affaire;

Chapitre 3 Les rapports avec les clients

Inhabilité du cabinet

- c) l'avocat qui change de cabinet possède effectivement des renseignements pertinents concernant l'affaire.

3.4-19 Les règles 3.4-20 à 3.4-22 ne s'appliquent pas aux avocats employés par le procureur général ou le ministère de la Justice du Canada, d'une province ou d'un territoire qui, après avoir changé de service, de ministère ou d'organisme, demeurent employés par ce procureur général ou ce ministère de la Justice.

Commentaire

[1] La présente règle vise la connaissance réelle. La connaissance **présumée** n'entraîne pas l'inhabilité.

[2] **Avocats et personnel de soutien** – La présente règle vise à réglementer les avocats et les stagiaires qui changent de cabinet. Elle impose également aux avocats une obligation générale de faire preuve de diligence raisonnable dans la surveillance des membres non juristes du personnel pour s'assurer qu'ils respectent la règle et l'interdiction de divulguer des renseignements confidentiels obtenus de clients du cabinet de l'avocat et de clients d'un autre cabinet où ils ont déjà travaillé.

[3] **Fonctionnaires et avocats d'entreprise** – La définition du terme « cabinet » comprend un ou plusieurs avocats qui exercent leur profession au sein d'un gouvernement, d'une société de la Couronne, de tout autre organisme public ou d'une personne morale. Par conséquent, la règle s'applique aux avocats qui obtiennent un poste au sein d'un service du gouvernement ou d'une entreprise ou qui quittent ce service ou cette entreprise, mais ne comprend pas les mutations internes qui n'entraînent pas de changement d'employeur.

[4] **Cabinets comptant plusieurs bureaux** – La règle considère comme un seul « cabinet » les entités telles que les différents services juridiques d'un gouvernement, une personne morale ayant des services juridiques régionaux distincts, un cabinet juridique interprovincial et un programme d'aide juridique comptant plusieurs bureaux communautaires. Plus l'autonomie de chaque service ou bureau est grande, plus il devrait être facile pour le nouveau cabinet, en cas de conflit, d'obtenir le consentement de l'ancien client ou de démontrer qu'il devrait, dans l'intérêt public, continuer de représenter son client dans l'affaire.

Inhabilité du cabinet

3.4-20 Si l'avocat qui change de cabinet possède effectivement des renseignements confidentiels pertinents au sujet d'une affaire visée à la règle 3.4-18 a) et qui concerne l'ancien client, lesquels renseignements pouvant causer un préjudice à l'ancien client s'ils sont divulgués à un membre du nouveau cabinet, le nouveau cabinet doit cesser de représenter son client dans cette affaire, sauf dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- a) l'ancien client consente à ce que le nouveau cabinet continue de représenter son client;

- b) le nouveau cabinet décide que son intervention dans l'affaire sert l'intérêt de la justice, en tenant compte de tous les faits pertinents, notamment de ce qui suit :
- (i) l'opportunité et le choix du moment des mesures prises pour s'assurer qu'il n'y aura aucune divulgation des renseignements confidentiels de l'ancien client à un membre du nouveau cabinet,
 - (ii) l'étendue du préjudice causé à n'importe quelle partie,
 - (iii) la bonne foi des parties,
 - (iv) la disponibilité d'un autre avocat capable de s'occuper de l'affaire,
 - (v) l'intérêt public.

Commentaire

[1] Les éléments énumérés à la règle 3.4-20 b) sont énoncés en termes généraux de façon à ce que tous les faits pertinents soient pris en compte. Les sous-alinéas (ii) à (iv) ne demandent aucune explication, mais le sous-alinéa (v) répond aux préoccupations du gouvernement en ce qui a trait aux questions de sécurité nationale, aux secrets du Cabinet et aux obligations qui incombent aux procureurs généraux et à leurs mandataires dans l'administration de la justice.

3.4-21 Il est entendu que la règle 3.4-20 n'a pas pour effet d'empêcher quiconque occupe la charge de procureur général ou ses conseillers juridiques ou mandataires (y compris les procureurs de la Couronne, les procureurs de la Couronne adjoints ou les procureurs de la Couronne adjoints à temps partiel) de s'acquitter des devoirs et des responsabilités constitutionnels ou prévus par la loi de leur charge.

3.4-22 Si l'avocat qui change de cabinet possède effectivement des renseignements pertinents au sujet d'une affaire visée par la règle 3.4-18 a) et qui concerne l'ancien client, et que ces renseignements ne sont pas confidentiels, mais risquent de causer un préjudice à l'ancien client s'ils sont divulgués à un membre du nouveau cabinet :

- a) d'une part, l'avocat atteste ce fait dans un affidavit ou une déclaration solennelle;
- b) d'autre part, le nouveau cabinet fait ce qui suit :
 - (i) il avise son client et l'ancien client, ou encore le membre qui représente ce dernier, des circonstances pertinentes et de la ligne de conduite qu'il entend suivre en vertu des règles 3.4-17 à 3.4-26;
 - (ii) il remet aux personnes avisées en vertu du sous-alinéa (i) une copie de chaque déclaration solennelle ou affidavit signé en application de l'alinéa a).

Inhabilité de l'avocat qui change de cabinet

3.4-23 À moins d'avoir le consentement de l'ancien client, un avocat qui change de cabinet et qui est visé par la règle 3.4-20 ou 3.4-22 ne doit pas :

- a) ni participer de quelque façon que ce soit à l'exécution du mandat confié au nouveau cabinet par son client dans l'affaire;
- b) ni divulguer un renseignement confidentiel concernant l'ancien client.

3.4-24 À moins d'avoir le consentement de l'ancien client, les membres du nouveau cabinet ne doivent pas discuter du mandat confié au nouveau cabinet par son client ou du mandat confié à l'ancien cabinet par l'ancien client dans l'affaire avec un avocat qui change de cabinet et qui est visé par le règle 3.4-20 ou 3.4-22.

Décision quant à l'observation

3.4-25 Quiconque a un intérêt ou représente une partie dans une affaire visée par les règles 3.4-17 à 3.4-26 peut demander à un tribunal compétent de trancher toute question relative à ces règles.

Diligence raisonnable

3.4-26 Les avocats doivent exercer une diligence raisonnable pour s'assurer que chaque membre et employé de leur cabinet et chacune des personnes dont ils ont retenu les services :

- a) d'une part, respecte les règles 3.4-17 à 3.4-26;
- b) d'autre part, ne divulgue aucun renseignement confidentiel obtenu des personnes suivantes :
 - (i) les clients du cabinet,
 - (ii) de tout autre cabinet dans lequel cette personne a déjà travaillé.

Commentaire

QUESTIONS À ENVISAGER

[1] Lorsqu'un cabinet (« nouveau cabinet ») envisage d'embaucher un avocat ou un stagiaire (« avocat qui change de cabinet ») d'un autre cabinet (« ancien cabinet »), l'avocat qui change de cabinet et le nouveau cabinet doivent déterminer, avant le changement, si des conflits d'intérêts en résulteront. Des conflits peuvent se présenter concernant les clients du cabinet que l'avocat quitte et concernant les clients d'un cabinet où l'avocat changeant de cabinet a travaillé antérieurement. L'avocat qui change de cabinet et le nouveau cabinet doivent d'abord trouver toutes les causes ayant les caractéristiques suivantes :

- a) le nouveau cabinet et l'ancien cabinet représentent leur client respectif dans la même affaire ou dans une affaire connexe;
- b) les intérêts des clients des deux cabinets sont en conflit;
- c) l'avocat qui change de cabinet possède effectivement des renseignements pertinents.

[2] Le nouveau cabinet doit ensuite déterminer si, dans chacun de ces cas, l'avocat qui change de cabinet possède effectivement des renseignements pertinents au sujet du client de l'ancien cabinet (« ancien client »), lesquels renseignements sont confidentiels et peuvent causer un préjudice à l'ancien client s'ils sont divulgués à un membre du nouveau cabinet. Dans un tel cas, le nouveau cabinet devient inhabile à moins que l'ancien client donne son consentement ou que le nouveau cabinet démontre que son intervention continue sert l'intérêt de la justice si on tient compte des circonstances applicables.

[3] Lorsqu'ils déterminent si l'avocat qui change de cabinet possède des renseignements confidentiels, l'avocat qui change de cabinet et le nouveau cabinet doivent prendre soin de ne pas divulguer les confidences d'un client au cours d'une entrevue avec un avocat qui change de cabinet ou de tout autre processus de recrutement.

QUESTIONS À ENVISAGER AVANT D'EMBAUCHER UN AVOCAT QUI CHANGE DE CABINET

[4] Une fois le processus d'entrevue terminé, mais avant l'embauche de l'avocat qui change de cabinet, le nouveau cabinet doit déterminer si un conflit existe.

Diligence raisonnable

A. S'il y a un conflit

[5] Si l'avocat qui change de cabinet possède effectivement des renseignements pertinents au sujet d'un ancien client, lesquels renseignements sont confidentiels et peuvent causer un préjudice à l'ancien client s'ils sont divulgués à un membre du nouveau cabinet, il sera interdit au nouveau cabinet de continuer de représenter son client dans l'affaire s'il embauche l'avocat qui change de cabinet à moins que :

- a) le nouveau cabinet obtienne le consentement de l'ancien client stipulant que le nouveau cabinet peut continuer de représenter son client dans cette affaire;
- b) le nouveau cabinet se conforme à la règle 3.4-20 b) et que les intérêts des deux clients constituent la considération primordiale pour déterminer s'il est dans l'intérêt de la justice de continuer de représenter son client.

[6] Si le nouveau cabinet demande à l'ancien client de consentir à ce qu'il continue d'agir, il devra vraisemblablement prouver à l'ancien client qu'il a pris des mesures raisonnables pour s'assurer qu'aucun renseignement confidentiel concernant l'ancien client ne sera divulgué. Le consentement de l'ancien client doit être obtenu avant l'embauche de l'avocat qui change de cabinet.

[7] Si le nouveau cabinet décide plutôt de demander que la question de son habilité soit tranchée en vertu de la règle 3.4-25, c'est à lui qu'il incombe de prouver qu'il a respecté les exigences de la règle 3.4-20 b). Idéalement, cette démarche doit se faire avant l'embauche de la personne qui change de cabinet.

B. S'il n'y a pas de conflit

[8] Bien que la règle 3.4-22 ne précise pas que l'avis doit forcément être donné par écrit, il serait prudent que le nouveau cabinet confirme ces questions par écrit. Un avis écrit prévient tout litige qui pourrait se présenter plus tard quant à l'existence même de l'avis, son envoi en temps opportun et son contenu.

[9] Le nouveau cabinet pourrait, par exemple, demander à l'ancien client de consentir à ce que l'avocat qui change de cabinet représente le client du nouveau cabinet parce que, sans ce consentement, le membre qui change de cabinet ne peut agir.

[10] Si l'ancien client refuse de donner ce consentement, il serait prudent que le nouveau cabinet prenne des mesures raisonnables pour s'assurer qu'aucun renseignement confidentiel concernant l'ancien client ne sera divulgué à un membre du nouveau cabinet. En prenant de telles mesures, le nouveau cabinet renforcerait ainsi sa position dans l'éventualité où il serait établi plus tard que l'avocat qui a changé de cabinet possédait effectivement des renseignements confidentiels pouvant causer un préjudice à l'ancien client s'ils étaient divulgués.

Diligence raisonnable

[11] Un avocat qui change de cabinet et qui ne possède pas de tels renseignements confidentiels doit aviser l'ancien client en signant une déclaration solennelle et en remettant une copie à l'ancien client. Un ancien client qui conteste l'allégation voulant qu'aucun renseignement confidentiel n'existe peut demander que cette question soit tranchée en vertu de la règle 3.4-25.

C. Si le nouveau cabinet n'est pas certain qu'il existe un conflit

[12] Le nouveau cabinet pourrait ne pas être certain que l'avocat qui change de cabinet possède effectivement des renseignements confidentiels concernant un ancien client, renseignements pouvant causer un préjudice à l'ancien client s'ils sont divulgués à un membre du nouveau cabinet. Dans de telles circonstances, il est recommandé au nouveau cabinet de demander conseil au Barreau avant d'embaucher l'avocat qui change de cabinet.

MESURES RAISONNABLES À PRENDRE POUR ASSURER LA PROTECTION DE RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

[13] Tel qu'indiqué ci-dessus, il existe deux situations dans lesquelles le nouveau cabinet doit envisager de prendre des mesures raisonnables pour s'assurer que les renseignements confidentiels obtenus d'un ancien client ne seront pas divulgués à un membre du nouveau cabinet, soit :

a) lorsque l'avocat qui change de cabinet possède effectivement des renseignements confidentiels sur l'ancien client, lesquels renseignements pouvant causer un préjudice à l'ancien client s'ils sont divulgués à un membre du nouveau cabinet;

b) lorsque le nouveau cabinet n'est pas certain que le membre qui change de cabinet possède effectivement de tels renseignements confidentiels, mais tient à renforcer sa position dans l'éventualité où il serait établi plus tard que le membre qui a changé de cabinet possédait effectivement de tels renseignements confidentiels.

[14] Il est impossible de prévoir un ensemble de « mesures raisonnables » qui conviendrait à chaque cas. Le nouveau cabinet qui compte prendre des mesures raisonnables doit plutôt faire preuve de jugement professionnel pour déterminer quelles mesures s'imposent pour s'assurer qu'aucun renseignement confidentiel obtenu de l'ancien client ne sera divulgué à un membre du nouveau cabinet.

Diligence raisonnable

[15] Dans le cas des cabinets qui comptent plusieurs bureaux, le niveau d'autonomie de chaque bureau sera un facteur important pour déterminer ce qui constitue des « mesures raisonnables ». Par exemple, les différents services juridiques d'un gouvernement, une personne morale ayant des services juridiques régionaux distincts, un cabinet juridique interprovincial ou un programme d'aide juridique pourraient être en mesure de soutenir qu'en raison de leur structure institutionnelle, de leur lien hiérarchique, de leurs fonctions, de la nature de leur travail et de facteurs géographiques, il leur faut relativement moins de « mesures » pour s'assurer qu'aucune confiance des clients n'est divulguée. S'il peut être démontré qu'en raison de facteurs tels que mentionnés ci-dessus, les avocats d'unités, de bureaux ou de services distincts ne travaillent pas en collaboration avec les avocats d'autres unités, bureaux ou services, on pourra alors en tenir compte au moment de déterminer quelles mesures seront jugées « raisonnables ».

[16] Les lignes directrices énoncées à la fin de ce commentaire, et adaptées du rapport du groupe de travail de l'Association du Barreau canadien intitulé « L'inhabilité en matière de conflit d'intérêts : la cause Martin c. Gray et les dispositifs d'isolement » (février 1993) constituent une liste de contrôle des facteurs pertinents dont il faut tenir compte. Il suffira peut-être d'adopter une partie des lignes directrices dans certains cas, alors que dans d'autres, l'adoption de toutes ces lignes directrices ne suffira peut-être pas.

[17] Lorsqu'un avocat qui change de cabinet pour faire partie du service juridique d'un gouvernement ou d'une personne morale possède effectivement des renseignements confidentiels concernant un ancien client, renseignements pouvant causer un préjudice à l'ancien client s'ils sont divulgués à un membre du « nouveau cabinet », les intérêts du nouveau client (Sa Majesté ou la personne morale) doivent continuer d'être représentés. Pour ce faire, il faudra normalement mettre en place des mesures de mise à l'écart satisfaisantes incluant le renvoi de l'affaire à un conseiller juridique d'un autre service ou bureau. Puisque chaque situation sera unique, il faudra appliquer la règle 3.4-20 b) avec souplesse, particulièrement le sous-alinéa (v). Ce n'est que dans le cas où le cabinet doit être rendu inhabile en vertu de la règle 3.4-20 qu'il sera nécessaire de renvoyer l'affaire à un conseiller juridique de l'extérieur.

[18] LIGNES DIRECTRICES

- a) L'avocat mis à l'écart ne doit en aucune façon participer au mandat confié au nouveau cabinet par son client.
- b) L'avocat mis à l'écart ne doit pas discuter de l'affaire en cours ou de tout renseignement concernant la représentation de l'ancien client (les deux pouvant être identiques) avec aucun autre membre du nouveau cabinet.
- c) Aucun membre du nouveau cabinet ne doit discuter de l'affaire en cours ou du mandat antérieur avec l'avocat mis à l'écart.
- d) L'affaire en cours doit faire l'objet de discussions uniquement au sein du groupe restreint qui y travaille.

Chapitre 3 Les rapports avec les clients

Faire affaire avec un client

- e) Les dossiers du client actuel, y compris les fichiers informatiques, doivent être isolés physiquement du système de classement de l'ensemble du nouveau cabinet. Ils doivent également être clairement identifiés et accessibles uniquement aux avocats et au personnel de soutien du nouveau cabinet qui travaillent à l'affaire ou qui doivent y avoir accès pour d'autres raisons précises et approuvées.
- f) Aucun membre du nouveau cabinet ne doit montrer à l'avocat mis à l'écart des documents concernant le mandat en cours.
- g) Les mesures prises par le nouveau cabinet pour mettre à l'écart l'avocat qui change de cabinet doivent être énoncées dans une politique écrite qui est expliquée à tous les avocats et tous les membres du personnel de soutien du cabinet, et accompagnées d'un avertissement indiquant que toute dérogation à la politique entraînera des sanctions pouvant aller jusqu'au renvoi.
- h) Les membres du cabinet concernés doivent prendre des engagements stipulant qu'ils se sont conformés et qu'ils continueront de se conformer à tous les éléments du processus de mise à l'écart.
- i) L'ancien client, ou l'avocat qui le représente dans cette affaire s'il y a lieu, doit être informé :
 - (i) du fait que l'avocat mis à l'écart est désormais membre du nouveau cabinet qui représente le client actuel;
 - (ii) des mesures adoptées par le nouveau cabinet pour s'assurer qu'aucun renseignement confidentiel ne sera divulgué.
- j) Le bureau ou le poste de travail du membre mis à l'écart et celui des membres de son personnel de soutien doivent être situés loin des bureaux ou des postes de travail des avocats et du personnel de soutien qui travaillent à l'affaire.
- k) L'avocat mis à l'écart doit faire appel aux services d'associés et de membres du personnel de soutien autres que ceux qui travaillent à l'affaire en cours.
- l) Les cabinets comptant plusieurs bureaux doivent envisager de confier l'affaire à un avocat qui travaille dans un autre bureau.

Faire affaire avec un client

3.4-27 [FOPJC – Règle non utilisée]

3.4-28 Sous réserve de la présente règle, un avocat ne doit pas conclure une transaction avec un client à moins que la transaction soit juste et raisonnable pour le client, que le client y consente et que le client soit représenté par un avocat indépendant en ce qui a trait à la transaction.

Commentaire

[1] La présente disposition s'applique à toute transaction avec un client, notamment :

- a) prêter ou emprunter de l'argent;
- b) acheter ou vendre des biens;
- c) accepter un cadeau, incluant une donation testamentaire;
- d) céder ou acquérir une propriété, un titre ou autre intérêt pécuniaire dans une compagnie ou autre entité;
- e) recommander un investissement;
- f) prendre part à une entreprise commune.

[2] La relation entre l'avocat et le client est une relation fiduciaire et il ne peut exister aucun conflit entre les intérêts de l'avocat et le devoir de l'avocat envers son client. La rémunération payée à un avocat par un client en échange du travail juridique effectué par l'avocat pour le client ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts.

Les rapports commerciaux avec les clients

3.4-29 Sous réserve de la règle 3.4-30, si le client a l'intention de mener une opération avec son avocat, ou avec une personne morale ou autre entité dans laquelle ce dernier a des intérêts financiers et qui n'est pas une société ou autre entité dont les valeurs sont cotées en bourse, l'avocat fait ce qui suit avant de consentir à agir pour le client :

- a) il lui révèle et lui explique la nature du conflit ou, s'il s'agit seulement d'un conflit éventuel, les circonstances dans lesquelles il risquerait d'apparaître;
- b) il recommande au client et exige qu'il obtienne des conseils juridiques indépendants;
- c) il obtient le consentement du client si celui-ci lui demande quand même de le représenter.

Commentaire

[1] L'avocat qui ne veut pas communiquer ces renseignements ou ne peut le faire sans trahir le secret professionnel refuse ses services.

[2] L'avocat ne doit pas accepter sans réserve la décision du client de lui demander d'agir pour lui. L'avocat ne doit pas oublier que s'il accepte, il devra servir le client avant tout. S'il doute le moindrement de pouvoir donner priorité aux intérêts du client, il doit refuser ses services.

Chapitre 3 Les rapports avec les clients

Emprunts aux clients

[3] Dans toute procédure disciplinaire fondée sur la présente règle, c'est en général à l'avocat qu'il incombe de prouver qu'il était de bonne foi, qu'il a dûment informé son client et qu'il a obtenu son consentement.

[4] Si le placement constitue en fait un emprunt fait auprès du client, la transaction pourrait être régie par la règle 3.4-31.

3.4-30 Si la rémunération des services juridiques fournis se fait par le transfert d'actions, d'une participation ou de tout autre intérêt dans un bien ou une entreprise autre qu'un intérêt non important dans une entreprise cotée en bourse, l'avocat doit recommander, mais n'est pas tenu d'exiger, que le client obtienne des conseils juridiques indépendants avant d'accepter le mandat.

Emprunts aux clients

3.4-31 L'avocat ne doit pas emprunter d'argent à ses clients, sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le client est un établissement de crédit ou financier, un assureur ou une société de fiducie ou une personne morale semblable dont les activités consistent notamment à prêter de l'argent au public;
- b) dans le cas d'un emprunt à une personne liée au sens de l'article 251 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), l'avocat peut prouver que les intérêts du client ont été parfaitement protégés en raison de la nature même de l'affaire et des conseils juridiques indépendants ou de la représentation juridique indépendante qu'il a obtenus.

Commentaire

[1] Ce n'est qu'en tenant compte de toutes les circonstances qu'on peut établir si la personne qui consent, pour son propre compte, un prêt à l'avocat, ou qui place une somme d'argent dans des valeurs mobilières dans lesquelles ce dernier a des intérêts financiers, a la qualité de client pour l'application de la présente règle. Si les circonstances sont telles que la personne agissant comme prêteur ou investisseur serait fondée à croire que l'avocat peut la conseiller sur le prêt ou le placement, l'avocat est tenu aux mêmes obligations fiduciaires que s'il traitait avec un client.

Attestation de conseils juridiques indépendants

3.4-32 Un avocat engagé pour donner un avis juridique indépendant sur une transaction en vertu de laquelle le client prête des fonds à un autre avocat doit d'abord :

- a) remettre au client un certificat écrit attestant que ce dernier a reçu des conseils juridiques indépendants;

Chapitre 3 Les rapports avec les clients

Participation de l'avocat à des opérations hypothécaires ou de prêt

- b) faire signer une copie du certificat par le client et envoyer la copie signée à l'avocat avec lequel le client projette de conclure la transaction.

3.4-33 Sous réserve de la règle 3.4-31, si le conjoint d'un client ou une personne morale, un consortium ou une société de personnes, dans lequel l'avocat et le conjoint de l'avocat, ou l'un des deux, ont un intérêt direct ou indirect important, emprunte de l'argent à un client, l'avocat doit s'assurer que les intérêts du client sont entièrement protégés en raison de la nature même de l'affaire et d'une représentation par un avocat indépendant.

Participation de l'avocat à des opérations hypothécaires ou de prêt

3.4-34 Si l'avocat prête de l'argent à un client, il doit, avant de consentir le prêt :

- a) divulguer et expliquer au client la nature des intérêts qui sont en conflit;
- b) exiger que le client soit représenté par un avocat indépendant;
- c) obtenir le consentement du client.

Dans les règles 3.4-34.1 and 3.4-34.3

« hypothèque consortiale » Hypothèque détenue par plusieurs investisseurs.

« personnes liées » Personnes liées au sens de l'article 251 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

3.4-34.1 L'avocat exerçant le droit en cabinet privé en Ontario ne doit pas, directement, ni indirectement par l'intermédiaire d'une personne morale, d'un consortium, d'une société de personnes, d'une fiducie ou d'une autre entité dans laquelle lui ou une personne liée a des intérêts financiers, à l'exclusion d'une participation de moins de cinq pour cent (5 %) dans n'importe quelle catégorie de valeurs d'une personne morale ou autre entité qui offre des valeurs au public :

- a) soit détenir en fiducie une hypothèque consortiale pour des clients investisseurs, à moins que chaque client ne reçoive les documents suivants :
 - (i) une lettre qui rend compte de l'opération de façon complète,
 - (ii) une déclaration de fiducie signée par la personne au nom de laquelle l'hypothèque ou tout acte de garantie est enregistré,
 - (iii) une copie du double de l'hypothèque ou de l'acte de garantie enregistré;
- b) soit négocier ou recommander la participation d'un client ou d'une autre personne à titre d'investisseur dans l'hypothèque consortiale dans laquelle l'avocat a investi, à moins de pouvoir démontrer que le client ou l'autre personne a reçu des conseils juridiques indépendants avant de faire le placement;

- c) soit vendre des hypothèques ou des prêts à des clients ou à d'autres personnes, ni en négocier pour leur compte, sauf si l'avocat agit suivant l'habileté, la compétence et l'intégrité qu'on attend habituellement de lui dans ses relations avec ses clients.

Commentaire

OPÉRATIONS HYPOTHÉCAIRES OU DE PRÊT ACCEPTABLES

[1] L'avocat peut se livrer aux opérations hypothécaires ou de prêt suivantes dans le cadre de l'exercice du droit :

- a) investir dans des hypothèques pour son compte ou pour celui d'une personne liée ou pour les deux à la fois;
- b) conclure des hypothèques ou des prêts à titre d'exécuteur testamentaire, d'administrateur successoral, de curateur, de fiduciaire d'une fiducie testamentaire ou entre vifs établie à des fins autres que des placements hypothécaires ou des prêts, ou conformément à une procuration conférée à des fins qui ne se limitent pas aux placements hypothécaires ou aux prêts;
- c) percevoir, pour le compte de son client, des versements hypothécaires ou des remboursements de prêt payables à son nom conformément à une directive écrite donnée par le client au débiteur hypothécaire pourvu que ces versements soient déposés dans le compte en fiducie de l'avocat.

[2] L'avocat peut présenter un emprunteur (qu'il s'agisse ou non d'un client) à un prêteur (qu'il s'agisse ou non d'un client) et agir par la suite pour le compte de l'une de ces parties ou des deux; l'avocat peut agir pour le compte des deux parties si la règle 3.4-14 s'applique.

Divuligation

3.4-34.2 L'avocat qui vend des hypothèques à ses clients ou à d'autres personnes, ou qui en négocie pour leur compte, divulgue par écrit à chaque personne le rang de l'hypothèque, ainsi que les autres renseignements concernant l'opération dont il a connaissance et qui intéressent l'investisseur visé.

Interdiction de la publicité

3.4-34.3 L'avocat ne doit pas promouvoir, notamment par de la publicité, le placement individuel ou conjoint de fonds par ses clients, ou par d'autres personnes ayant de l'argent à prêter, dans une hypothèque dans laquelle l'une des personnes suivantes a des intérêts financiers : l'avocat, une personne liée, ou une personne morale, un consortium, une société de personnes, une fiducie ou une autre entité dans laquelle l'avocat ou une personne liée a des intérêts financiers, à l'exclusion d'une participation de moins de cinq pour cent (5 %) dans n'importe quelle catégorie de valeurs d'une personne morale ou autre entité qui offre des valeurs au public.

Cautionnement de l'avocat

3.4-35 Sous réserve de la règle 3.4-36, l'avocat ne doit pas se porter caution, notamment en la garantissant personnellement, une dette à laquelle son client est partie soit comme emprunteur, soit comme prêteur.

3.4-36 L'avocat peut se porter garant personnellement dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- a) le prêteur est un établissement de crédit ou financier, un assureur ou une société de fiducie ou une personne morale semblable dont les activités consistent notamment à prêter de l'argent au public et fournit, directement ou indirectement, des fonds à l'avocat, à son conjoint, à son père, à sa mère ou à son enfant;
- b) l'opération se fait au profit d'un organisme de bienfaisance ou sans but lucratif dont il est membre ou qu'il appuie, lorsque cet organisme l'invite à se porter caution, seul ou avec d'autres;
- c) l'avocat s'est engagé dans une entreprise commerciale avec un client et le prêteur exige une garantie personnelle de tous les participants à l'entreprise selon un usage couramment pratiqué, et :
 - (i) d'une part, l'avocat a respecté les règles de l'article 3.4 (Conflits), particulièrement les règles 3.4-27 à 3.4-36 (Faire affaire avec un client),
 - (ii) d'autre part, le prêteur et les participants à l'entreprise qui sont ou qui étaient des clients de l'avocat ont obtenu une représentation juridique indépendante.

Actes et donations testamentaires

3.4-37 Si un testament contient une clause ordonnant à l'exécuteur testamentaire de faire appel aux services de l'avocat qui a rédigé le testament pour administrer la succession du client, l'avocat devrait, avant d'accepter ce mandat, signifier aux fiduciaires par écrit que cette clause n'est pas contraignante et qu'ils peuvent décider d'utiliser les services d'un autre avocat.

3.4-38 À moins que le client soit un membre de la famille de l'avocat, un associé ou un professionnel salarié de l'avocat, un avocat ne doit pas préparer un acte donnant à l'avocat, à un associé ou à un procoessionnal salarié de l'avocat un cadeau ou un avantage de la part du client, incluant une donation testamentaire, et ne doit pas faire en sorte qu'un tel acte soit préparé.

[Nouveau – octobre 2014]

3.4-39 [FOPJC – Règle non utilisée]

Mise en liberté provisoire par voie judiciaire

3.4-40 Sous réserve de la règle 3.4-41, un avocat ne doit pas, en ce qui concerne une personne accusée qu'il représente :

- a) se porter garant de la personne accusée;
- b) déposer des fonds lui appartenant ou appartenant à tout cabinet auquel l'avocat est associé auprès d'un tribunal afin d'obtenir la mise en liberté provisoire de la personne accusée;
- c) déposer toute autre garantie de valeur auprès de tout tribunal afin d'obtenir la mise en liberté provisoire de la personne accusée;
- d) agir en qualité de surveillant de la personne accusée.

3.4-41 Un avocat peut poser les actions décrites à la règle 3.4-40 si la personne accusée a un lien de parenté avec l'avocat et qu'elle est représentée par l'un des associés ou des professionnels salariés de l'avocat.

[Nouveau – octobre 2014]

ARTICLE 3.5 LA CONSERVATION DES BIENS DES CLIENTS

Conservation des biens des clients

3.5-1 [FOPJC – Règle non utilisée]

3.5-2 L’avocat apporte aux biens de ses clients le soin qu’un propriétaire avisé et prudent prendrait de biens semblables et observe les lois et règlements pertinents concernant la conservation des biens que les clients confient aux avocats.

Commentaire

[1] Les obligations concernant la conservation des fonds et des autres biens des clients et la reddition de comptes sont exposées dans les règlements administratifs pris en application de la *Loi sur le Barreau*.

[2] Les obligations énoncées dans la présente règle ont un lien étroit avec celles qui concernent le secret professionnel. L’avocat est chargé de veiller à la sécurité et à la confidentialité des dossiers du client qu’il a en sa possession et doit prendre toutes les mesures raisonnables pour garder les renseignements confidentiels d’un client en lieu sûr. L’avocat conserve les documents et les autres biens de ses clients à l’abri des regards et hors de la portée des personnes qui ne doivent pas y avoir accès et, sous réserve d’un éventuel privilège (droit de rétention), il les restitue sans retard sur demande ou à la fin de son mandat.

[3] [FOPJC – Paragraphe non utilisé]

[4] Si l’avocat cesse de représenter un client, il est tenu de se conformer à l’article 3.7 (Retrait de l’avocat).

[Modifié – octobre 2014]

Accusé de réception de biens

3.5-3 L’avocat qui reçoit des fonds ou d’autres biens d’un client l’en avise aussitôt, à moins d’avoir l’assurance que cette personne est déjà au courant.

Identification des biens des clients

3.5-4 L’avocat étiquette et identifie clairement les biens de ses clients et les conserve soigneusement à l’écart des siens.

3.5-5 L’avocat tient les registres nécessaires pour pouvoir identifier les biens qui lui sont confiés par ses clients.

Reddition des comptes et restitution

3.5-6 L’avocat rend compte sans retard des biens qui lui sont confiés par ses clients et les leur restitue lorsqu’ils lui en font la demande ou, si cela est approprié, à la fin de son mandat.

3.5-7 Si l’avocat n’est pas sûr de la personne à qui les biens doivent être rendus, il s’adresse au tribunal compétent et suit ses directives.

Commentaire

[1] L’avocat doit être conscient de l’obligation de faire valoir, au nom d’un client, tout privilège relatif aux biens saisis ou menacés de saisie par une autorité indépendante ou relatif aux réclamations faites par de tierces parties contre les biens. À cet égard, l’avocat doit connaître la nature du privilège jurisprudentiel du client, ainsi que les dispositions constitutionnelles et législatives applicables telles que celles de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada), la *Charte* et le *Code criminel*.

[2], [3] et [4] [FOPJC – Commentaires non utilisés]

[Modifié – octobre 2014]

ARTICLE 3.6 LES HONORAIRES ET LES DÉBOURS

Honoraires et débours raisonnables

3.6-1 L'avocat ne doit pas demander ni accepter des honoraires et des débours qui ne sont ni justes ni raisonnables et qui n'ont pas été divulgués en temps utile.

3.6-1.1 L'avocat ne peut percevoir d'intérêts sur les comptes en souffrance qu'aux conditions fixées par la loi, notamment par la *Loi sur les procureurs*.

Commentaire

[1] Le calcul d'honoraires justes et raisonnables tient compte des facteurs suivants :

- a) le temps et les efforts consacrés à l'affaire;
- b) la difficulté de l'affaire et l'importance de l'affaire pour le client;
- c) la prestation de services inhabituels ou exigeant une compétence particulière;
- c.1) les montants en cause ou la valeur de l'objet du litige;
- d) les résultats obtenus;
- e) les honoraires prévus par la loi ou les règlements;
- f) les circonstances particulières, comme la perte d'autres affaires, les retards de règlement, l'incertitude de la rémunération et l'urgence;
- g) la probabilité, si divulguée au client, que l'avocat ne puisse accepter d'autre travail s'il accepte ce mandat;
- h) toute entente pertinente entre l'avocat et le client;
- i) l'expérience et l'aptitude de l'avocat;
- j) toute estimation ou échelle d'honoraires donnée par l'avocat;
- k) le consentement préalable du client relativement aux honoraires.

[2] Le rapport de confiance qui existe entre l'avocat et son client exige la divulgation complète de tous les éléments de leurs rapports financiers et interdit à l'avocat d'accepter le moindre honoraire caché. L'avocat ne peut, à l'insu de son client et sans son consentement, recevoir pour ses services une rétribution quelconque (honoraires, gratifications, frais, commissions, intérêts, escomptes, primes de représentation ou de promotion, etc.) des mains d'un tiers. De même, lorsque ses honoraires ne lui sont pas payés par le client, mais, notamment, par un bureau d'aide juridique, un emprunteur ou un représentant successoral, toute rétribution supplémentaire doit être approuvée par ces personnes.

Chapitre 3 Les rapports avec les clients

Honoraires conditionnels et contrats relatifs aux honoraires conditionnels

[3] Avant ou dans un délai raisonnable après le début d'un mandat, l'avocat devrait donner au client autant de renseignements que possible par écrit concernant les honoraires, les débours et les intérêts, selon ce qui est raisonnablement possible compte tenu des circonstances, incluant le calcul qui permettra de fixer les honoraires.

[4] L'avocat doit être en mesure d'expliquer le calcul des honoraires et des débours demandés au client. Ceci est particulièrement important pour les honoraires et les débours que le client ne pourrait raisonnablement prévoir. En cas de situation inhabituelle ou imprévisible pouvant avoir une incidence importante sur le montant des honoraires ou des débours, l'avocat doit tout de suite expliquer la situation au client. L'avocat doit confirmer par écrit à son client la teneur de toute discussion concernant les honoraires au fur et à mesure de la progression de l'affaire et peut réviser l'estimation initiale des honoraires et des débours.

[4.1] L'avocat informe son client de son droit de demander la liquidation de son compte conformément à la *Loi sur les procureurs*.

[Modifié – octobre 2014]

Honoraires conditionnels et contrats relatifs aux honoraires conditionnels

3.6-2 Sous réserve de la règle 3.6-1, sauf dans des affaires criminelles ou quasi criminelles ou en matière de droit de la famille, l'avocat peut conclure une entente écrite, conforme à la *Loi sur les procureurs* et aux règlements pris en application de la loi qui prévoit que tous les honoraires ou une partie des honoraires de l'avocat dépendront d'un règlement heureux ou de la conclusion de l'affaire pour laquelle les services de l'avocat ont été retenus.

[Modifié – novembre 2002, octobre 2004]

Commentaire

[1] Dans l'évaluation du pourcentage approprié ou de tout autre taux du calcul des honoraires conditionnels, l'avocat et le client devront examiner un certain nombre de facteurs, y compris les chances de succès, la nature et la complexité de la réclamation, le coût et les risques reliés à celle-ci, le montant des dommages-intérêts prévus et la personne à qui seront adjugés les dépens. L'avocat et le client peuvent consentir à ce qu'en plus des honoraires payables en vertu du contrat établi par écrit, tout montant provenant des dépens adjugés ou des dépens obtenus par suite d'un règlement soit payé à l'avocat. Un tel contrat pris en application de la *Loi sur les procureurs* doit recevoir une approbation judiciaire. Dans ces circonstances, après avoir examiné tous les facteurs pertinents, un pourcentage inférieur des dommages-intérêts qui seraient autrement acceptés comme honoraires conditionnels sera généralement considéré comme étant approprié. Il s'agit en toutes circonstances de déterminer si les honoraires sont justes et raisonnables.

[Nouveau – octobre 2002, modifié octobre 2004, octobre 2014]

[2] [FOPJC – Paragraphe non utilisé]

États de compte

3.6-3 L’avocat indique clairement et séparément, sur les états de compte remis à ses clients, les montants imputés aux honoraires et aux débours.

Mandat commun

3.6-4 L’avocat qui agit pour plusieurs parties dans une même affaire répartit équitablement les honoraires et débours entre elles, sauf convention contraire.

Partage des honoraires et honoraires de renvoi

3.6-5 Avec le consentement du client, des titulaires de permis qui ne sont pas membres du même cabinet peuvent se partager les honoraires d’une affaire à la condition que ce partage se fasse proportionnellement au travail et aux responsabilités de chacun.

3.6-6 Si l’avocat renvoie une affaire à un autre titulaire de permis parce que ce dernier a l’expérience et les capacités nécessaires pour s’en occuper et que le renvoi ne découle pas d’un conflit d’intérêts, l’avocat qui fait le renvoi peut accepter des honoraires de renvoi, et l’autre titulaire de permis peut en verser, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) les honoraires sont raisonnables et ne font pas augmenter les honoraires totaux demandés au client;
- b) le client est informé du renvoi et y consent.

3.6-7 L’avocat ne doit :

- a) ni partager, directement ou indirectement, ses honoraires avec quiconque n’est pas titulaire de permis;
- b) ni remettre, à quiconque n’est pas titulaire de permis, de récompense, notamment financière, pour lui avoir renvoyé des clients ou des dossiers de clients.

[Modifié – avril 2008, octobre 2014]

Commentaire

[1] La présente règle interdit aux avocats de conclure des ententes pour rémunérer ou récompenser les non-juristes qui leur renvoient des clients. Cependant, la présente règle n’interdit pas à un avocat :

- a) de prendre des dispositions relativement à l’achat et la vente d’un cabinet juridique lorsque le montant à payer inclut un pourcentage des revenus tirés du cabinet vendu;

Chapitre 3 Les rapports avec les clients

Exception visant les cabinets multidisciplinaires et les cabinets interprovinciaux et internationaux

b) de signer un bail en vertu duquel un propriétaire participe directement ou indirectement aux frais ou aux revenus du cabinet juridique;

c) de payer un employé pour des services, autres que le renvoi de clients, en fonction des revenus du cabinet de l'avocat;

d) [FOPJC – Paragraphe non utilisé]

[Nouveau – mai 2001, Modifié – octobre 2014]

Exception visant les cabinets multidisciplinaires et les cabinets interprovinciaux et internationaux

3.6-8 La règle 3.8-7 ne s'applique pas à ce qui suit :

- a) les cabinets multidisciplinaires regroupant des associés qui sont avocats et d'autres qui ne sont pas titulaires de permis si le contrat de société prévoit le partage des honoraires, des rentrées de fonds ou des bénéfices entre les membres du cabinet;
- b) le partage des honoraires, des rentrées de fonds ou des bénéfices entre des avocats qui observent par ailleurs la présente règle et qui sont :
 - (i) soit membres d'un cabinet interprovincial,
 - (ii) soit membres d'une société de personnes composée d'avocats ontariens et non canadiens qui respectent autrement les règles énoncées dans l'article 3.6.

[Modifié – juin 2009]

Commentaire

[1] Il ne faut pas confondre les affiliations, d'une part, et les cabinets multidisciplinaires créés conformément aux règlements administratifs adoptés en application de la *Loi sur le Barreau*, les cabinets d'avocats interprovinciaux ou les sociétés de personnes constituées par des avocats ontariens et étrangers d'autre part. Les affiliations sont assujetties à la règle 3.6-7. En particulier, les entités affiliées n'ont pas le droit de participer au chiffre d'affaires, aux rentrées de fonds ou aux bénéfices des avocats, que ce soit directement ou indirectement par le biais d'imputations intercabinets excessives telles que, par exemple, la facturation de frais intercabinets à un prix supérieur à leur juste valeur marchande.

[Nouveau – mai 2001]

Païement et prélèvement de fonds

3.6-9 [FOPJC – Règle non utilisée]

Chapitre 3 Les rapports avec les clients

Païement et prélèvement de fonds

3.6-10 L’avocat ne doit pas prélever ses honoraires sur les fonds de son client, à quelque titre qu’il les détienne, notamment en fiducie, sauf dans les cas prévus aux règlements administratifs pris en application de la *Loi sur le Barreau*.

Commentaire

[1] La règle ne constitue pas une déclaration exhaustive des considérations applicables au paiement des honoraires d’un avocat à même des fonds en fiducie. La gestion de fonds en fiducie est généralement régie par les règlements administratifs du Barreau.

[2] Refuser de rembourser toute portion des honoraires payés à l’avance pour du travail non effectué lorsque le mandat de services professionnels pour un client prend fin constitue une violation de l’obligation d’agir avec intégrité.

3.6-11 Si le montant des honoraires ou des débours demandés par un avocat est réduit à la suite d’un réexamen ou d’une vérification, l’avocat doit rembourser le client dans les meilleurs délais.

3.6-12 [FOPJC – Règle non utilisée]

[Modifié – octobre 2014]

ARTICLE 3.7 LE RETRAIT DE L'AVOCAT**Retrait de l'avocat**

3.7-1 L'avocat ne peut se retirer d'une affaire que pour des motifs valables et après en avoir convenablement avisé son client.

[Modifié – octobre 2014]

Commentaire

[1] Bien que le client puisse mettre fin à son gré à ses rapports avec son avocat, ce dernier ne jouit pas de la même liberté. L'avocat qui a accepté une affaire doit la mener à terme le mieux possible, à moins qu'il n'ait des raisons légitimes de mettre fin à son mandat.

[2] Un élément essentiel du préavis raisonnable est l'avis au client, à moins que l'avocat n'arrive pas à trouver le client après avoir déployé des efforts raisonnables. Il n'existe pas de règle stricte pour déterminer ce qui constitue un préavis raisonnable avant un retrait et le moment où l'avocat pourra cesser d'agir à la suite de l'avis dépendra de toutes les circonstances pertinentes. Lorsque la situation est régie par des dispositions législatives ou des règles de procédure, celles-ci s'appliqueront. Sinon, le principe directeur veut que l'avocat protège de son mieux les intérêts de son client et n'abandonne pas son client à une étape critique ou à un moment où son retrait mettrait le client dans une position désavantageuse ou périlleuse.

[3] L'avocat doit déployer tous les efforts nécessaires pour s'assurer de se retirer en temps opportun au cours de l'instance, conformément à ses obligations en tant qu'avocat. La cour, les parties adverses et autres parties directement concernées doivent également être avisées du retrait.

[4] La dissolution d'un cabinet juridique ou le fait qu'un avocat quitte un cabinet pour exercer ailleurs entraîne généralement la fin de la relation du client avec un ou plusieurs des avocats concernés. Dans une telle situation, la plupart des clients préfèrent faire appel aux services de l'avocat qu'ils considéraient comme responsable de leur dossier avant le changement. Cependant, le client a le dernier mot et les avocats n'agissant plus pour ce client doivent se conformer aux principes énoncés dans la présente règle et, en particulier, tenter de réduire au minimum les frais engagés et éviter de nuire au client. Puisque les intérêts du client passent avant tout, la décision de conserver les services de l'avocat doit être prise par le client sans qu'il ne soit influencé ou harcelé par l'avocat ou le cabinet. En outre, l'avocat et le cabinet qui se retirent, ou l'un des deux, pourraient être tenus d'aviser les clients par écrit que l'avocat quitte et de leur indiquer les solutions possibles, soit de continuer de faire appel aux services de l'avocat qui quitte, continuer de faire appel aux services du cabinet ou engager un nouvel avocat.

[Modifié – octobre 2014]

Retrait facultatif

3.7-2 Sous réserve des règles de procédure criminelle et des directives du tribunal, l’avocat peut se retirer d’une affaire lorsque lui et le client perdent fondamentalement confiance l’un dans l’autre.

Commentaire

[1] L’avocat pourrait avoir des motifs valables de se retirer d’une affaire dans des circonstances où la confiance ne semble plus exister, telles que dans les cas d’un avocat trompé par son client, d’un client qui refuse d’accepter ou de suivre les conseils de l’avocat sur un point important, d’un client qui persiste à agir de façon déraisonnable ou à ne pas coopérer ou d’un avocat qui a de la difficulté à obtenir des directives adéquates de la part de son client. Toutefois, l’avocat ne doit pas menacer de se retirer d’une affaire pour forcer son client à se prononcer à la hâte sur une question complexe.

[Modifié – octobre 2014]

Non-paiement d’honoraires

3.7-3 Sous réserve des règles de procédure criminelle et des directives du tribunal, si, à la suite d’un préavis raisonnable, le client refuse de lui verser une provision ou des fonds pour débours ou honoraires, l’avocat peut se retirer, à condition toutefois que le client ne subisse pas de ce fait un préjudice grave.

[Modifié – octobre 2014]

Retrait d’instances criminelles

3.7-4 Si un avocat a accepté de représenter un client dans une affaire criminelle et si l’intervalle entre son retrait et la date du procès est suffisant pour permettre au client de trouver un autre titulaire de permis pour le représenter et permettre au nouveau titulaire de permis de se préparer pour le procès, l’avocat peut alors se retirer pour cause de non-paiement d’honoraires par le client ou autre raison suffisante pourvu que l’avocat :

[Modifié – juin 2007]

- a) avise le client, de préférence par écrit, qu’il se retire de l’affaire en raison du non-paiement des honoraires ou pour l’autre motif suffisant;
- b) lui rend compte de toute provision versée pour ses honoraires et débours;
- c) avise par écrit l’avocat de la poursuite qu’il n’agit plus pour le client;
- d) avise par écrit le greffe du tribunal compétent qu’il n’agit plus dans l’affaire, si son nom figure aux dossiers du tribunal comme avocat de la défense;

- e) respecte les règlements applicables du tribunal.

[Modifié – octobre 2014]

Commentaire

[1] L’avocat qui s’est retiré en raison d’un conflit avec son client ne doit en aucun cas en préciser la cause dans l’avis adressé au tribunal ou à l’avocat de la poursuite, ni faire mention d’une question visée par le secret professionnel. L’avis précise simplement que l’avocat n’agit plus pour le client et se retire.

3.7-5 Un avocat qui a consenti à représenter un client ne peut se retirer d’une affaire criminelle en raison du défaut de paiement des honoraires lorsque la date prévue du procès n’est pas assez éloignée pour permettre à son client de changer de titulaire de permis et à ce nouveau titulaire de permis de bien se préparer en vue du procès et que le report de la date du procès nuirait aux intérêts du client.

3.7-6 Si le retrait de l’avocat d’une affaire criminelle est justifié pour des raisons autres que le défaut de paiement des honoraires et que l’intervalle entre l’avis donné au client de son intention de se retirer et la date du procès est insuffisant pour permettre au client de changer de titulaire de permis et à ce nouveau titulaire de permis de bien se préparer en vue du procès :

- a) l’avocat doit, à moins d’indication contraire de la part du client, tenter de faire reporter la date du procès;
- b) l’avocat ne peut se retirer de l’affaire qu’avec la permission du tribunal qui est saisi de cette affaire.

[Modifié – juin 2007, octobre 2014]

Commentaire

[1] L’avocat qui s’estime tenu de demander au tribunal l’autorisation de se retirer, en raison des circonstances, en avise sans délai l’avocat de la poursuite et le tribunal afin d’éviter ou de limiter les inconvénients que sa demande pourrait occasionner au tribunal et aux témoins.

Retrait obligatoire

3.7-7 Sous réserve des règles de procédure criminelle et des directives du tribunal, l’avocat se retire si, selon le cas :

- a) il est dessaisi d’une affaire par un client;

Chapitre 3 Les rapports avec les clients

Devoirs liés au retrait

- b) un client lui demande d'agir de façon contraire à la déontologie professionnelle ou aux règlements administratifs pris en application de la *Loi sur le Barreau*;
- c) il n'a pas les compétences requises pour continuer à s'occuper du dossier en question.

[Modifié – mars 2004, octobre 2014]

Devoirs liés au retrait

3.7-8 L'avocat qui se retire d'une affaire tente de réduire au minimum les frais encourus par le client et d'éviter de lui nuire; il fait tout ce qu'il est raisonnable de faire pour faciliter le transfert ordonné de l'affaire au praticien juridique ou à la praticienne juridique qui lui succède.

3.7-9 L'avocat qui est dessaisi de l'affaire par le client, ou qui s'en retire fait ce qui suit :

- a) il avise le client par écrit :
 - (i) qu'il se retire de l'affaire;
 - (ii) des raisons, s'il y a lieu, de son retrait;
 - (iii) dans le cas d'un litige, que le client devrait s'attendre à ce que l'audience ou le procès commence à la date prévue et que celui-ci devrait trouver un autre praticien juridique sans tarder;
- b) sous réserve de son privilège, il remet au client tous les documents et biens auxquels ce dernier peut prétendre, ou en dispose selon ce qu'il lui ordonne;
- c) sous réserve de toutes conditions fiduciaires applicables, il donne au client tous les renseignements nécessaires sur l'affaire;
- d) il rend compte de tous les fonds du client qu'il détient ou qu'il a administrés, et il rembourse notamment toute rémunération à laquelle il n'a pas droit pour ses services;
- e) il produit sans délai le compte de ses honoraires et débours impayés;
- f) il collabore avec le praticien juridique qui lui succède de façon à réduire au minimum les frais encourus par le client et à éviter de lui nuire;
- g) il respecte les règlements applicables du tribunal.

[Modifié – juin 2009, octobre 2014]

Commentaire

[1] Si l'avocat qui est dessaisi d'une affaire ou qui se retire d'une affaire fait partie d'un cabinet, le client doit être avisé que l'avocat et le cabinet n'agissent plus pour lui.

[2] Lorsque l'avocat est dessaisi d'une affaire ou se retire d'une affaire et que des honoraires et débours demeurent impayés, il est tenu de considérer comment l'exercice de son droit à un privilège pourrait avoir une incidence sur la situation de son client. En règle générale, un avocat ne doit pas exercer son droit à un privilège si celui-ci risque de compromettre gravement la position du client dans une affaire en cours.

[3] L'obligation de rendre au client ses documents et ses biens s'applique sous réserve du privilège de l'avocat. Dans le cas où plusieurs parties réclameraient les documents ou les biens, l'avocat prend toutes les mesures requises pour les amener à une entente.

[4] Lorsque l'avocat initial est appelé à collaborer avec le nouveau praticien juridique, il doit généralement fournir tous les mémoires exposant les faits et le droit qu'il a préparés relativement à l'affaire, mais ne doit pas divulguer des renseignements confidentiels qui n'ont aucun lien direct avec l'affaire sans le consentement écrit du client.

[5] L'avocat qui représente plusieurs parties dans une affaire et qui cesse d'agir pour une ou plusieurs d'entre elles collabore avec le ou les praticiens juridiques qui lui succèdent dans la mesure permise par le *Code* et cherche à éviter toute rivalité, réelle ou apparente.

[Modifié – juin 2009, octobre 2014]

Devoirs du titulaire de permis qui prend la succession de l'affaire

3.7-10 Le titulaire de permis qui prend la succession d'une affaire s'assure, avant d'accepter le mandat, que le titulaire de permis initial y consent, s'est bien retiré de l'affaire ou en a été dessaisi par le client.

[Modifié – juin 2007]

Commentaire

[1] Il convient également que le titulaire de permis qui prend la succession incite fortement le client à régler ou à garantir les honoraires de son collègue, ou à prendre des mesures raisonnables en ce sens, surtout si cette personne s'est retirée de l'affaire pour un motif valable ou en a été dessaisie pour des motifs futiles. Néanmoins, l'existence d'un compte en souffrance ne doit pas empêcher le titulaire de permis qui prend la succession d'agir pour le client si le procès ou l'audience est en cours, ou sur le point de s'ouvrir, ou encore si son refus d'agir risque de nuire au client.

[Modifié – juin 2007]

Chapitre 4 L'exercice de la profession

ARTICLE 4.1 L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES JURIDIQUES

Accessibilité des services juridiques

4.1-1 Les avocats et avocates veillent à ce que les services juridiques soient accessibles au public, d'une manière convenable et efficace.

Commentaire

[1] Un avocat ou une avocate peut en outre favoriser l'accès aux services juridiques en participant au Régime d'aide juridique, aux services aidant à trouver des membres de la profession et aux programmes d'information, de formation ou de consultation juridiques pour le public.

[2] Dans l'intérêt de l'accès à la justice, il est dans la plus pure tradition de la profession juridique de fournir des services bénévoles et de réduire ou de renoncer à ses honoraires dans des circonstances de difficultés ou de pauvreté ou lorsque le client actuel ou éventuel serait autrement privé d'une représentation ou de conseils juridiques adéquats. Le Barreau encourage les avocats à fournir des services juridiques d'intérêt public et à appuyer les organismes offrant des services à la population à faibles moyens.

[3] Un avocat devrait aviser son client de son droit à l'aide juridique si l'avocat sait ou croit raisonnablement que son client y a droit, à moins que les circonstances indiquent que son client a refusé l'aide juridique ou qu'il n'en a pas besoin.

[4] **Droit de refuser ses services** – Un avocat peut refuser ses services (à moins d'être désigné d'office), mais il prend cette décision prudemment s'il risque ainsi d'empêcher une personne d'être conseillée ou représentée. D'une façon générale, il ne refuse pas ses services au seul motif que la personne qui le sollicite ou que la cause qu'elle défend est impopulaire ou de notoriété publique, que des intérêts puissants ou des accusations d'inconduite ou de méfait sont en cause, ni encore qu'il s'est fait une opinion sur la culpabilité de l'accusé ou de l'accusée. L'avocat qui refuse ses services à un client ou à une cliente l'aide à trouver une ou un titulaire de permis compétent qui puisse s'en occuper. Lorsqu'il aide le client à se trouver un autre avocat ou un autre titulaire de permis, l'avocat le fait de bonne grâce et gratuitement, sauf si la règle 3.6-6 permet le versement d'honoraires de renvoi.

[Modifié – octobre 2014]

Restrictions

4.1-2 Lorsqu'il offre ses services juridiques, l'avocat doit éviter tout moyen qui :

- a) est faux ou trompeur;

- b) constitue de la coercition, de la contrainte ou du harcèlement;
- c) exploite une personne qui est vulnérable ou qui n'a pas encore eu le temps de se remettre d'une expérience traumatisante;
- d) vise à convaincre une personne qui a retenu les services d'un autre avocat dans une affaire donnée de changer d'avocat pour cette affaire, sauf si le changement est amorcé par la personne ou l'autre avocat;
- e) jette par ailleurs le discrédit sur la profession ou sur l'administration de la justice.

Commentaire

[1] Une personne vulnérable ou qui a vécu une expérience traumatisante et ne s'en est pas encore remise peut fort bien avoir besoin de l'aide professionnelle d'un avocat. La présente règle n'empêche pas ce dernier d'offrir son aide à une telle personne. Un avocat peut offrir son aide à une personne si un proche parent ou un ami personnel de la personne communique avec l'avocat à cette fin. L'avocat peut également offrir son aide à une personne avec qui il a un lien de parenté ou entretient une étroite relation professionnelle. La règle interdit à l'avocat d'avoir recours à des moyens inacceptables, abusifs ou autres qui jettent le discrédit sur la profession ou sur l'administration de la justice.

[Modifié – octobre 2014]

ARTICLE 4.2 MARKETING

Marketing des services professionnels

4.2-0 Dans la présente règle, « marketing » comprend les publicités et d'autres communications de même type sous diverses formes ainsi que le nom des cabinets (y compris la raison sociale commerciale), le papier à en-tête, les cartes professionnelles et les logos.

4.2-1 Un avocat peut faire le marketing de ses services juridiques si la publicité :

- a) est manifestement vraie, précise et vérifiable;
- b) n'est ni trompeuse ni déroutante, et qu'elle ne risque pas de tromper ou de dérouter;
- c) est conforme à l'intérêt public et à une norme élevée de professionnalisme.

Commentaire

[1] Voici des exemples de marketing qui peut contrevenir à cette règle :

- a) annoncer un montant d'argent recouvré pour un client ou son succès dans d'anciennes causes, à moins que cette annonce soit accompagnée d'une déclaration indiquant que ces résultats ne sont pas nécessairement révélateurs de résultats futurs et que la somme recouvrée et tout autre résultat de litiges varieront selon la cause;
- b) se vanter d'offrir des services de qualité supérieure aux autres avocats;
- c) élever les attentes de façon injustifiable;
- d) suggérer que l'avocat a un tempérament combatif;
- e) se montrer méprisant envers des personnes, groupes, organisations ou établissements;
- f) tirer profit d'une personne vulnérable ou d'un groupe vulnérable;
- g) se servir de témoignages ou de promotions qui font appel aux émotions.

Publicité des honoraires

4.2-2 L'avocat peut annoncer ses honoraires pour des services juridiques aux conditions suivantes :

- a) l'annonce des honoraires indique exactement les services compris pour chaque prix indiqué;
- b) l'annonce des honoraires indique si d'autres montants, tels que les débours et les taxes, sont facturés en sus;
- c) l'avocat s'en tient strictement aux frais annoncés dans toutes les circonstances applicables.

[Modifié – octobre 2014]

**ARTICLE 4.3 LA PUBLICITÉ DE LA NATURE DES ACTIVITÉS
PROFESSIONNELLES**

Spécialiste agréé

4.3-1 Un avocat ne doit pas annoncer sa spécialité dans un domaine particulier à moins d'avoir été agréé comme spécialiste dans ce domaine par le Barreau.

[Modifié – octobre 2014]

Commentaire

[1] La publicité de l'avocat peut être conçue pour que les renseignements qui y sont donnés aident la clientèle potentielle à choisir un avocat qui possède les compétences et les connaissances appropriées pour une cause en particulier.

[2] Le paragraphe 20(1) du Règlement administratif n° 15 du Barreau sur les spécialistes agréés prévoit que les avocats qui ne sont pas des spécialistes agréés ne doivent pas utiliser de titre qui laisserait raisonnablement entendre qu'ils le sont.

[3] Dans le cas où un cabinet offre des services dans plus d'un ressort, dont certains certifient ou reconnaissent les spécialisations, une annonce publicitaire par ce cabinet qui désigne un de ses membres comme spécialiste, dans un médium circulant en même temps dans d'autres ressorts et dans le ressort accordant l'agrément, n'enfreint pas cette règle si l'autorité de certification ou l'organisation est nommée.

[4] L'avocat peut annoncer des domaines de pratique, y compris les domaines qu'il préfère ou ceux auxquels sa pratique est limitée. Une annonce peut aussi contenir une description de l'excellence ou de l'expérience d'un avocat ou d'un cabinet dans un domaine de droit. Dans tous les cas, les représentations doivent être précises (autrement dit, manifestement vraies) et ne doivent pas être trompeuses.

Chapitre 5 Les rapports avec l'administration de la justice

ARTICLE 5.1 LA REPRÉSENTATION EN JUSTICE

Représentation en justice

5.1-1 L'avocate ou l'avocat représente son client ou sa cliente avec fermeté et dignité, dans le respect des lois en vigueur, tout en maintenant à l'égard du tribunal une attitude franche, droite, courtoise et respectueuse.

Commentaire

[1] Rôle dans une procédure contradictoire – Lors d'une procédure contradictoire, l'avocat a le devoir de soulever résolument tous les points, de faire valoir tous les arguments et de poser toutes les questions, si déplaisantes soient-elles, qu'il estime favorables à la cause de son client. Il doit aussi chercher à utiliser tous les recours et moyens de défense autorisés par la loi qui sont à l'avantage de son client. Il s'acquitte de cette obligation par des moyens droits et honorables, sans illégalité, d'une manière compatible avec ses obligations de franchise, de droiture, de courtoisie et de respect à l'égard du tribunal et de façon à promouvoir le droit des parties à une audition équitable qui permette que justice soit faite. Le maintien de la dignité, de l'étiquette et de la courtoisie dans la salle d'audience n'est pas qu'une simple formalité puisque la protection des droits passe par le maintien de l'ordre.

[2] La présente règle a une portée générale : elle vaut non seulement devant les tribunaux judiciaires, mais aussi devant les commissions, tribunaux administratifs, arbitres, médiateurs et autres organismes de règlement de différends, quelles que soient leurs fonctions ou la nature plus ou moins formelle de leurs procédures.

[3] Le rôle de l'avocat l'oblige forcément à prendre parti ouvertement. En conséquence, il n'est pas tenu (sauf dispositions exceptionnelles de la loi ou du présent *Code* et du devoir de l'avocat de la poursuite, traité ci-dessous) d'aider son adversaire ni de faire valoir des points qui pourraient nuire à son client.

[4] Dans les procédures contradictoires qui auront vraisemblablement un effet sur la santé, le bien-être ou la sécurité d'un enfant, l'avocat conseille au client de tenir compte des intérêts de ce dernier, si cela peut se faire sans nuire aux intérêts légitimes du client.

[5] L'avocat se retient d'exprimer son opinion personnelle sur le bien-fondé de la cause du client qu'il représente devant une cour ou un tribunal.

[6] Lorsque les intérêts adverses ne sont pas représentés, par exemple dans les causes ex parte ou non contestées, ou si la présentation de la preuve et l'argumentation propres au système contradictoire ne peuvent avoir lieu intégralement, l'avocat présente la cause de son client de façon aussi précise, franche et complète que possible de façon à ne pas induire le tribunal en erreur.

[7] L'avocat ne devrait jamais renoncer aux droits du client, tels qu'ils sont reconnus par la loi, ou abandonner ces droits, notamment des moyens de défense possibles en vertu d'un délai de prescription, sans le consentement éclairé du client.

[8] Lors d'une instance civile, l'avocat devrait éviter de soulever des objections frivoles et vexatoires ou de tenter de tirer profit d'étourderies ou d'oublis n'ayant aucune incidence sur le fond de l'affaire ou encore d'une tactique purement dilatoire ou ayant comme seul effet de harceler la partie adverse. Il devrait également dissuader son client d'agir ainsi. De telles façons d'agir pourraient en effet jeter le discrédit sur l'administration de la justice et la profession juridique.

[9] Devoir de l'avocat de la défense – L'avocat de la défense cherche dans la mesure du possible à empêcher la condamnation de son client, si ce n'est par un tribunal compétent et sur la foi de preuves légales établissant suffisamment la culpabilité de l'accusé relativement aux accusations qui pèsent contre lui. En conséquence, et quelle que soit son opinion personnelle sur la crédibilité des témoignages ou le fond même de l'affaire, l'avocat de la défense peut, sans déroger, se servir de toute preuve et de tout moyen de défense, notamment de pure forme, pourvu qu'ils ne soient pas manifestement faux ou frauduleux.

[10] L'accusé doit être averti que les aveux qu'il fait à son avocat peuvent imposer des limites à la conduite de sa défense. Ainsi, s'il est clair, à la suite de tels aveux, que les éléments matériels et psychologiques constitutifs de l'infraction sont présents, l'avocat convaincu de la sincérité et de la nature volontaire des aveux peut contester la compétence du tribunal, le libellé de l'acte d'accusation ou encore la recevabilité ou la suffisance de la preuve; il ne peut, cependant, suggérer qu'une autre personne a commis l'infraction ni produire une preuve qu'il sait être mensongère, vu les aveux de son client. L'avocat ne peut davantage bâtir une défense incompatible avec les aveux de son client, par exemple en présentant une preuve d'alibi visant à démontrer que l'accusé ne peut pas avoir commis ou n'a effectivement pas commis l'acte qu'on lui reproche. Les aveux du client à son avocat empêchent également celui-ci d'attaquer librement la preuve de la poursuite. Certes, l'avocat est en droit de vérifier les dépositions de chaque témoin de l'accusation et de prétendre que la preuve n'est pas suffisante pour établir la culpabilité de l'accusé, mais il ne doit pas aller plus loin.

[Modifié – octobre 2014]

5.1-2 L'avocat qui représente un client ne doit pas faire ce qui suit :

- a) recourir abusivement au tribunal en introduisant et en poursuivant des instances qui, bien qu'autorisées par la loi, ne sont manifestement motivées que par la malveillance de son client, dans l'unique dessein de nuire à l'autre partie;
- b) laisser délibérément son client agir de façon malhonnête ou déshonorante ou l'aider à le faire;
- c) comparaître devant des officiers de justice avec qui l'avocat, les professionnels salariés de son cabinet ou son client ont, sur le plan professionnel ou personnel, des liens de nature à donner lieu, même en apparence, à des pressions, des influences ou des tentations qui risqueraient de mettre en cause l'impartialité des officiers de justice, à moins que toutes les parties y consentent et que ce soit dans l'intérêt de la justice;
- d) tenter ou laisser qui que ce soit tenter d'influencer, directement ou indirectement, l'attitude ou la décision du tribunal ou de l'un de ses officiers, autrement qu'en plaçant ouvertement la cause de son client;
- e) chercher délibérément à tromper le tribunal ou à influencer le cours de la justice en présentant de faux témoignages, en déformant les faits ou le droit, en se servant d'affidavits faux ou trompeurs, en commettant des réticences ou, de façon générale, en prêtant son concours à une conduite frauduleuse, criminelle ou illégale;
- f) déformer délibérément le contenu d'un document, les déclarations des témoins, la teneur d'une plaidoirie, les dispositions d'une loi ou d'une source juridique équivalente;
- g) faire délibérément une affirmation qui ne peut raisonnablement être établie par la preuve ou dont la recevabilité doit d'abord être établie;
- h) faire des suggestions à un témoin sans se soucier des conséquences ou en sachant qu'elles sont fausses;
- i) délibérément s'abstenir d'informer un tribunal d'un précédent que l'avocat considère comme étant directement pertinent et qui n'a pas été mentionné par une autre partie;
- j) dissuader indûment un témoin de témoigner ou lui conseiller d'être absent;
- k) sciemment laisser un témoin ou une partie se présenter de manière fausse ou trompeuse ou usurper l'identité d'une autre personne;
- l) sciemment déformer la position du client à l'égard du litige ou des questions à trancher dans le litige;
- m) malmener, intimider ou harceler des témoins sans nécessité;

- n) tenter, dans le cadre de la représentation d'une plaignante ou d'un plaignant réel ou éventuel, de tirer un avantage pour ce dernier en menaçant de porter une accusation criminelle ou en offrant de chercher à faire retirer une telle accusation;
- o) incommoder des témoins sans nécessité;
- p) se présenter devant un tribunal judiciaire ou administratif sous l'effet de l'alcool ou de drogues.

[Modifié – octobre 2014]

Commentaire

[1] Lors d'une instance civile, un avocat est tenu de ne pas induire le tribunal en erreur en ce qui concerne la position du client dans une procédure contradictoire. Par conséquent, si un avocat représente une partie au litige qui a conclu une entente ou pris part à une entente conclue avant ou durant le procès en vertu de laquelle une ou plusieurs des parties garantissent réparation au demandeur, nonobstant le jugement de la cour, il devrait immédiatement informer la cour et toutes les parties à l'instance de l'existence et des dispositions de l'entente.

[2] L'avocat qui représente un accusé réel ou éventuel peut communiquer avec le plaignant réel ou éventuel, par exemple, pour obtenir des faits, pour négocier une restitution ou les excuses de l'accusé, ou pour défendre ou négocier les demandes civiles qui opposent l'accusé et le plaignant. Toutefois, il doit veiller à ne pas tirer un avantage injuste ou inconvenant de la situation si le plaignant réel ou éventuel est vulnérable. Si le plaignant n'est pas représenté, l'avocat doit respecter les règles visant de telles personnes et expliquer clairement qu'il agit exclusivement dans l'intérêt de l'accusé réel ou éventuel. Il est prudent de ne communiquer avec un plaignant réel ou éventuel non représenté qu'en présence d'un témoin.

[3] Menacer d'entamer une poursuite ou proposer de tenter de faire retirer une accusation au criminel dans le but d'en tirer un avantage constitue un abus de procédure judiciaire. Voir également les règles 3.2-5 et 3.2-5.1 ainsi que les commentaires qui les accompagnent.

[4] Lorsqu'il interroge un témoin, un avocat peut soulever toute hypothèse qu'il avance honnêtement sur la foi d'inférences raisonnables, de son expérience et de son intuition.

[Modifié – octobre 2014]

Devoir de l'avocat de la poursuite

5.1-3 L'avocat de la poursuite agit au nom du public et de l'administration de la justice avec fermeté et dignité, dans le respect des lois en vigueur, tout en maintenant à l'égard du tribunal une attitude franche, droite, courtoise et respectueuse.

Commentaire

[1] L'avocat de la poursuite ne recherche pas avant tout une condamnation, mais veille à ce que justice soit faite au moyen d'un procès impartial sur le fond. L'avocat de la poursuite occupe des fonctions publiques assorties de larges pouvoirs discrétionnaires et agit avec équité et sans parti pris. Il ne doit rien faire qui tende à empêcher l'accusé d'être représenté ou de communiquer avec un avocat. L'avocat de la poursuite révèle en temps utile à l'accusé et à son avocat (ou au tribunal en cas de non-représentation), dans la mesure exigée par la loi et les usages de la pratique, les faits et les témoins pertinents et connus, qu'ils soient favorables ou non à l'accusé.

Obligations lors des enquêtes préalables

5.1-3.1 Lorsque les règles du tribunal exigent que les parties produisent des documents ou participent à un interrogatoire préalable, l'avocat qui représente un client fait ce qui suit :

- a) il lui explique :
 - (i) d'une part, la nécessité de faire une divulgation complète de tous les documents concernant le litige;
 - (ii) d'autre part, son obligation de répondre, du mieux qu'il le peut en fonction de ses connaissances, des renseignements à sa disposition et de ce qu'il croit, à toute question convenable concernant toute question en litige ou placée dans le champ de l'interrogatoire par les règles de pratique ou celles du tribunal;
- b) il l'aide à s'acquitter de ses obligations en matière de divulgation complète;
- c) il ne doit pas faire des demandes frivoles de documents, ni poser des questions frivoles à l'interrogatoire préalable.

Divulgation des erreurs et des omissions

5.1-4 L'avocat qui découvre qu'il a, sans le vouloir, commis un acte ou une omission qui, eût-il agi en connaissance de cause, aurait constitué un manquement aux règles énoncées à l'article 5.1, est tenu, sous réserve des règles énoncées à l'article 3.3 (Secret professionnel), d'en avertir le tribunal et de prendre toutes les mesures voulues, eu égard aux circonstances, pour rectifier l'erreur ou l'omission.

Commentaire

[1] L'avocat à qui son client demande d'accomplir un acte qui contrevient aux règles énoncées à l'article 5.1 lui oppose un refus et prend les mesures voulues pour empêcher la réalisation de cet acte. S'il n'y parvient pas, il se retire ou demande l'autorisation de le faire, sous réserve des règles énoncées à l'article 3.7 (Retrait de l'avocat).

Courtoisie

5.1-5 L'avocat fait preuve de courtoisie, de civilité et de bonne foi envers le tribunal et toutes les personnes avec qui il entre en contact.

[Modifié – octobre 2014]

Commentaire

[1] L'outrage au tribunal se distingue de la violation de l'obligation professionnelle dans ce contexte et un comportement grossier, provocateur ou perturbateur adopté de façon soutenue par un avocat pourrait constituer un manquement professionnel même si ce comportement n'est pas puni en tant qu'outrage au tribunal.

[Modifié – octobre 2014]

Engagements

5.1-6 Un avocat doit rigoureusement et scrupuleusement respecter tous les engagements qu'il prend, ainsi que toutes les conditions fiduciaires qu'il accepte au cours d'une instance.

[Modifié – juin 2009]

Commentaire

[0.1] Sauf réserves expresses, l'avocat est personnellement responsable de l'exécution de l'engagement.

[1] Un avocat doit se laisser guider par les dispositions de la règle 7.2-11 (Engagements et conditions fiduciaires).

Entente sur un plaidoyer de culpabilité

5.1-7 Avant ou après qu'une accusation soit portée, l'avocat d'un accusé réel ou éventuel peut légitimement discuter d'un règlement possible avec la poursuite, sauf si le client lui donne des instructions contraires.

5.1-8 L'avocat qui représente un accusé réel ou éventuel peut conclure avec le procureur une entente sur un plaidoyer de culpabilité si, après enquête :

- a) l'avocat explique à son client les probabilités d'un acquittement ou d'une déclaration de culpabilité;
- b) l'avocat avertit son client de toutes les conséquences éventuelles d'un plaidoyer de culpabilité et, en particulier, du pouvoir en matière de sentence et du pouvoir discrétionnaire du tribunal, y compris le fait que l'entente ne le lie pas;
- c) le client est disposé à admettre les éléments matériels et psychologiques de l'infraction;
- d) le client lui demande volontairement de conclure une entente sur un plaidoyer de culpabilité.

[Modifié – octobre 2014]

Commentaire

[1] Une entente ne doit pas être conclue pour des raisons d'opportunisme et ainsi compromettre l'administration de la justice et l'intérêt du public.

ARTICLE 5.2 LE TÉMOIGNAGE DE L'AVOCAT

Dépôt de preuve

5.2-1 Un avocat qui agit à titre d'avocat ne doit pas témoigner ou déposer sa propre preuve par affidavit devant le tribunal à moins :

- a) qu'il soit autorisé à le faire par la loi, le tribunal, les règlements du tribunal ou les règles de procédure
- b) qu'il s'agisse d'une affaire purement formelle ou non controversée.

[Modifié – octobre 2014]

Commentaire

[1] L'avocat ne doit pas non plus exprimer son opinion personnelle ni faire valoir un point qui demeure à prouver, peut faire l'objet d'un contre-interrogatoire ou être contesté. L'avocat ne doit pas se conduire en témoin non assermenté ni mettre sa propre crédibilité en jeu. D'un autre côté, si son témoignage est absolument nécessaire, il doit témoigner et confier la conduite du procès à un ou à une de ses collègues. Rien ne l'empêche par ailleurs de procéder au contre-interrogatoire d'un de ses collègues. Cependant, l'avocat qui témoigne ne saurait s'attendre à bénéficier d'un traitement de faveur du fait de sa profession.

Appels

5.2-2 L'avocat qui témoigne dans une instance ne doit représenter aucune des parties de l'appel interjeté de la décision rendue dans l'instance à moins que son témoignage soit de nature purement formelle ou non controversée.

[Modifié – octobre 2014]

ARTICLE 5.3 INTERROGER LES TÉMOINS

Interroger les témoins

5.3-1 Sous réserve des règles sur les communications avec une partie représentée par un avocat, telles qu'elles sont énoncées aux règles 7.2-4 à 7.2-8.2, un avocat peut chercher à obtenir des renseignements de tout témoin éventuel (que ce soit au moyen d'une citation à comparaître ou non), mais doit déclarer ses intérêts et s'assurer de ne pas renverser ou supprimer des éléments de preuve ou inciter le témoin à ne pas coopérer.

[Modifié – novembre 2007]

ARTICLE 5.4 LES COMMUNICATIONS AVEC LES TÉMOINS

Communication avec les témoins

5.4-1 [FOPJC – Règle non utilisée]

5.4-2 Sous réserve des directives du tribunal, l'avocat qui communique avec des témoins observe les lignes directrices suivantes :

- a) au cours de l'interrogatoire principal, l'avocat qui mène l'interrogatoire peut discuter avec le témoin de toute question non encore traitée dans l'interrogatoire;
 - a.1) au cours de l'interrogatoire principal mené par l'autre praticien juridique, celui qui ne procède pas à l'interrogatoire principal peut discuter de la preuve avec le témoin qui n'est pas bien disposé à l'égard de sa cause;
 - a.2) entre l'achèvement de l'interrogatoire principal et le début du contre-interrogatoire du témoin qu'il assigne, l'avocat ne doit pas discuter du témoignage principal ni des questions présentées ou mentionnées au cours de l'interrogatoire principal;
- b) au cours du contre-interrogatoire mené par le praticien juridique de la partie adverse, l'avocat ne doit avoir aucune conversation avec le témoin qu'il assigne en ce qui concerne son témoignage ou une question relative à l'instance;
- c) [FOPJC – Non utilisé];
 - c.1) entre l'achèvement du contre-interrogatoire et le début du réinterrogatoire, l'avocat qui procède au réinterrogatoire du témoin ne doit pas discuter de la preuve qui sera examinée au cours du réinterrogatoire;
 - c.2) au cours du contre-interrogatoire d'un témoin qui n'est pas bien disposé à l'égard de sa cause, l'avocat qui mène le contre-interrogatoire peut discuter avec lui de son témoignage;
 - c.3) au cours du contre-interrogatoire d'un témoin bien disposé à l'égard de sa cause, l'avocat qui mène le contre-interrogatoire doit limiter toute conversation avec lui de la même façon que ses communications avec le témoin qu'il assigne au cours de son interrogatoire principal;
 - c.4) au cours du réinterrogatoire d'un témoin assigné par le praticien juridique de la partie adverse, l'avocat ne doit avoir avec lui aucune communication relative au témoignage qu'il doit rendre au cours du réinterrogatoire, si le témoin est bien disposé à l'égard de sa cause. Il peut toutefois discuter de la preuve avec un témoin qui a des intérêts opposés.

[Modifié – juin 2009]

Commentaire

[0.1] Lorsque se pose la question de savoir si un comportement viole la présente règle, il sera souvent indiqué d'obtenir le consentement du praticien juridique de la partie adverse et la permission du tribunal avant d'entamer des conversations susceptibles d'être jugées irrégulières.

[1] à [6] [FOPJC – Commentaires non utilisés]

[7] La règle s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux interrogatoires hors de la présence du tribunal.

[Modifié – juin 2009]

ARTICLE 5.5 LES RAPPORTS AVEC LES JURÉS

Communication avant le procès

5.5-1 L'avocat qui représente un client ne doit pas, avant le procès, communiquer avec quiconque figure, à sa connaissance, au tableau des jurés du procès, ni le faire faire par qui que ce soit.

Commentaire

[1] L'avocat peut faire enquête sur un juré éventuel à la recherche de motifs de récusation, à condition qu'il ne communique pas directement ni indirectement avec le juré ou avec un membre de sa famille. L'avocat ne doit cependant pas mener d'enquête vexatoire ou importune sur un membre du tableau des jurés ou sur un juré, ni en faire mener une par quiconque, notamment en le soutenant financièrement.

Divulgence de renseignements

5.5-2 À moins que le juge et l'avocat adverse aient préalablement reçu les renseignements, un avocat qui représente un client doit leur divulguer tout renseignement relativement au fait qu'un juré actuel ou éventuel :

- a) a ou peut avoir un intérêt direct ou indirect dans l'issue de la cause;
- b) est connu du juge qui préside l'audience, d'un avocat en présence ou d'une des parties au litige, ou est lié de quelque façon que ce soit à l'un d'eux;
- c) est connu d'une personne qui a comparu comme témoin ou qui risque de l'être, ou est lié de quelque façon que ce soit à une telle personne.

5.5-3 L'avocat doit sans délai révéler au tribunal tout renseignement en sa possession qui, selon lui, révèle l'inconduite d'un membre d'un tableau des jurés ou d'un juré.

[Modifié – octobre 2014]

Communication pendant le procès

5.5-4 Sous réserve de la loi, l'avocat qui représente un client ne doit pas, pendant le procès, communiquer avec les jurés, ni le faire faire par qui que ce soit.

5.5-5 et 5.5-6 [FOPJC – Règles non utilisées]

Commentaire

[1] Les restrictions imposées aux communications avec les jurés réels ou éventuels s'appliquent également aux communications avec les membres de leur famille ou aux enquêtes menées sur ces personnes.

ARTICLE 5.6 L'AVOCAT ET L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Obligation d'inciter au respect de l'administration de la justice

5.6-1 L'avocat s'efforce d'améliorer l'administration de la justice et encourage le public à la respecter.

Commentaire

[1] L'obligation énoncée dans la règle ne se limite pas aux activités professionnelles de l'avocat; c'est une responsabilité d'ordre général, attachée à sa position dans la communauté. Ses responsabilités sont plus grandes que celles du simple citoyen. Il veille à ne pas affaiblir ni détruire la confiance du public envers les institutions ou autorités juridiques en tenant des propos irresponsables. Dans sa vie publique, l'avocat se montre particulièrement prudent à cet égard, car, de par sa profession, on aura tendance à accorder du poids et de la crédibilité à ses déclarations publiques. Mais, pour la même raison, il ne doit pas hésiter à dénoncer une injustice.

[2] L'avocat admis à exercer la profession souscrit, par le fait même, au principe essentiel d'une justice égale pour tous à l'intérieur d'un système accessible, ordonné et impartial. Mais pour que les institutions judiciaires fonctionnent bien, il faut qu'elles commandent le respect du public. L'évolution des sociétés humaines et l'imperfection des institutions sociales exigent des efforts constants pour améliorer l'administration de la justice et entretenir ainsi le respect que le public lui doit.

[3] **Critique des tribunaux** – Tous les citoyens et toutes les citoyennes, y compris les membres de la profession juridique, peuvent légitimement examiner et critiquer les décisions des tribunaux. Mais la loi ou les usages interdisent souvent aux juges et aux membres des tribunaux de se défendre eux-mêmes et ce fait impose des responsabilités particulières à la profession. En premier lieu, les avocats doivent éviter toute critique mesquine, excessive ou dont ils ne sont pas de bonne foi convaincus : il ne faut jamais oublier qu'aux yeux du public, leurs connaissances professionnelles confèrent une importance particulière à leurs jugements ou critiques. En deuxième lieu, si leurs critiques portent sur des instances auxquelles ils ont participé, elles risquent de paraître entachées d'esprit partisan. En troisième lieu, lorsque les tribunaux sont la cible de critiques injustes, les avocats qui participent à l'administration de la justice sont les mieux placés pour se porter à leur défense et doivent effectivement le faire, d'abord parce que les membres des tribunaux ne peuvent pas se défendre eux-mêmes, puis parce qu'ils permettent ainsi au public de mieux comprendre et, par voie de conséquence, de respecter davantage le système judiciaire.

[4] La formation de l'avocat, sa position privilégiée et son expérience lui permettent d'observer le fonctionnement des lois, des institutions juridiques, ainsi que des pouvoirs publics et d'en découvrir les forces et les faiblesses. Il doit donc être le premier instigateur de l'amélioration du système juridique. Ses critiques et ses propositions doivent néanmoins être faites de bonne foi et conformes au bon sens.

Recherche de modifications d'ordre législatif ou administratif

5.6-2 L'avocat qui réclame des modifications d'ordre législatif ou administratif précise s'il agit dans son propre intérêt, dans l'intérêt d'un client ou dans l'intérêt public.

Commentaire

[1] L'avocat peut réclamer des changements au nom d'un client, même s'il n'est pas convaincu de leur bien-fondé, mais s'il prétend agir dans l'intérêt public, il ne préconise que des changements qu'il estime en toute conscience favorables à cet intérêt.

Sécurité des palais de justice

5.6-3 L'avocat qui a des motifs raisonnables de croire qu'une situation dangereuse est susceptible de survenir à un palais de justice en informe les personnes responsables de la sécurité des lieux et leur fournit des renseignements détaillés.

[Modifié – octobre 2014]

Commentaire

[1] L'avocat propose autant que possible des solutions, par exemple a) des mesures de sécurité accrues et b) la mise en délibéré d'une affaire.

[2] L'avocat doit également autant que possible avertir les autres avocats dont on sait qu'ils participent à des instances tenues dans le palais de justice où la situation dangereuse est susceptible de survenir. En plus d'être l'avertissement d'un danger, ce geste permet à ces avocats de proposer des mesures de sécurité qui ne nuisent pas au droit d'un accusé ou d'une partie à un procès équitable.

[3] L'avocat observe les dispositions des règles 3.3-1 à 3.3-6 (Secret professionnel) si la situation met en jeu des renseignements concernant son client.

ARTICLE 5.7 LA MÉDIATION**Rôle du médiateur**

5.7-1 L'avocat qui joue le rôle de médiateur s'assure, dès le début du processus de médiation, que les parties comprennent parfaitement :

- a) d'une part, qu'à ce titre, il se démarque de l'exercice traditionnel du droit et ne représente aucune des parties, mais que, en sa qualité de médiateur, il aide les parties à résoudre les points litigieux;
- b) d'autre part, que les communications faites dans le cours ou en conséquence de la médiation peuvent être protégées par des privilèges de common law, mais non par le secret professionnel de l'avocat.

Commentaire

[1] En sa qualité de médiateur, l'avocat ne donne pas des conseils, mais des renseignements juridiques aux parties au cours de la médiation. Ceci n'empêche pas le médiateur de faire des commentaires sur les conséquences en cas d'échec de la médiation.

[2] En règle générale, ni l'avocat qui agit comme médiateur, ni les associés ou les professionnels salariés de son cabinet ne doivent représenter une partie à la médiation, ni lui donner des conseils juridiques, compte tenu des règles énoncées à l'article 3.4 (Conflits), de ses commentaires et des principes de common law.

[3] En général, l'avocat qui agit comme médiateur incite chaque partie à demander séparément l'avis d'un de ses collègues avant et pendant la médiation, si ce n'est déjà fait.

[4] Lorsque, dans le cadre de la médiation, l'avocat qui agit comme médiateur prépare un projet de contrat à soumettre à l'examen respectif des parties, il les incite expressément à obtenir séparément une représentation juridique indépendante concernant le projet de contrat.

[Modifié – octobre 2014]

Chapitre 6 Les rapports avec les étudiants, employés et autres personnes

ARTICLE 6.1 LA SURVEILLANCE

Obligation d'assurer une surveillance directe

6.1-1 Conformément aux règlements administratifs, l'avocate ou l'avocat

- a) assume intégralement la responsabilité professionnelle des travaux qui lui sont confiés et
- b) surveille directement le personnel et les adjoints auxquels il délègue des tâches et des fonctions particulières.

Commentaire

[1] Le Règlement administratif n° 7.1 régit les circonstances dans lesquelles un avocat peut déléguer certaines tâches et fonctions à un non-juriste dans son cabinet. Lorsqu'un non-juriste a la compétence pour accomplir le travail sous la surveillance de l'avocat, l'avocat peut lui déléguer du travail. L'avocat doit assurer une surveillance directe du travail du non-juriste. L'avocat examine son travail à intervalles suffisamment rapprochés pour en assurer l'exécution adéquate et dans les délais.

[1.1] L'avocat peut autoriser le non-juriste à accomplir, sous la surveillance d'un avocat, les tâches qu'il lui délègue, dans la mesure où l'avocat garde un contact direct avec le client ou la cliente ou, s'il travaille au sein d'une clinique juridique communautaire financée par Aide juridique Ontario, dans la mesure où il assure une surveillance directe du dossier de chaque client, conformément aux exigences de surveillance de cet organisme, et qu'il engage pleinement sa responsabilité professionnelle pour le travail exécuté.

[2] L'avocat qui exerce seul ou assure le fonctionnement d'un cabinet régional ou d'un cabinet à temps partiel fait en sorte que toutes les tâches qui exigent l'habileté et le jugement professionnel d'un avocat sont effectivement accomplies par un avocat compétent et que des personnes non autorisées à exercer ne donnent pas de conseils juridiques, que ce soit en son nom ou autrement.

[3] à [5] [FOPJC – Commentaires non utilisés]

[5.1] L'avocat s'assure que le non-juriste est identifié comme tel lorsqu'il communique oralement ou par écrit avec les clients, les titulaires de permis, les responsables du gouvernement ou le public de façon générale que ce soit dans les bureaux du cabinet ou à l'extérieur.

[5.2] Les exemples suivants, qui ne prétendent pas être exhaustifs, donnent un aperçu des situations où il est permis de déléguer des tâches à des non-juristes, sous réserve d'une surveillance directe.

[5.3] Droit immobilier – L'avocat peut autoriser le non-juriste à traiter toute question d'administration courante, à participer à des opérations plus complexes, à rédiger des états de compte, des documents et de la correspondance habituels, ainsi qu'à s'occuper des enregistrements. L'avocat ne lui délègue pas la responsabilité ultime de réviser le rapport d'une recherche de titre ou d'examiner des documents avant leur signature, ni de réviser et de signer une lettre de réquisition, une opinion sur un titre ou le rapport au client.

[5.4] Pour les opérations immobilières effectuées sur le système d'enregistrement électronique de titres de propriété (« e-reg » MD), seul un avocat peut certifier par sa signature l'intégralité d'un document qui exige des déclarations de conformité à la loi.

[5.5] Droit des sociétés et droit commercial – L'avocat peut autoriser le non-juriste à traiter toute question d'administration courante, à participer à des opérations plus complexes et à rédiger des documents et de la correspondance habituels en matière commerciale et en matière de droit des sociétés et des valeurs mobilières, notamment à dresser des procès-verbaux et à rédiger des documents de sociétés par actions conformément à leurs statuts, à préparer des titres de valeurs mobilières, des documents pour l'inscription de valeurs mobilières, des contrats de toutes sortes, de documents relatifs à la clôture et des états de compte et à procéder au dépôt de documents.

[5.6] Testaments, fiducies et successions – L'avocat peut autoriser le non-juriste à traiter toute question d'administration courante, à participer à des opérations plus complexes, à recueillir de l'information, à rédiger des documents et de la correspondance habituels, à remplir les déclarations de revenus, à calculer ces impôts, à dresser les comptes et les états de compte des exécuteurs testamentaires et à procéder au dépôt de documents.

[Nouveau – novembre 2007]

[6.1-2 à 6.1-4] [FOPJC – Règles non utilisées]

Enregistrement électronique de titres de propriété

6.1-5 Lorsque l'avocat a une disquette personnalisée et codée pour accéder au système d'enregistrement électronique de titres de propriété (« e-reg »^{MD}), il :

- a) ne doit pas autoriser d'autres personnes, y compris les employés non juristes, à utiliser sa disquette;
- b) ne doit pas divulguer son mot de passe personnalisé à d'autres personnes.

6.1-6 Lorsqu'un non-juriste embauché par un avocat a une disquette personnalisée et codée pour accéder au système d'enregistrement électronique de titres de propriété, il doit s'assurer que le non-juriste :

- a) n'autorise pas d'autres personnes à utiliser la disquette;
- b) ne divulgue pas son mot de passe personnalisé à d'autres personnes.

Commentaire

[1] La mise en œuvre d'un système visant l'enregistrement électronique de titres de propriété en Ontario impose des responsabilités particulières aux avocats et à toute autre personne qui utilise le système. Toute personne qui travaille dans un cabinet d'avocats et qui a accès au système électronique (« e-reg » MD) doit avoir une disquette personnalisée et codée et un mot de passe personnalisé. L'intégrité et la sécurité du système sont assurées, en partie, en conservant un registre des utilisateurs pour toute opération. En outre, le système permet uniquement aux avocats autorisés à exercer le droit de faire certaines déclarations prescrites. Seuls les avocats en règle peuvent faire des déclarations de conformité à la loi sans enregistrer des documents à l'appui. Seuls les avocats autorisés à exercer le droit peuvent approuver des documents électroniques qui contiennent ces déclarations. Il est donc important que les avocats assurent la sécurité et l'utilisation exclusive de la disquette personnalisée et codée pour accéder au système et du mot de passe au système électronique de dépôt des titres. Dans un cabinet spécialisé en droit immobilier où un avocat peut déléguer des tâches à un non-juriste qui a une disquette personnalisée et codée et un mot de passe personnalisé, l'avocat doit veiller à ce que le non-juriste comprenne l'importance d'assurer la sécurité de la disquette personnalisée et codée et du mot de passe.

[2] Dans les opérations de droit immobilier utilisant le système électronique (« e-reg » MD), l'avocat qui approuve l'enregistrement électronique de titres de propriété par un non-juriste est responsable du contenu de tout document qui contient la signature électronique du non-juriste.

[Modifié – novembre 2007]

Assurance de titre

6.1-6.1 Un avocat ne permet pas à un non-avocat :

- a) de donner des conseils au client à l'égard de toute assurance, y compris l'assurance de titre, sans surveillance;
- b) de présenter des options d'assurance ou des renseignements sur les primes au client sans surveillance;
- c) de recommander un produit d'assurance plutôt qu'un autre sans surveillance;
- d) de donner des opinions juridiques à l'égard de la couverture d'assurance obtenue.

[En vigueur le 31 mars 2008]

Signature de document E-Reg MD

6.1-6.2 Un avocat qui signe un document par voie électronique à l'aide d'e-reg MD en assume l'entière responsabilité.

[Nouveau – 31 mars 2008, Modifié – octobre 2014]

ARTICLE 6.2 LES ÉTUDIANTS

Procédures de recrutement et d'embauche

6.2-1 L'avocat est tenu de respecter les directives du Barreau concernant le recrutement des stagiaires ainsi que l'emploi d'étudiants durant l'été.

Obligations des responsables de stage

6.2-2 L'avocat qui fait office de responsable de stage offre au ou à la stagiaire une formation valable qui lui permet de se familiariser avec le travail et d'y participer activement afin d'acquérir une connaissance et une expérience pratiques du droit, ainsi qu'une bonne compréhension des usages et de la déontologie propres à la profession juridique.

Commentaire

[1] Le responsable de stage ou l'avocat qui encadre le stagiaire est responsable des actes de l'étudiant qui agit sous sa surveillance.

[Modifié – octobre 2014]

Obligations des stagiaires

6.2-3 Le stagiaire est tenu d'agir de bonne foi dans l'exécution de ses obligations et de ses engagements en qualité de stagiaire.

ARTICLE 6.3 LE HARCÈLEMENT SEXUEL

Définition

6.3-0 Dans les règles 6.3-1 et 6.3-3, le harcèlement sexuel s'entend d'un incident ou d'une série d'incidents comportant des avances sexuelles importunes, des demandes de faveurs sexuelles ou d'autres gestes ou remarques de nature sexuelle, dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- a) on peut raisonnablement s'attendre que ces gestes ou remarques causeront de l'insécurité, de la gêne, de l'humiliation ou des vexations à une autre personne ou à un groupe;
- b) la soumission à ces gestes ou remarques est implicitement ou explicitement présentée comme une condition à la prestation de services professionnels;
- c) la soumission à ces gestes ou remarques est implicitement ou explicitement présentée comme une condition d'emploi;
- d) L'acceptation ou le rejet de ces gestes ou remarques sert à fonder une décision reliée à l'emploi (notamment en matière de promotion, d'augmentation de salaire, de sécurité d'emploi ou d'avantages touchant l'employé);
- e) ces gestes ou remarques ont pour but ou pour effet de nuire au rendement d'une personne ou de créer un cadre de travail intimidant, hostile ou offensant.

Commentaire

[1] Les types de comportement qui constituent du harcèlement sexuel comprennent notamment

- a) les plaisanteries sexistes embarrassantes ou blessantes ou manifestement de nature embarrassante ou blessante;

[Modifié – janvier 2009]

- b) les regards concupiscent;
- c) L'affichage de matériel érotique choquant;
- d) la description d'une personne en termes dégradants à caractère sexuel;
- e) les remarques désobligeantes ou avilissantes adressées aux personnes d'un sexe donné ou d'une orientation sexuelle donnée;
- f) les gestes ou propos obscènes ou suggestifs;
- g) les questions ou commentaires importuns sur la sexualité d'une personne;

- h) les flirts offensants et les avances et propositions sexuelles;
- i) les attentions et contacts persistants et non désirés après la fin d'une relation amoureuse;
- j) les demandes de faveurs sexuelles;
- k) les attouchements importuns;
- l) les menaces ou insultes verbales;
- m) les agressions sexuelles.

[2] Le harcèlement sexuel peut être le fait de l'homme ou de la femme, envers des personnes du sexe opposé ou du même sexe.

6.3-1 à 6.3-2 [FOPJC – Règles non utilisées]

Interdiction du harcèlement sexuel

6.3-3 L'avocat ne doit pas faire subir de harcèlement sexuel à un collègue, à un membre de son personnel, à un client ni à qui que ce soit.

6.3-4 et 6.3-5 [FOPJC – Règles non utilisées]

ARTICLE 6.3.1 LA DISCRIMINATION

Responsabilité particulière de l'avocat

6.3.1-1 L'avocat a une responsabilité particulière quant au respect des lois portant sur les droits de la personne en vigueur en Ontario et, plus précisément, quant au devoir d'éviter la discrimination fondée sur la race, l'ascendance, le lieu d'origine, la couleur, l'origine ethnique, la citoyenneté, la croyance, le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, l'expression de l'identité sexuelle, l'âge, l'existence d'un casier judiciaire (au sens du *Code des droits de la personne* de l'Ontario), l'état matrimonial, l'état familial ou un handicap, dans le contexte de l'emploi d'avocats, de stagiaires ou de toute autre personne et dans ses relations professionnelles avec d'autres titulaires de permis ou toute autre personne.

[Modifié – juin 2007, octobre 2014]

Commentaire

[1] Le Barreau reconnaît la diversité de la population ontarienne desservie par les avocats et il s'attend que ces derniers respectent la dignité et la valeur de toutes les personnes et leur assurent un traitement égal, sans discrimination.

[2] La présente règle expose le rôle particulier qui revient à la profession juridique dans la protection de la dignité de la personne et la reconnaissance de la diversité de la population ontarienne.

[3] La Règle 6.3.1 s'interprète conformément aux dispositions du *Code des droits de la personne* de l'Ontario et à la jurisprudence connexe.

[4] Le *Code des droits de la personne* de l'Ontario définit un certain nombre de motifs de discrimination énumérés à la règle 6.3.1.

[5] « Âge » s'entend de dix-huit ans ou plus.

[Modifié - janvier 2009]

[6] Le terme « handicap », qui reçoit une définition large à l'article 10 du *Code*, recouvre toute incapacité physique ou mentale.

[Modifié - janvier 2009]

[7] L'état familial est défini comme le fait de se trouver dans une relation parent-enfant.

[8] L'état matrimonial est défini comme le fait d'être marié, célibataire, veuf, divorcé ou séparé. Est également compris le fait de vivre avec une personne dans une union conjugale hors du mariage.

[Modifié - janvier 2009]

[9] Le terme « casier judiciaire » est défini de sorte qu'un employeur éventuel ne peut faire subir de discrimination en fonction d'une infraction qui a fait l'objet d'un pardon en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada) qui n'a pas été révoqué, ou d'infractions à une loi provinciale.

[10] Le droit à un traitement égal sans discrimination fondée sur le sexe inclut le droit à un traitement égal sans discrimination fondée sur le fait qu'une femme est enceinte ou peut le devenir.

[11] Le terme « discrimination » n'est défini dans aucune loi. Toutefois, la jurisprudence de la Cour suprême du Canada assimile la discrimination à ce qui suit :

a) la différenciation pour des motifs illicites qui crée un désavantage; par exemple, le refus d'embaucher des personnes d'une certaine race, croyance ou orientation sexuelle, ou d'un sexe donné;

[Modifié - janvier 2009]

b) la discrimination indirecte : des actes ou des politiques qui, ne se voulant pas discriminatoires, ont un effet préjudiciable qui l'est. Si l'application d'une règle apparemment « neutre » a un effet préjudiciable sur un groupe visé par la règle 6.3.1, il existe une obligation d'accommodement. Par exemple, s'il peut paraître raisonnable d'exiger le permis de conduire pour que les stagiaires puissent se déplacer pour des raisons professionnelles, cette exigence ne devrait être imposée que si le fait de conduire un véhicule est essentiel au poste. Cette exigence peut avoir pour effet d'exclure ceux et celles qu'un handicap empêche d'obtenir un tel permis.

[Modifié - janvier 2009]

[12] En Ontario, la législation sur les droits de la personne assimile à de la discrimination les gestes ou la conduite qui, ne se voulant pas discriminatoires, ont néanmoins un effet préjudiciable pour une personne ou un groupe de personnes pour des motifs illicites. Le *Code des droits de la personne* impose l'obligation d'accommoder les personnes ou les groupes visés à moins qu'il n'en résulte une contrainte excessive.

[13] L'avocat doit prendre des précautions raisonnables pour empêcher un membre de son personnel ou un de ses mandataires qui se trouve sous sa direction ou son contrôle d'exercer de la discrimination ou pour la faire cesser.

[14] Ne constituent pas de la discrimination au sens des lois ontariennes les programmes destinés à pallier un désavantage subi par des personnes ou des groupes de personnes pour les motifs énoncés dans le *Code des droits de la personne*.

[15] En plus d'interdire la discrimination, la règle 6.3.1 interdit le harcèlement fondé sur la race, l'ascendance, le lieu d'origine, la couleur, l'origine ethnique, la citoyenneté, la croyance, le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, l'expression de l'identité sexuelle, l'âge, l'existence d'un casier judiciaire, l'état matrimonial, l'état familial ou un handicap. Le harcèlement est également interdit, qu'il soit le fait de supérieurs hiérarchiques, d'autres avocats ou de collègues de travail.

[Modifié - janvier 2009, octobre 2014]

[16] Le harcèlement s'entend du « fait pour une personne de faire des remarques ou des gestes vexatoires lorsqu'elle sait ou devrait raisonnablement savoir que ces remarques ou ces gestes sont importuns » pour des motifs énumérés à la règle 6.3.1. Faire régulièrement des plaisanteries raciales ou religieuses à l'adresse de la même personne constitue, par exemple, du harcèlement.

Services

6.3.1-2 L'avocat veille à ce que personne ne se voit refuser des services ni offrir des services de qualité inférieure pour des motifs visés par la présente règle.

Pratiques en matière d'emploi

6.3.1-3 L'avocat fait en sorte que ses pratiques en matière d'emploi ne contreviennent pas aux règles 6.3.1-1 et 6.3.1-2.

Commentaire

[1] La discrimination en matière d'emploi ou de prestation de services enfreint non seulement les normes professionnelles, mais également le *Code des droits de la personne* de l'Ontario et les lois connexes sur l'équité.

[2] Les annonces d'emploi doivent éviter de décrire les qualités requises à l'aide de motifs illicites de discrimination. Toutefois, lorsqu'une exception prévue par le *Code des droits de la personne* autorise un motif de discrimination particulier, il est possible de poser à l'entrevue des questions s'y rapportant. Par exemple, si un employeur a pour politique de ne pas embaucher des membres de la famille de ses employés, il peut leur poser des questions sur leurs liens de parenté (conjoint, enfant, etc.) avec le personnel actuel. Par contre, il faut éviter soigneusement toute question sur l'état matrimonial, puisqu'il n'a rien à voir avec le poste proprement dit.

[Modifié - janvier 2009]

[3] L'employeur doit réfléchir aux effets des règles en apparement « neutres ». Certaines règles d'application générale empêchent ou rendent beaucoup plus difficile l'emploi de certaines personnes en raison de leur sexe, croyance, origine ethnique, état matrimonial ou familial ou d'un handicap. Par exemple, le cabinet peut s'être doté d'un code vestimentaire explicite ou implicite qu'il faudra revoir s'il n'admet pas déjà le port d'un couvre-chef pour des motifs religieux. Le maintien d'une règle qui a un effet discriminatoire contrevient à la règle 6.3.1 si sa modification ou son abolition n'entraîne pas une contrainte excessive.

[4] L'employeur est tenu de tenir compte des besoins de la candidate ou du candidat qui ne peut, en raison d'une caractéristique personnelle énumérée dans le *Code des droits de la personne*, remplir l'une des conditions d'emploi essentielles. Il ne peut refuser d'embaucher un candidat qu'après s'être acquitté de l'obligation d'accommodement et si ce dernier ne peut toujours pas remplir les conditions essentielles de l'emploi. Il peut envisager un éventail de mesures. L'accommodement est réputé raisonnable tant qu'il n'entraîne pas de contrainte excessive.

[5] La Cour suprême du Canada a confirmé que le critère est l'égalité des résultats et non seulement l'égalité de forme. Si la différence de traitement peut être source d'inégalité, il en est de même de l'application de la même règle à tous et toutes, sans tenir compte de leurs caractéristiques et situations personnelles. L'égalité des résultats nécessite l'adaptation aux différences qui découlent des caractéristiques personnelles énumérées à la règle 6.3.1.

[6] La nature de l'obligation d'accommodement de même que son champ d'application dans un cas donné sont des domaines nouveaux en matière des droits de la personne. Toutefois, les principes suivants sont bien établis.

[7] Si une règle, une exigence ou une attente crée des difficultés à une personne en raison de facteurs liés à des caractéristiques personnelles visées à la règle 6.3.1., il faut examiner la règle, l'exigence ou l'attente pour déterminer si elle est « raisonnable et fondée ». Il faut tenir compte de ce qui suit :

a) Si elle n'est pas imposée de bonne foi et qu'elle n'est pas étroitement et logiquement reliée aux besoins du cabinet, elle doit être supprimée. Il doit exister des preuves objectivement vérifiables qui établissent un lien entre la règle, l'exigence ou l'attente et le fonctionnement de l'entreprise.

b) Si la règle, l'exigence ou l'attente est imposée de bonne foi et qu'elle est étroitement et logiquement reliée aux besoins du cabinet, il importe ensuite de se demander si l'on peut prendre des mesures d'adaptation à l'égard de la personne désavantagée.

[8] L'obligation d'accommodement constitue à la fois une obligation positive et une restriction. La promotion de l'égalité peut entraîner une contrainte, mais l'adoption de mesures d'adaptation ne doit pas créer de contrainte excessive. Si la contrainte qui résulte de l'adoption d'une mesure quelconque est « excessive », il n'est pas nécessaire de la prendre.
[Modifié – octobre 2014]

Chapitre 7 Les rapports avec le Barreau et les autres avocats

ARTICLE 7.1 LES OBLIGATIONS ENVERS LA PROFESSION, LE BARREAU ET LE PUBLIC

Communications du Barreau

7.1-1 Un avocat ou une avocate doit répondre sans délai et sans rien oublier à toute communication provenant du Barreau.

[Modifié – octobre 2014]

Respect des engagements financiers

7.1-2 L’avocat honore les engagements financiers contractés dans l’exercice de sa profession au nom de ses clients sauf si, avant de s’engager, il indique clairement par écrit à la personne à qui des sommes sont dues, qu’il ne le fait pas à titre personnel.

[Modifié – janvier 2009]

Commentaire

[1] Afin de faire honneur à la profession, l’avocat a le devoir, outre ses responsabilités légales, d’honorer les engagements financiers contractés ou assumés au nom de ses clients, sauf s’il indique clairement le contraire à l’avance.

[Modifié – janvier 2009]

[2] Lorsqu’il retient les services d’un professionnel, notamment un expert-conseil ou un expert, l’avocat précise les conditions du mandat par écrit, notamment le montant des honoraires, la nature des services à rendre et la personne redevable du règlement. Si cela lui est raisonnablement possible, il aide les personnes concernées à prendre les mesures nécessaires au règlement des honoraires dont il n’est pas redevable.

[3] En cas de changement d’avocat, l’avocat qui a retenu les services d’un professionnel, notamment un expert-conseil ou un expert, l’informe du changement et lui fournit les nom, adresse, numéro de téléphone, numéro de télécopieur et adresse électronique du nouvel avocat.

Devoir de signaler les manquements

7.1-3 Sauf si cela est illégal ou constitue une atteinte au secret professionnel, l’avocat signale au Barreau ce qui suit :

- a) l'affectation irrégulière ou le détournement de fonds en fiducie;
- b) le délaissement d'un cabinet d'avocats ou de services juridiques;
- c) la participation à une activité criminelle grave liée aux activités professionnelles;
- d) l'instabilité mentale d'un titulaire de permis telle qu'elle risque de causer un préjudice grave à ses clients;
- e) [FOPJC – Non utilisé];
- f) toute autre situation qui risque de nuire gravement aux clients d'un titulaire de permis.

[Modifié – juin 2007, octobre 2014]

Commentaire

[1] Si l'on n'arrête pas à temps le titulaire de permis qui tend à s'écarter des normes de déontologie, ses clients ou d'autres personnes peuvent subir des pertes ou un préjudice. Des manquements en soi peu graves peuvent, à l'examen, révéler des risques futurs de manquements plus sérieux, voire une situation déjà fortement compromise. Il convient donc que l'avocat (sauf obligation au secret ou autre interdiction légale) signale au Barreau toute infraction au présent *Code de déontologie* ou au Code régissant les parajuristes. L'avocat qui se demande s'il convient de signaler des faits devrait, directement ou par l'intermédiaire d'autrui (par exemple, des collègues), demander conseil au Barreau.

[2] La présente règle ne saurait toutefois porter atteinte aux rapports habituels entre l'avocat et son client. Dans tous les cas, le manquement est signalé de bonne foi, sans intention de nuire ni autres motifs inavouables.

[Modifié – juin 2007]

[3] L'inconduite professionnelle provient souvent de troubles émotifs, mentaux ou familiaux ou de la consommation abusive d'alcool ou de drogues. Les avocats aux prises avec de tels problèmes sont encouragés à demander de l'aide le plus tôt possible. Le Barreau soutient Homewood Solutions Humaines (HSH) et des services d'aide de même nature qui offrent du counselling en toute confidentialité aux titulaires de permis. Par conséquent, les avocats qui font office de conseillers entre pairs pour le compte de HSH, du Programme d'aide aux avocats de l'Ontario (OLAP) ou de sociétés offrant des services d'aide de même nature ne seront pas appelés par le Barreau ou ses comités d'enquête à témoigner aux audiences en matière de conduite, de capacité ou de compétence sans avoir préalablement obtenu l'autorisation de l'avocat ayant fourni l'information. Toutefois, ils ont l'obligation morale de signaler au Barreau, dès qu'ils en prennent connaissance, que l'avocat conseillé commet ou risque de commettre un manquement grave ou une activité criminelle grave relativement à ses activités professionnelles. Le Barreau ne peut tolérer un tel comportement, quelles que soient les tentatives de réadaptation de l'avocat.

[Modifié – janvier 2013]

Obligation d’inciter les clients à signaler la conduite malhonnête

7.1-4 Outre tout autre conseil approprié dans les circonstances, l’avocat doit encourager un client qui dépose une réclamation ou porte plainte contre un titulaire de permis apparemment malhonnête à signaler les faits au Barreau dans les meilleurs délais.

[Modifié – octobre 2014]

7.1-4.1 Si le client refuse de signaler au Barreau sa réclamation contre un titulaire de permis apparemment malhonnête, l’avocat l’informe des principes directeurs du Fonds d’indemnisation et obtient des instructions écrites afin de donner suite à la réclamation sans aviser le Barreau.

7.1-4.2 L’avocat renseigne le client sur les dispositions du *Code criminel* traitant de la dissimulation d’un acte criminel aux termes d’une entente en vue d’obtenir une contrepartie valable (article 141).

7.1-4.3 L’avocat cesse d’agir si le client désire conclure, avec l’avocat apparemment malhonnête, une entente de gré à gré qui contrevient à l’article 141 du *Code criminel*.

Obligation de divulguer certaines infractions

7.1-4.4 Si un avocat est accusé d’une infraction décrite dans le Règlement administratif n° 8 du Barreau, il doit informer le Barreau de l’accusation et de sa disposition conformément au règlement administratif.

[Modifié – juin 2007]

Commentaire

[1] Le Règlement administratif n° 8 porte sur la divulgation d’accusations criminelles graves en vertu du *Code criminel* et d’accusations en vertu d’autres lois qui mettent en question l’honnêteté de l’avocat ou qui portent sur son exercice du droit. Cette accusation peut être un signe évident que les clients ont besoin de protection. Le Barreau doit être dans une position pour déterminer ce qu’il doit faire, le cas échéant, dans le cas d’une infraction décrite au Règlement administratif n° 8 et quelle action, s’il en est, doit être entreprise si le titulaire de permis est reconnu coupable.

[Modifié – juin 2007]

ARTICLE 7.2 LES OBLIGATIONS ENVERS LES AUTRES AVOCATS ET LE PUBLIC

Courtoisie et bonne foi

7.2-1 L’avocat fait preuve de courtoisie, de politesse et de bonne foi dans tous ses rapports avec les personnes avec lesquelles il entre en contact dans le cadre de ses activités professionnelles.

Commentaire

[1] L’intérêt public exige que les affaires confiées aux avocats soient traitées avec efficacité et rapidité. Cette exigence sera d’autant mieux remplie que les avocats engagés dans une affaire agissent avec loyauté et courtoisie les uns envers les autres. L’avocat qui agit autrement nuit à son client et toute dérogation à la présente règle compromet gravement l’aptitude des avocats à s’acquitter correctement de leurs tâches.

[2] Les sentiments d’inimitié qui peuvent exister ou surgir entre les clients, particulièrement en cours d’instance, ne doivent jamais influencer le comportement des praticiens juridiques entre eux ou envers les parties en cause. Si les praticiens juridiques engagés dans une affaire entretiennent des sentiments d’animosité, leurs émotions risquent de fausser leur jugement et d’empêcher que l’affaire connaisse une issue satisfaisante. Les observations ou les manœuvres abusives à caractère personnel gênent la bonne marche de la justice et n’ont pas leur place dans notre système juridique.

[3] L’avocat évite de critiquer à la légère la compétence, le comportement, les conseils ou les honoraires des autres praticiens juridiques. En revanche, il lui faut être prêt à conseiller et à représenter le client qui le lui demande relativement à une plainte touchant un autre praticien juridique.

[4] [FOPJC – Paragraphe non utilisé]

[Modifié – juin 2009]

7.2-1.1 L’avocat accède aux demandes raisonnables qui lui sont faites en ce qui concerne la date du procès, les ajournements, la renonciation à certaines formalités et d’autres questions analogues qui ne portent pas préjudice aux droits de son client.

7.2-2 L’avocat évite les pratiques retorses et ne doit pas tirer parti, sans avertissement raisonnable, des étourderies, irrégularités ou erreurs commises par d’autres praticiens juridiques, si elles sont sans rapport avec le fond du litige et ne portent pas atteinte aux droits de son client.

7.2-3 L’avocat ne doit utiliser aucun appareil pour enregistrer une conversation avec des clients ou d’autres praticiens juridiques sans en avoir d’abord prévenu les personnes intéressées, lors même que l’enregistrement serait en soi légal.

[Modifié – juin 2009, octobre 2014]

Communications

7.2-4 L'avocat ne doit pas, dans l'exercice de sa profession, communiquer, notamment par lettre, avec des clients, d'autres praticiens juridiques ni qui que ce soit d'une manière offensante, injurieuse ou qui s'écarte de quelque façon que ce soit de la politesse dont doivent toujours être empreintes ses communications professionnelles.

7.2-5 L'avocat répond dans les meilleurs délais à toutes les lettres et communications qui lui sont adressées par d'autres praticiens juridiques et qui exigent une réponse. Il remplit tous ses engagements de façon ponctuelle.

Communications avec une personne représentée

7.2-6 Sous réserve des règles 7.2-6A et 7.2-7, si une personne est représentée par une ou un praticien juridique dans une affaire, l'avocat ne doit pas, sauf par l'entremise du praticien juridique ou avec son consentement :

[Modifié – septembre 2011]

- a) aborder la personne ou communiquer ou traiter avec elle au sujet de l'affaire;
- b) tenter de négocier ou traiter l'affaire directement avec la personne.

[Modifié – juin 2009]

7.2-6A Sous réserve de la règle 7.2-7, si une personne reçoit des services juridiques d'un praticien juridique en vertu d'un mandat à portée limitée sur une affaire particulière, l'avocat peut, sans le consentement du praticien juridique, aborder directement la personne, ou communiquer ou traiter directement avec elle au sujet de l'affaire, à moins que l'avocat reçoive un avis écrit l'informant de la nature limitée des services juridiques qui sont fournis par le praticien juridique et que le sujet pour lequel il désire aborder la personne, ou communiquer ou traiter avec elle relève du mandat à portée limitée.

[Nouveau – septembre 2011]

Seconde opinion

7.2-7 L'avocat qui n'a aucun intérêt dans une affaire peut donner une seconde opinion sur cette affaire à une personne qui est représentée par un praticien juridique.

[Modifié – juin 2009]

Commentaire

[1] La règle 7.2-6 s'applique aux communications avec toute personne, qu'elle soit ou non une partie à une instance d'arbitrage formelle, à un contrat ou à une négociation, qui est représentée par un praticien juridique dans une affaire sur laquelle portent les communications. L'avocat peut communiquer avec une personne représentée au sujet d'une affaire hors de la portée de la représentation. La présente règle n'empêche pas les parties à une affaire de communiquer directement entre elles.

[2] L'interdiction des communications avec une personne représentée ne s'applique que là où l'avocat sait que la personne est représentée dans l'affaire à discuter. Cela signifie que l'avocat sait réellement que la personne est représentée, mais pour le savoir, il peut déduire selon les circonstances si la personne est représentée. Cette déduction peut se faire lorsqu'il y a une raison substantielle de croire que la personne avec qui la communication est recherchée est représentée dans l'affaire à discuter. Ainsi, un avocat ne peut pas éviter l'exigence d'obtenir le consentement de l'autre praticien juridique en faisant abstraction de l'évidence.

[3] Lorsqu'un avis tel que décrit à la règle 7.2-6A a été donné à un avocat pour une partie adverse, l'avocat est tenu de communiquer avec le praticien juridique qui représente la personne en vertu d'un mandat à portée limitée, mais seulement pour l'affaire ou les affaires qui relèvent du mandat comme indiqué par le praticien juridique. L'avocat peut communiquer avec la personne au sujet d'affaires qui ne relèvent pas du mandat à portée limitée.

[Nouveau – septembre 2011]

[4] La Règle 7.2-7 traite des circonstances où un client peut désirer une seconde opinion d'un autre avocat. Même si l'avocat ne doit pas hésiter à offrir une seconde opinion, l'obligation d'être compétent et de rendre des services compétents exige que l'opinion soit basée sur des renseignements suffisants. Dans le cas d'une seconde opinion, ces renseignements peuvent comprendre des faits qui ne peuvent être obtenus que par le biais d'une consultation avec le premier praticien juridique dans l'affaire. L'avocat doit en informer le client, et si nécessaire, consulter le premier praticien juridique à moins que le client l'en instruisse autrement.

[Modifié – juin 2009]

Communications avec une société ou une organisation représentée

7.2-8 L'avocat dont les services sont retenus pour une affaire mettant en cause une société ou une organisation qui est représentée par un praticien juridique ne doit pas communiquer, faciliter la communication ou traiter avec les personnes suivantes à moins que le praticien juridique y consente ou à moins que la loi l'y autorise ou l'y oblige :

- a) les administrateurs, dirigeants ou personnes qui sont autorisées à agir au nom de la société ou de l'organisation;
- b) les personnes qui font vraisemblablement partie du processus de prise de décision pour la société ou l'organisation ou qui donnent des conseils sur l'affaire en question;
- c) les personnes dont les agissements ou les omissions peuvent lier la société ou l'organisation, ou être attribués à cette dernière, aux fins de sa responsabilité;
- d) les personnes qui surveillent, dirigent ou consultent régulièrement le praticien juridique et qui prennent des décisions en suivant l'avis du praticien juridique.

7.2-8.1 Si une personne décrite à la règle 7.2-8 a), b), c) ou d) est représentée dans l'affaire par un praticien juridique, il suffira que ce dernier consente pour permettre à l'avocat de communiquer, de faciliter la communication ou de traiter avec la personne.

7.2-8.2 À la règle 7.2-8, « organisation » comprend les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite, les associations, les syndicats, les fonds, les fiducies, les coopératives, les associations non constituées, les propriétaires uniques, les ministères et les organismes du gouvernement ou les organes de réglementation.

Commentaire

[1] L'objectif de la règle 7.2-8 et des règles 7.2-8.1 et 7.2-8.2 est de protéger la relation professionnelle avec les sociétés et autres organisations en nommant les personnes avec qui un avocat ne peut pas communiquer, ni faciliter la communication ou traiter si l'avocat représente un client dans une affaire mettant en cause une société ou une organisation et si la société ou l'organisation est représentée par un praticien juridique. Les règles s'appliquent aux litiges, aux transactions et autres affaires non litigieuses. Un avocat peut communiquer avec quiconque dans une société ou une autre organisation, autre que les personnes mentionnées à la règle 7.2-8, même si la société ou l'organisation est représentée par un praticien juridique. Ces règles sont conçues pour mettre de l'avant la politique publique visant à promouvoir des communications préalables efficaces et favoriser la révélation de la vérité en indiquant les circonstances dans lesquelles une société ou une organisation a le droit d'empêcher la divulgation d'éléments de preuve pertinents. Ils ne visent pas à protéger une société ou une organisation contre la révélation de faits préjudiciables.

[2] En général, la règle 7.2-8 exclut seulement le contact avec les personnes qui sont activement engagées dans une affaire. Par exemple, dans un litige, elle n'exclut pas le contact avec de simples témoins. De plus, les communications avec des personnes dans la société ou l'organisation ne sont pas interdites simplement parce qu'il est possible que leurs renseignements puissent constituer des « admissions » au sens de la preuve. Interdire le contact avec une personne dans une société ou organisation parce que celle-ci pourrait faire une déclaration qui pourrait être admise en preuve contre la société ou l'organisation protégerait trop la société ou l'organisation et restreindrait trop l'habileté de l'avocat de la partie adverse de contacter et d'interviewer des témoins potentiels. L'équité n'exige pas la présence du praticien juridique d'une société ou d'une organisation lorsqu'une personne de cette société ou organisation peut faire une déclaration admissible en preuve contre la société ou l'organisation.

[3] La règle 7.2-8 interdit à un avocat agissant pour une autre partie dans une affaire de communiquer avec des personnes qui font vraisemblablement partie du processus de décision concernant l'affaire en question. Ces personnes sont trop proches des intérêts de la société ou de l'organisation pour en être distinguées. Elles auraient l'autorité d'engager la société ou l'organisation sur une position concernant l'objet de la représentation. Ces personnes auraient une autorité comparable à celle d'un dirigeant de société ou pour une raison quelconque, la loi leur confère une autorité, y compris la prise de décisions touchant le résultat de l'affaire, dont des décisions sur les litiges, ou parce que leurs responsabilités les obligent à répondre au type de questions posées. Parmi ces personnes, on retrouve celles dont le praticien juridique de l'organisation s'attend d'avoir des décisions sur l'affaire.

[4] Ainsi, sous réserve des exceptions décrites dans la règle 7.2-8, cette dernière interdirait le contact avec les personnes qui exercent des responsabilités de gestion dans l'affaire, à qui on reproche d'avoir commis les actes fautifs en l'espèce, ou qui ont l'autorité au nom de la société de prendre des décisions sur le déroulement du litige.

[5] Il n'est pas interdit à un avocat de communiquer avec une personne dans une affaire en litige à moins qu'il y ait des motifs raisonnables de croire que les agissements ou les omissions de cette personne soient si centraux et évidents dans la détermination de la responsabilité que la conduite de cette personne puisse être imputée à la société ou à l'organisation. S'il est raisonnablement peu probable que la personne soit une participante active aux fins de la responsabilité ou prenne des décisions à l'égard du résultat de l'affaire, rien dans la règle 7.2-8 n'exclut le contact informel avec cette personne.

[6] Une personne qui consulte régulièrement le praticien juridique d'une société ou d'une organisation à l'égard d'une affaire n'est pas nécessairement une personne qui dirige le praticien juridique. Dans certaines grandes sociétés et organisations, certains membres du personnel de la direction peuvent diriger ou contrôler les conseillers juridiques pour certaines affaires, mais pas pour d'autres. Le simple fait qu'une personne occupe un poste de direction ne déclenche pas les mécanismes de protection de la règle.

[7] Une personne qui est simplement interviewée ou questionnée par le praticien juridique d'une société ou d'une organisation à l'égard d'une affaire pour recueillir des faits n'est pas considérée comme consultant régulièrement le praticien juridique. Bien qu'une personne dans une société ou une organisation puisse devoir répondre à des questions posées dans le cadre d'une enquête sur un litige, en raison de ses responsabilités, les règles 7.2-8 à 7.2-8.2 n'interdisent pas à l'avocat de la partie adverse de poser des questions à cette personne sur ses connaissances des aspects historiques menant au préjudice allégué ou aux dommages qui donnent lieu à l'objet de la représentation.

[8] L'interdiction concernant les communications avec une société ou une organisation représentée s'applique seulement lorsque l'avocat sait que l'entité est représentée dans l'affaire en cause. Cela signifie que l'avocat a une connaissance réelle du fait que l'entité est représentée, mais la connaissance réelle peut être déduite des circonstances. Cette inférence peut se produire lorsqu'il est raisonnable de croire que l'entité avec qui la communication est recherchée est représentée dans l'affaire en cause. Ainsi, un avocat ne peut pas éviter l'exigence d'obtenir le consentement d'un avocat en niant l'évidence.

[9] La règle 7.2-8 n'interdit pas à un avocat de communiquer avec les employés ou les mandataires à l'égard d'affaires qui ne font pas l'objet de la représentation.

[10] En pratique, pour éviter de fournir des renseignements confidentiels ou privilégiés et pour s'assurer que les communications sont légitimes, l'avocat devrait s'identifier comme représentant une partie intéressée dans l'affaire lorsqu'il aborde un témoin potentiel ou une autre personne dans la société ou l'organisation. L'avocat devrait aussi informer la personne qu'il espère interroger qu'elle est libre de refuser de répondre. Voir les règles énoncées dans l'article 5.3 (Interroger les témoins).

[11] L'avocat qui représente une société ou une autre organisation peut aussi être mandaté pour représenter des employés de la société ou de l'organisation. Dans ces circonstances, l'avocat doit se conformer aux exigences énoncées dans l'article 3.4 (Conflits) et surtout dans les règles 3.4-5 à 3.4-9. L'avocat ne doit pas faire valoir qu'il agit pour l'employé d'un client, à moins que les exigences indiquées dans les règles de l'article 3.4 aient été satisfaites, et ne doit pas être mandaté par un employé uniquement aux fins de cacher des renseignements factuels à une autre partie.

[12] Si la représentation du praticien juridique décrite dans la règle 7.2-8.1 ne concerne que les intérêts personnels d'une personne, il faudrait le consentement du conseiller de la société ou de l'organisation à l'égard des intérêts de la société ou de l'organisation.

[13] Syndicats – La règle 7.2-8 ne vise pas à interdire à l’avocat d’un syndicat de contacter les employés d’une société ou d’une organisation représentée dans des circonstances où la représentation légitime des intérêts du syndicat exige la communication avec certains employés qui détiennent les renseignements. Par exemple, un avocat mandaté par un syndicat concernant un grief pour licenciement où le syndicat allègue que l’employeur, qui est représenté, a enfreint la convention collective, a le droit de contacter des employés qui peuvent avoir de l’information sur le licenciement ou sur des événements menant au licenciement.

[14] De même, un avocat qui travaille pour la direction n’enfreindrait pas la règle 7.2-8 s’il contactait un employé qui est membre de l’unité de négociation représentée par un praticien juridique.

[15] Gouvernement – Le concept de la personne qui peut « lier l’organisation » ne s’applique pas toujours au gouvernement de la même façon qu’à l’entreprise. Pour les ministères et groupes similaires, les règles 7.2-8 à 7.2-8.2 visent à protéger les personnes qui participent de façon majeure au processus de décision ou qui donnent des conseils sur une affaire particulière.

[16] Au gouvernement, à cause de la complexité et malgré la hiérarchie, on ne voit pas toujours manifestement avec qui l’avocat a le droit de communiquer dans une affaire et qui participe au processus de décision. Les rôles de ces personnes peuvent ne pas être distincts puisque les différents responsables à différents paliers et dans différents ministères donnent des conseils et font des recommandations. Par exemple, dans une négociation de contrat, les employés d’un ministère peuvent être directement engagés, mais ceux d’un autre ministère peuvent aussi avoir des renseignements sensibles sur l’affaire qui peuvent nécessiter une protection en vertu de la règle 7.2-8.

[17] De plus, le service du contentieux d’un ministère particulier est généralement considéré comme étant toujours « mandaté ». Il peut y avoir des circonstances où la seule action pertinente est de contacter le service du contentieux. Dans tous les cas, un jugement pertinent doit être exercé.

[18] En général, les règles 7.2-8 à 7.2-8.2 ne sont pas conçues pour :

- a) limiter les avocats qui désirent contacter des responsables du gouvernement pour une discussion de politique ou pour des affaires similaires au nom d’un client;
- b) nuire aux demandes d’accès à l’information en vertu des lois telles que la *Loi sur l’accès à l’information et la protection de la vie privée* (Ontario) ou la *Loi sur l’accès à l’information* du fédéral, y compris des situations où un justiciable a nommé le gouvernement provincial ou la Couronne fédérale comme défendeur;
- c) nuire à l’exercice des obligations des fonctionnaires en vertu de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l’Ontario* à l’égard de la divulgation de l’information.

[19] Municipalités – Comme au gouvernement, dans le cadre municipal, on reconnaît qu’aucune personne n’a, à elle seule, l’autorité de lier la municipalité. Chaque conseiller représente le conseil en entier aux fins du processus de décision. La règle 7.3-9, par exemple, ne permettrait pas à l’avocat d’un demandeur dans une affaire d’aménagement du territoire controversée devant la Commission des affaires municipales de l’Ontario de contacter les membres individuels d’un conseil sur l’affaire sans le consentement du procureur municipal.

[20] Les règles 7.2-8 à 7.2-8.2 ne sont pas conçues pour :

- a) empêcher les avocats de comparaître devant le conseil au nom d’un client et de faire des représentations à une réunion publique tenue en vertu de la *Loi sur l’aménagement du territoire*;
- b) nuire aux demandes d’accès à l’information en vertu des lois telles que la *Loi sur l’accès à l’information municipale et la protection de la vie privée*, y compris des situations où un justiciable a nommé la municipalité comme défendeur;
- c) limiter les communications des personnes qui ont des dates limites ou des négociations, y compris le lobbying, avec les municipalités avec les représentants élus (conseillers) ou le personnel municipal.

[Modifié – novembre 2010]

Personnes non représentées

7.2-9 Lorsqu'un avocat s'adresse, au nom de son client, à une personne qui n'est pas représentée, l'avocat doit :

- a) [FOPJC – Non utilisé];
- b) bien faire comprendre à la personne non représentée qu'il ne se chargera pas de protéger ses intérêts;
- c) bien faire comprendre à la personne non représentée qu'il agit uniquement dans l'intérêt du client et que ses propos risquent donc de ne pas être impartiaux.

[Modifié – octobre 2014]

Commentaire

[1] Si une personne non représentée demande à l'avocat de donner un avis ou d'intervenir dans l'affaire, ce dernier doit tenir compte des considérations énoncées dans les règles qui portent sur les mandats communs.

[Nouveau – octobre 2014]

Communications reçues par inadvertance

7.2-10 Un avocat qui reçoit un document concernant la représentation du client d'un autre avocat et sait ou devrait savoir que le document a été envoyé par inadvertance doit aviser l'expéditeur dans les plus brefs délais.

Commentaire

[1] Les avocats reçoivent parfois des documents envoyés ou produits, par erreur, par une partie adverse ou le praticien juridique qui la représente. Si un avocat sait ou devrait raisonnablement savoir qu'un tel document a été envoyé par inadvertance, il est tenu d'aviser l'expéditeur dans les meilleurs délais afin de permettre à cette personne de prendre les mesures de protection nécessaires. La loi, au-delà de la portée des présentes règles, pourra déterminer si l'avocat doit prendre d'autres mesures, telles que de retourner le document original, et si le document demeure protégé par le privilège du secret professionnel. De même, la présente règle n'aborde pas les obligations légales d'un avocat qui reçoit un document en sachant vraisemblablement que l'expéditeur pourrait avoir obtenu ce document illégalement. Aux fins de la présente règle, « document » inclut les courriels ou autres communications envoyées par voie électronique qui peuvent être lus ou convertis en version lisible.

[2] [FOPJC – Paragraphe non utilisé].

[Nouveau – octobre 2014]

Engagements et conditions fiduciaires

7.2-11 Un avocat ne doit pas prendre un engagement qu'il ne peut respecter et doit respecter tous les engagements qu'il prend, ainsi que toutes les conditions fiduciaires qu'il accepte.

[Modifié – octobre 2014]

Commentaire

[1] Les engagements doivent être pris ou confirmés par écrit, en termes dépourvus de toute ambiguïté. L'avocat qui prend un engagement, mais n'entend pas en assumer la responsabilité en fait expressément mention dans l'engagement lui-même. À défaut d'une telle mention, la personne envers laquelle l'engagement a été pris est en droit de s'attendre que l'avocat l'honore personnellement. L'emploi d'expressions comme « au nom de mon client » ou « au nom de la partie venderesse » ne dégage pas l'avocat de sa responsabilité personnelle.

[1.1] Pour les opérations immobilières effectuées sur le système d'enregistrement électronique de titres de propriété (« e-reg » MD), les avocats agissant au nom des parties (avec leur consentement) signeront et seront liés par une convention d'enregistrement des documents qui contiendra des engagements. Lorsqu'il s'agit de conclure une convention d'enregistrement des documents, l'avocat doit strictement respecter ses obligations en vertu de la règle 7.2-11.

[2] Les conditions fiduciaires doivent être claires, sans ambiguïté et explicites et doivent stipuler le délai d'exécution. Les conditions fiduciaires doivent être imposées par écrit et communiquées à l'autre partie au moment où le bien est remis. Les conditions fiduciaires doivent être acceptées par écrit et constituent une obligation de la part de l'avocat lorsqu'il les accepte. L'avocat doit ainsi respecter lui-même cette obligation. Un avocat qui remet un bien sans conditions fiduciaires ne peut en imposer rétroactivement à l'égard de l'utilisation de ce bien par l'autre partie.

[3] L'avocat ne doit pas imposer ou accepter des conditions fiduciaires qui sont déraisonnables ni accepter des conditions fiduciaires qu'il ne peut respecter lui-même. Lorsqu'un avocat accepte un bien sous réserve de conditions fiduciaires, il doit les respecter pleinement même si elles semblent plus tard être excessives. Il est inopportun pour un avocat d'ignorer ou d'enfreindre une condition fiduciaire en donnant comme raison que la condition n'est pas conforme aux obligations contractuelles des clients. Il est également inapproprié d'imposer unilatéralement des conditions transversales relatives à l'observation des conditions fiduciaires originales.

[4] Si un avocat n'est pas en mesure de respecter une condition fiduciaire qui lui a été imposée ou s'il ne veut pas la respecter, le bien faisant l'objet de la condition fiduciaire doit être remis immédiatement à la personne ayant imposé la condition fiduciaire à moins que les modalités puissent être aussitôt modifiées par écrit et par entente mutuelle.

[5] Les conditions fiduciaires peuvent varier avec le consentement de la personne qui les impose. Toute variation doit être confirmée par écrit. Les clients ou autres personnes ne peuvent demander que les conditions fiduciaires soient modifiées sans le consentement du praticien juridique qui les a imposées et de l'avocat qui les a acceptées.

[6] Toute condition fiduciaire qui est acceptée lie un avocat, qu'elle ait été imposée par un autre praticien juridique ou par un non-juriste. Un avocat peut demander que des conditions fiduciaires soient imposées à un non-juriste, que ce soit un individu, une personne morale ou un autre organisme. Dans un tel cas, il doit toutefois agir très prudemment, car seuls les tribunaux pourraient rendre ces conditions exécutoires en tant que question de droit contractuel et non pas en raison des obligations déontologiques qui existent entre les titulaires de permis.

[7] Un avocat doit traiter conformément au présent règlement tout argent ou bien qui, selon toute interprétation raisonnable, est assujetti à des conditions fiduciaires ou à un engagement.

[Modifié – novembre 2007, octobre 2014]

ARTICLE 7.3 LES AUTRES DOMAINES D'INTÉRÊT ET L'EXERCICE DU DROIT

Maintien de l'intégrité et du jugement professionnels

7.3-1 L'avocat qui exerce une autre profession, fait des affaires ou occupe un emploi parallèlement à l'exercice du droit ne doit jamais laisser cette autre activité compromettre son intégrité, son indépendance et sa compétence professionnelles.

Commentaire

[1] Un avocat ne doit pas se livrer à une activité d'un autre domaine d'intérêt ni diriger ou contribuer à une telle activité d'une telle façon qu'il serait difficile de déterminer son rôle dans une transaction ou qu'il y aurait conflit d'intérêts ou atteinte au devoir de l'avocat envers un client.

[2] Lorsqu'il agit ou joue un rôle dans une transaction d'un autre domaine d'activité, l'avocat doit tenir compte de la possibilité de conflits et des normes applicables, telles qu'elles sont prévues dans la règle sur les conflits, et signaler tout intérêt personnel.

[Nouveau – octobre 2014]

7.3-2 L'avocat ne doit pas permettre que sa participation à une activité d'un autre domaine d'intérêt compromette l'indépendance de son jugement professionnel pour le compte de ses clients.

Commentaire

[1] L'expression « autre domaine d'intérêt » doit recevoir une interprétation très étendue et s'entend non seulement d'activités qui peuvent chevaucher l'exercice du droit ou y être reliées, par exemple le crédit hypothécaire, la fonction d'administrateur d'une entreprise cliente ou la rédaction d'articles sur des questions de droit, mais aussi d'activités qui n'ont aucun lien avec le droit, par exemple une carrière dans les affaires, la politique, la radiodiffusion ou le spectacle. La question de savoir dans quelle mesure l'avocat peut se livrer à ces activités dépend dans chaque cas du droit en la matière ou des règles du Barreau.

[2] Les activités d'un autre domaine d'intérêt qui n'ont aucun rapport avec les services juridiques que l'avocat dispense à ses clients ne soulèvent généralement aucun problème de déontologie à moins que la conduite de l'avocat ne soit de nature à jeter le discrédit sur sa personne ou sur la profession, ou à compromettre sa compétence, notamment lorsque les autres activités exercées sont tellement accaparantes qu'il n'a plus le temps d'accorder aux affaires de ses clients l'attention et la préparation nécessaires.

ARTICLE 7.4 L'AVOCAT TITULAIRE D'UNE CHARGE PUBLIQUE

Normes de conduite

7.4-1 L'avocat qui occupe une charge publique doit s'en acquitter selon des normes de conduite aussi exigeantes que celles qu'impose le présent *Code* à l'avocat en exercice.

Commentaire

[1] La règle vaut pour l'avocat qui accède à des fonctions législatives ou administratives, par voie d'élection ou de nomination, à n'importe quel palier gouvernemental, que ses fonctions soient ou non liées à sa qualité d'avocat. Comme le public l'observe, tout manquement de sa part à l'éthique professionnelle risque plus facilement de discréditer la profession juridique.

[2] Normalement, le Barreau ne s'occupe pas de la façon dont l'avocat s'acquitte des fonctions de sa charge. Cependant, l'avocat qui fait preuve d'un manque d'intégrité ou de compétence professionnelle peut faire l'objet de sanctions disciplinaires.

[3] [FOPJC – Paragraphe non utilisé]

[Modifié – octobre 2014]

ARTICLE 7.5 LES APPARITIONS ET LES DÉCLARATIONS PUBLIQUES

Communication avec le public

7.5-1 À la condition de ne pas enfreindre ses obligations envers son client, la profession, les tribunaux ou l'administration de la justice, l'avocat peut communiquer des renseignements aux médias et faire des apparitions et des déclarations publiques.

Commentaire

[1] L'avocat qui paraît ou fait des déclarations en public se conduit de la même façon qu'envers ses clients, ses collègues praticiens juridiques ou les tribunaux. Ses rapports avec les médias constituent un simple prolongement de sa conduite professionnelle. Le seul fait de paraître en dehors d'une salle d'audience, d'un tribunal ou de son cabinet n'excuse pas une conduite qui serait autrement irrégulière.

[2] Avant de faire une déclaration publique concernant les affaires de son client, l'avocat s'assure que cette communication sert les intérêts de son client et qu'elle est conforme à son mandat.

[3] Les communications publiques de l'avocat ne doivent ni servir à faire de la publicité pour ses services, ni laisser croire qu'il cherche en fait la glorification ou l'avancement personnels.

[4] Étant donné la diversité des situations qui peuvent surgir dans le système juridique, plus particulièrement en ce qui concerne les instances civiles, criminelles et administratives, il est impossible d'établir des principes directeurs qui prévoient toutes les situations possibles. Dans certains cas, l'avocat ne doit avoir aucun contact avec les médias, alors que dans d'autres, il a l'obligation précise de communiquer avec les médias pour servir convenablement son client.

[Modifié – octobre 2014]

[5] L'avocat participe fréquemment à des événements qui n'ont pas un caractère juridique et où les médias sont présents pour faire la publicité, par exemple, d'une campagne de financement, de l'agrandissement d'hôpitaux ou d'universités, de programmes d'institutions publiques ou d'organisations politiques; il se fait aussi souvent le porte-parole d'organisations qui représentent des groupes d'intérêts spéciaux, notamment des groupes raciaux ou religieux. Ce rôle de l'avocat est reconnu et tout à fait indiqué compte tenu de son apport évident à la communauté.

[6] L'avocat est souvent appelé à commenter publiquement l'efficacité des lois en vigueur ou des recours judiciaires, à préciser les effets de lois particulières ou de jugements rendus et à donner son opinion sur des actions qui ont été intentées ou qui le seront. Il peut ainsi jouer un rôle important afin d'aider le public à comprendre les questions juridiques.

[Modifié – juin 2009]

[6.1] L’avocat représente souvent des groupes d’intérêts spéciaux dont l’objectif est d’apporter des changements à la loi, à la politique gouvernementale ou même d’éveiller la conscience populaire à certaines questions. Il s’agit encore une fois d’un important rôle que l’avocat peut être appelé à jouer.

[7] L’avocat qui parait ou fait une déclaration en public ne doit pas oublier qu’il n’aura habituellement aucun contrôle sur la façon dont ses propos seront rapportés, sur leur contexte ou sur les titres sous lesquels ils peuvent figurer.

Atteinte au droit à un procès ou à une audition équitables

7.5-2 L’avocat ne doit pas communiquer des renseignements aux médias ni faire de déclarations publiques à propos d’une affaire en instance s’il sait ou devrait savoir que les renseignements ou la déclaration auront très vraisemblablement l’effet de nuire de façon importante au droit d’une partie à un procès ou à une audition équitables.

Commentaire

[1] Le droit à un procès ou à une audition équitables est fondamental dans une société libre et démocratique. Il est important que le public, et notamment les médias, soit informé des causes en instances devant les tribunaux judiciaires et administratifs. L’administration de la justice gagne à se dérouler au vu et au su de tous. Il est toutefois également important que des déclarations publiques inopportunes faites avant l’issue de l’affaire ne portent pas atteinte au droit de quiconque, particulièrement un accusé ou une accusée, à un procès ou à une audition équitables.

ARTICLE 7.6 L'EXERCICE ILLÉGAL DE LA PROFESSION

Obligation de prévenir l'exercice illégal de la profession

7.6-1 L'avocat aide à prévenir l'exercice illégal de la profession et la prestation illégale de services juridiques.

[Modifié – juin 2007]

Commentaire

[1] Les dispositions législatives interdisant l'exercice du droit et la prestation de services juridiques par des personnes non autorisées sont conçues pour protéger le public. Il se peut que les personnes non autorisées à exercer possèdent certaines compétences techniques ou personnelles, mais elles échappent à la surveillance, à la réglementation et, en cas d'inconduite, aux sanctions disciplinaires du Barreau. Par ailleurs, les clients de l'avocat en règle sont protégés par le secret professionnel, par le devoir de diligence que la loi impose aux avocats et par le contrôle que les tribunaux exercent sur leurs activités. Les clients bénéficient en outre des garanties offertes notamment par l'assurance responsabilité civile professionnelle, le droit à la liquidation des comptes, les règles relatives aux fonds placés en fiducie et la constitution de fonds d'indemnisation.

Travailler avec des personnes non autorisées ou les embaucher

7.6-1.1 Sauf sur approbation expresse d'un comité du Conseil nommé à cette fin, l'avocat ne doit pas retenir les services d'une personne, l'embaucher ni partager avec elle des locaux ou des tâches relevant de l'exercice du droit ou de la prestation de services juridiques, si cette personne, en Ontario ou ailleurs, a été radiée du Barreau, rayée du tableau de l'Ordre, s'est fait retirer son permis d'exercer le droit ou de fournir des services juridiques ou a été frappée de suspension, s'est fait suspendre son permis d'exercer le droit ou de fournir des services juridiques, s'est engagée à ne pas exercer ni à fournir des services juridiques ou a fait l'objet d'une mesure disciplinaire dans le cadre de laquelle elle a obtenu la permission de démissionner ou de remettre son permis d'exercer le droit ou de fournir des services juridiques, et que le Barreau n'ait pas restauré son permis.

Interdiction aux avocats suspendus d'exercer le droit

7.6-1.2 Un avocat dont le permis d'exercer le droit est suspendu se conforme aux exigences des règlements administratifs et :

- a) n'exerce pas le droit;
- b) ne se présente pas comme et ne se prétend pas une personne autorisée à exercer le droit;

- c) ne se présente pas comme et ne se prétend pas une personne autorisée à fournir des services juridiques.

[Nouveau – janvier 2008]

Commentaire

[1] La Partie II du Règlement administratif n° 7.1 (Obligations et responsabilités opérationnelles) et la Partie II.1 du Règlement administratif n° 9 (Opérations financières et registres) décrivent les obligations d'un avocat dont le permis d'exercer le droit est suspendu.

[Modifié – mai 2008]

Engagements à ne pas exercer le droit

7.6-1.3 Un avocat qui s'engage envers le Barreau à ne pas exercer le droit :

- a) n'exerce pas le droit;
- b) ne se présente pas comme et ne se prétend pas une personne autorisée à exercer le droit;
- c) ne se présente pas comme et ne se prétend pas une personne autorisée à fournir des services juridiques.

[Nouveau – janvier 2008]

Engagements à exercer le droit sous réserve de certaines restrictions

7.6-1.4 Un avocat qui s'engage envers le Barreau à restreindre son exercice du droit se conforme à cet engagement.

[Nouveau – janvier 2008]

ARTICLE 7.7 LES JUGES À LA RETRAITE QUI REPRENENT L'EXERCICE DE LA PROFESSION

7.7-1 [FOPJC – Règle non utilisée]

Définitions

7.7-1.1 Dans la règle 7.7-1.2, « juge d'appel à la retraite » s'entend d'un avocat qui réunit les conditions suivantes :

- a) il a été juge de la Cour suprême du Canada, de la Cour d'appel de l'Ontario ou de la Cour fédérale d'appel;

[Modifié – janvier 2009]

- b) il a pris sa retraite, a démissionné ou a été révoqué;

- c) il a repris l'exercice du droit.

Plaider à titre d'avocat

7.7-1.2 Aucun juge d'appel à la retraite ne doit plaider à titre d'avocat devant une cour, un juge en son cabinet, une commission ou un tribunal administratif sans l'autorisation expresse d'un comité du Conseil nommé à cette fin, qui ne peut être accordée qu'en des circonstances exceptionnelles et qui peut faire l'objet des restrictions que le comité du Conseil estime indiquées.

7.7-1.3 Dans la règle 7.7-1.4, « juge à la retraite » s'entend d'un avocat qui réunit les conditions suivantes :

- a) il a été juge de la Cour fédérale, de la Cour canadienne de l'impôt, de la Cour suprême de l'Ontario, Division de première instance, d'une cour de comté ou de district, de la Cour de justice de l'Ontario ou de la Cour supérieure de justice;

[Modifié – janvier 2009]

- b) il a pris sa retraite, a démissionné ou a été révoqué;

- c) il a repris l'exercice du droit.

7.7-1.4 Sans l'autorisation expresse du comité du Conseil nommé à cette fin, qui ne peut être accordée qu'en des circonstances exceptionnelles et qui peut faire l'objet des restrictions que le comité du Conseil estime indiquées, aucun juge à la retraite ne doit plaider à titre d'avocat, pour une période de trois ans à compter de la date de la retraite, de la démission ou de la révocation :

- a) devant la cour à laquelle le juge a siégé ou devant tout tribunal inférieur;
- b) devant les commissions ou tribunaux administratifs sur lesquels la cour à laquelle le juge a siégé exerçait une compétence d'appel ou de contrôle judiciaire.

[Modifié – octobre 2014]

ARTICLE 7.8 ERREURS ET OMISSIONS

Obligation d'informer le client de l'erreur ou de l'omission

7.8-1 L'avocat fait ce qui suit si, dans le cadre d'une affaire dont il est responsable, il découvre une erreur ou une omission qui est de nature à nuire aux intérêts de son client et qui ne peut être corrigée facilement :

- a) il informe rapidement le client de l'erreur ou de l'omission en veillant à ne pas compromettre leurs droits respectifs, notamment en vertu d'un régime d'assurance, d'indemnisation ou de protection du client;
- b) il conseille à son client d'obtenir un avis juridique indépendant afin de connaître les recours que lui aurait ouverts l'erreur ou l'omission en cause;
- c) il informe le client que, dans les circonstances, il ne lui sera peut-être plus possible de le représenter.

[Modifié – octobre 2014]

Avis de réclamation

7.8-2 L'avocat prévient sans tarder son assureur ou autre organisme de garantie de l'éventualité d'une réclamation pour sauvegarder au mieux les droits du client.

Commentaire

[1] L'assurance obligatoire impose à l'avocat des obligations supplémentaires, qui ne doivent toutefois pas compromettre ses rapports avec ses clients, ni ses devoirs envers eux. Les droits de l'assureur doivent être préservés. L'avocat peut parfois croire que le fait ou l'omission d'avoir pris certaines mesures le rendent responsable du préjudice subi par le client alors qu'en fait il ne peut en être tenu responsable. De plus, il faut évaluer consciencieusement dans tous les cas le préjudice subi à la suite de la négligence de l'avocat.

[1.1] De nombreux facteurs seront pris en compte pour l'évaluation de la réclamation et du préjudice du client. L'avocat prend les mesures suivantes dès qu'il apprend qu'il y a pu y avoir erreur ou omission raisonnablement susceptible de mettre en cause sa responsabilité professionnelle envers le client :

[Modifié – janvier 2009]

- a) Il fixe aussitôt une rencontre avec le client et l'avise sans délai de la possibilité d'une erreur ou d'une omission susceptible de fonder une réclamation du client contre lui.
- b) Il conseille à son client de consulter un avocat indépendant et l'informe que, dans les circonstances, il ne lui sera peut-être plus possible de le représenter.

- c) Sous réserve des règles énoncées dans l'article 3.3 (Secret professionnel), il avise l'assureur des détails de la situation.
- d) Il collabore de son mieux et le plus rapidement possible à l'examen et au règlement éventuel de la réclamation.
- e) Aussitôt le règlement effectué, il prend les dispositions nécessaires pour payer au client la partie non assurée de sa réclamation. Cela comprend l'acquittement de la franchise en vertu d'une police d'assurance conformément au Règlement administratif n° 6 (Assurance responsabilité civile professionnelle).

[Modifié – janvier 2009]

Collaboration

7.8-3 L'avocat contre lequel est faite une réclamation pour négligence professionnelle collabore avec l'assureur ou l'organisme de garantie pour que la réclamation soit examinée dans les meilleurs délais.

Réponse à la réclamation du client

7.8-4 S'il n'est pas indemnisé, ou si l'indemnité obtenue ne suffit pas à couvrir intégralement le montant de la réclamation, l'avocat fait droit promptement à toute réclamation et n'abuse jamais de la situation de façon à empêcher ou à compromettre l'indemnisation du client.

7.8-5 Dans tous les cas où la responsabilité ne fait pas de doute et où l'assureur ou l'organisme de garantie est prêt à indemniser partiellement le client, l'avocat a l'obligation de prendre les dispositions nécessaires pour acquitter le solde de la réclamation.

**ARTICLE 7.8.1 LES OBLIGATIONS DANS LES CABINETS
MULTIDISCIPLINAIRES**

Observation du *Code*

7.8.1-1 L’avocat qui exerce dans un cabinet multidisciplinaire fait en sorte que ses associés et les professionnels salariés non titulaires de permis se conforment au présent *Code* et à tous les principes de déontologie qu’il doit respecter dans l’exercice de ses obligations professionnelles.

[Modifié – juin 2009]

ARTICLE 7.8.2 LA DISCIPLINE

Pouvoir disciplinaire

7.8.2-1 L'avocat est assujetti au pouvoir disciplinaire du Barreau quel que soit l'endroit où survient la conduite en cause.

Manquement professionnel

7.8.2-2 Le Barreau peut imposer des mesures disciplinaires à l'avocat pour manquement professionnel.

Conduite indigne d'un avocat

7.8.2-3 Le Barreau peut imposer des mesures disciplinaires à l'avocat pour conduite indigne d'un avocat.

Table de concordance

Cette table de concordance décrit les changements au Code de déontologie qui entreront en vigueur le 1^{er} octobre 2014 seulement. L'entête « ancien Code de déontologie » renvoie aux règles en vigueur jusqu'au 30 septembre 2014 inclusivement.

Code de déontologie	Ancien Code de déontologie	Code type de la Fédération des ordres de juristes professionnels du Canada
Chapitre 1 Citation et interprétation	Règle 1 Titre et interprétation	Chapitre 1 Interprétation et définitions
1.0 Citation	1.01 Titre	Pas d'équivalent
1.0-1	1.01	Pas d'équivalent
1.1 Définitions	1.02 Définitions	1.1 Définitions
Chapitre 2 Intégrité	Pas d'équivalent	Chapitre 2 Normes de la profession juridique
2.1 Intégrité	6.01 (1) Intégrité	2.1 Intégrité
2.1-1	1.03 (1) a), 6.01, commentaire suivant 6.01, commentaire suivant la définition de « conduite indigne d'un avocat » à 1.02.	2.1-1
2.1-2	1.03 (1) c) Normes de la profession juridique	2.1-2
Chapitre 3 Les rapports avec les clients	Règle 2 Les rapports avec les clients	Chapitre 3 Relation avec les clients
3.1 La compétence	2.01 La compétence	3.1 Compétence
3.1-1 Définitions	2.01 (1) Définition	3.1-1 Définitions
3.1-2 Compétence	2.01 (2) Compétence	3.1-2 Compétence
3.2 La qualité des services	2.02 La qualité des services	3.2 Qualité du service
3.2-1 Qualité des services	Pas d'équivalent sauf au commentaire de 2.01 (1)	3.2-1 Qualité du service
3.2-1A Services juridiques en vertu d'un mandat à portée limitée	2.02 (6.1) Services juridiques en vertu d'un mandat à portée limitée	3.2-1.1 Mandats à portée limitée
3.2-1A.1 Services juridiques en vertu d'un mandat à portée limitée	2.02 (6.2)	3.2-1.1 Commentaire [1]
3.2-1A.2	2.02 (6.3)	3.2-1.1 Commentaire [5]
3.2-2 Honnêteté et franchise	2.02 (1) Honnêteté et franchise	3.2-2 Honnêteté et franchise
3.2-3 Cas où le client est un organisme	2.02 (1.1) Cas où le client est un organisme	3.2-3 Cas où le client est un organisme
3.2-4 Obligation d'encourager	2.02 (2) Obligation	3.2-4 Encourager le

Table de concordance

Code de déontologie	Ancien Code de déontologie	Code type de la Fédération des ordres de juristes professionnels du Canada
la transaction ou le règlement à l'amiable	d'encourager la transaction ou le règlement à l'amiable 2.02 (3)	compromis ou le règlement à l'amiable
3.2-5 Menace d'une poursuite criminelle	2.02 (4) Menace d'une poursuite criminelle	3.2-5 Menace de procédure criminelle ou de mesures de réglementation
3.2-5.1	Pas d'équivalent	Pas d'équivalent
3.2-6 [FOPJC – Règle non utilisée]	Pas d'équivalent	3.2-6 Incitation à retirer une procédure criminelle ou une mesure de réglementation
3.2-7 Malhonnêteté ou fraude du client ou d'autres personnes	2.02 (5) Malhonnêteté ou fraude du client ou d'autres personnes	3.2-7 Malhonnêteté, fraude commise par un client
3.2-7.1 Malhonnêteté ou fraude du client ou d'autres personnes	2.02 (5.0.1)	Pas d'équivalent mais voir Règle 3.2-7 Commentaire [2]
3.2-7.2	2.02 (5.0.2)	3.2-7 Malhonnêteté, fraude commise par un client Commentaire [3].
3.2-7.3	2.02 (5.0.3)	Pas d'équivalent
3.2-8 Malhonnêteté ou fraude du client qui est un organisme	2.02 (5.1) et 2.02 (5.2) Malhonnêteté ou fraude du client qui est un organisme	3.2-8 Malhonnêteté, fraude commise par un client qui est un organisme
3.2-9 Client ayant une capacité amoindrie	2.02 (6) Clients ayant un handicap	3.2-9 Clients handicapés
3.2-9.1 Rapports médico-légaux	2.02 (7) Rapports médico-légaux	Pas d'équivalent
3.2-9.2	2.02 (8)	Pas d'équivalent
3.2-9.3	2.02 (9)	Pas d'équivalent
3.2-9.4 Rôle de l'assurance de titres dans les opérations immobilières	2.02 (10) Rôle de l'assurance de titres dans les opérations immobilières	Pas d'équivalent
3.2-9.5	2.02 (11)	Pas d'équivalent
3.2-9.6	2.02 (12)	Pas d'équivalent
3.2-9.7	2.02 (13)	Pas d'équivalent
3.2-9.8 Divulgence d'opérations hypothécaires	2.02 (14) Divulgence d'opérations hypothécaires	Pas d'équivalent
3.2-9.9	2.02 (15)	Pas d'équivalent
3.3 Le secret professionnel	2.03 Le secret professionnel	3.3 Confidentialité
3.3-1 Renseignements confidentiels	2.03 (1) Renseignements confidentiels	3.3-1 Renseignements confidentiels
3.3-1.1 Divulgence justifiée	2.03 (2) Divulgence justifiée	Pas d'équivalent

Table de concordance

Code de déontologie	Ancien Code de déontologie	Code type de la Fédération des ordres de juristes professionnels du Canada
ou permise	ou permise	
3.3-2 [FOPJC – Règle non utilisée]	Pas d'équivalent	3.3-2 Utilisation de renseignements confidentiels
3.3-3	2.03 (3)	3.3-3 Exception relative au préjudice potentiel / à la sécurité publique
3.3-4	2.03 (4)	3.3-4
3.3-5	2.02 (5)	3.3-5
3.3-6	Pas d'équivalent	3.3-6
3.4 Les conflits	2.04 Les conflits d'intérêts	3.4 Conflits
3.4-1 Obligation d'éviter les conflits d'intérêts	2.04 (3)	3.4-1 Devoir d'éviter les conflits d'intérêts
3.4-2 Consentement	2.04 (8) Consentement	3.4-2 Consentement
3.4-3 Différend	Pas d'équivalent	3.4-3 Différend
3.4-4 [FOPJC – Règle non utilisée]	Pas d'équivalent	3.4-4 Représentation concourante en protégeant les renseignements confidentiels du client
3.4-5 Mandats communs	2.04 (6) Double mandat	3.4-5 Mandats communs
3.4-6	2.04 (7)	3.4-6
3.4-7	2.04 (8)	3.4-7
3.4-8	2.04 (9)	3.4-8
3.4-9	2.04 (10)	3.4-9
3.4-10 Agir contre d'anciens clients	2.04 (4) Action contre des clients	3.4-10 Agir contre d'anciens clients
3.4-11	2.04 (5)	3.4-11
3.4-11.1 Affiliations entre des avocats et des entités affiliées	2.04 (10.1) Affiliations entre des avocats et des entités affiliées	Pas d'équivalent
3.4-11.2	2.04 (10.2)	Pas d'équivalent
3.4-11.3	2.04 (10.3)	Pas d'équivalent
3.4-12 Représenter l'emprunteur et le prêteur	2.04 (11) Interdiction de représenter l'emprunteur et le prêteur	3.4-12 Agir pour un emprunteur et un prêteur
3.4-13	Pas d'équivalent	3.4-13
3.4-14	2.04 (12)	3.4-14
3.4-15	2.04 (6.1) Double mandat	3.4-15
3.4-16	2.04 (8.1) et 2.04 (8.2)	3.4-16
3.4-16.1 Cabinet multidisciplinaire	2.04 (13) Cabinet multidisciplinaire	Pas d'équivalent
3.4-16.2 Services juridiques restreints de courte durée	2.04 (15) Services juridiques restreints de courte durée	Pas d'équivalent

Table de concordance

Code de déontologie	Ancien Code de déontologie	Code type de la Fédération des ordres de juristes professionnels du Canada
3.4-16.3	2.04 (16)	Pas d'équivalent
3.4-16.4	2.04 (17)	Pas d'équivalent
3.4-16.5	2.04 (18)	Pas d'équivalent
3.4-16.6	2.04 (19)	Pas d'équivalent
3.4-16.7 Avocats agissant pour le cessionnaire et le cédant dans les cessions de titres	2.04.1 (1) Avocats agissant pour le cessionnaire et le cédant dans les cessions de titres	Pas d'équivalent
3.4-16.8 Avocats agissant pour le cessionnaire et le cédant dans les cessions de titres	2.04.1 (2)	Pas d'équivalent
3.4-16.9 Avocats agissant pour le cessionnaire et le cédant dans les cessions de titres	2.04.1 (3)	Pas d'équivalent
3.4-17 Les conflits découlant d'un changement de cabinet Interprétation et application de la règle	2.05 Les conflits découlant d'un changement de cabinet 2.05 (1) Définitions	3.4-17 Conflits découlant d'un changement de cabinet Application de la règle
3.4-18 Interprétation et application de la règle	2.05(2) Application de la règle	3.4-18
3.4-19 Interprétation et application de la règle	2.05 (3)	3.4-19
3.4-20 Inhabilité du cabinet	2.05 (4) Inhabilité du cabinet	3.4-20 Inhabilité d'un cabinet
3.4-21	2.05 (5)	3.4-21
3.4-22	2.05 (6)	3.4-22
3.4-23 Inhabilité de l'avocat qui change de cabinet	2.05 (7) Inhabilité de l'avocat qui change de cabinet	3.4-23 Inhabilité du juriste qui change de cabinet
3.4-24	2.05 (8)	3.4-24
3.4-25 Décision quant à l'observation	2.05 (9) Décision quant à l'observation	3.4-25 Décision quant à l'observation
3.4-26 Diligence raisonnable	2.05 (10) Diligence raisonnable	3.4-26 Diligence raisonnable
3.4-27 [FOPJC – Règle non utilisée]	2.06 (1) Les rapports commerciaux avec les clients Définitions	3.4-27 Faire affaire avec un client Définitions
3.4-28 Faire affaire avec un client	Pas d'équivalent	3.4-28
3.4-29 Les rapports commerciaux avec les clients	2.06 (2) Placement du client dans une affaire dans laquelle l'avocat a des intérêts	3.4-29 Investissement par un client dans une affaire dans laquelle le juriste a un intérêt

Table de concordance

Code de déontologie	Ancien Code de déontologie	Code type de la Fédération des ordres de juristes professionnels du Canada
	financiers	
3.4-30	2.06 (2.1)	3.4-30
3.4-31 Emprunts aux clients	2.06 (4) Emprunts aux clients	3.4-31 Emprunts aux clients
3.4-32 Attestation de conseils juridiques indépendants	2.06 (3) Attestation de conseils juridiques indépendants	3.4-32 Certificat d'avis juridique indépendant
3.4-33	2.06 (5) Emprunts aux clients	3.4-33
3.4-34 Participation de l'avocat à des opérations hypothécaires ou de prêt	Pas d'équivalent	3.4-34 Participation d'un juriste à un prêt ou une opération hypothécaire
3.4-34.1 Participation de l'avocat à des opérations hypothécaires ou de prêt	2.06 (6) Participation de l'avocat à des opérations hypothécaires ou de prêt	Pas d'équivalent
3.4-34.2 Divulgaration	2.06 (7) Divulgaration	Pas d'équivalent
3.4-34.3 Interdiction de la publicité	2.06 (8) Interdiction de la publicité	Pas d'équivalent
3.4-35 Cautionnement de l'avocat	2.06 (9) Cautionnement de l'avocat	3.4-35 Cautionnement d'un juriste
3.4-36	2.06 (10)	3.4-36
3.4-37 Actes et donations testamentaires	Pas d'équivalent	3.4-37 Actes et donations testamentaires
3.4-38	Pas d'équivalent	3.4-38
3.4-39 [FOPJC – Règle non utilisée].	Pas d'équivalent	3.4-39
3.4-40 Mise en liberté provisoire par voie judiciaire	Pas d'équivalent	3.4-40 Mise en liberté provisoire par voie judiciaire
3.4-41	Pas d'équivalent	3.4-41
3.5 La conservation des biens des clients	2.07 La conservation des biens des clients	3.5 Conservation des biens des clients
3.5-1 [FOPJC – Règle non utilisée]	Pas d'équivalent	3.5-1
3.5-2 Conservation des biens des clients	2.07 (1) Conservation des biens des clients	3.5-2
3.5-3 Accusé de réception de biens	2.07 (2) Accusé de réception de biens	3.5-3 Accusé de réception de biens
3.5-4 Identification des biens des clients	2.07 (3) Identification des biens des clients	3.5-4 Identification des biens d'un client
3.5-5 Identification des biens des clients	2.07 (4)	3.5-5
3.5-6 Reddition des comptes et restitution	2.07 (5) Reddition des comptes et restitution	3.5-6 Reddition des comptes et remise
3.5-7	2.07 (6)	3.5-7

Table de concordance

Code de déontologie	Ancien Code de déontologie	Code type de la Fédération des ordres de juristes professionnels du Canada
3.6 Les honoraires et les débours	2.08 Les honoraires et les débours	3.6 Honoraires et les débours
3.6-1 Honoraires et débours raisonnables	2.08 (1) Honoraires et débours raisonnables	3.6-1 Honoraires et débours raisonnables
3.6-1.1	2.08 (2) Honoraires et débours raisonnables	Pas d'équivalent
3.6-2 Honoraires conditionnels et contrats relatifs aux honoraires conditionnels	2.08 (3) Honoraires conditionnels et contrats relatifs aux honoraires conditionnels	3.6-2 Honoraires conditionnels et ententes d'honoraires conditionnels
3.6-3 États de compte	2.08 (4) États de compte	3.6-3 Relevé de compte
3.6-4 Mandat commun	2.08(5) Double mandat	3.6-4 Mandat commun
3.6-5 Partage des honoraires et honoraires de renvoi	2.08 (6) Partage des honoraires et honoraires de renvoi	3.6-5 Division des honoraires et commissions pour renvoi
3.6-6	2.08 (7)	3.6-6
3.6-7	2.08 (8)	3.6-7
3.6-8 Exception visant les cabinets multidisciplinaires et les cabinets interprovinciaux et internationaux	2.08 (9) Exception visant les cabinets multidisciplinaires et les cabinets interprovinciaux et internationaux	3.6-8 Exception visant les cabinets multidisciplinaires et les cabinets interjuridictionnels
3.6-9 [FOPJC – Règle non utilisée]	Pas d'équivalent	3.6-9 Paiement et prélèvement de fonds
3.6-10 Paiement et prélèvement de fonds	2.08 (10) Prélèvement de fonds	3.6-10
3.6-11 Paiement et prélèvement de fonds	Pas d'équivalent	3.6-11
3.6-12 [FOPJC – Règle non utilisée]	Pas d'équivalent	3.6-12 Régime de services juridiques prépayés
Article 3.7 Le retrait de l'avocat	2.09 Le retrait de l'avocat	3.7 Retrait du juriste
3.7-1 Retrait de l'avocat	2.09 (1) Retrait de l'avocat	3.7-1
3.7-2 Retrait facultatif	2.09 (2) Retrait facultatif	3.7-2 Retrait facultatif
3.7-3 Non-paiement d'honoraires	2.09 (3) Non-paiement d'honoraires	3.7-3 Défaut de paiement des honoraires
3.7-4 Retrait d'instances criminelles	2.09 (4) Retrait d'instances criminelles	3.7-4 Retrait d'une procédure criminelle
3.7-5	2.09 (5)	3.7-5
3.7-6	2.09 (6)	3.7-6
3.7-7 Retrait obligatoire	2.09 (7) Retrait obligatoire	3.7-7 Retrait obligatoire
3.7-8 Devoirs liés au retrait	2.09 (8) Devoirs liés au retrait	3.7-8 Façons de se retirer d'une affaire

Table de concordance

Code de déontologie	Ancien Code de déontologie	Code type de la Fédération des ordres de juristes professionnels du Canada
3.7-9	2.09 (9)	3.7-9
3.7-10 Devoirs du titulaire de permis qui prend la succession de l'affaire	2.09 (10) Devoirs du titulaire de permis qui prend la succession de l'affaire	3.7-10 Devoir du juriste qui prend la relève
Chapitre 4 L'exercice de la profession	Règle 3 L'exercice de la profession	Chapitre 4 – Commercialisation des services juridiques
4.1 Accessibilité des services juridiques	3.01 Accessibilité des services juridiques	4.1 L'accessibilité des services juridiques
4.1-1 Accessibilité des services juridiques	3.01 (1) Accessibilité des services juridiques	4.1-1
4.1-2 Restrictions	3.01 (2) Restrictions	4.1-2 Restrictions
4.2 Marketing	3.02 Marketing	4.2 Marketing
4.2-0 Marketing des services professionnels	3.02 (1) Marketing des services juridiques	Pas d'équivalent
4.2-1 Marketing des services professionnels	3.02 (2)	4.2-1 Commercialisation des services professionnels
4.2-2 Publicité des honoraires	3.02 (3) Publicité des honoraires	4.2-2 Publicité des honoraires
4.3 La publicité de la nature des activités professionnelles	3.03 La publicité de la nature des activités professionnelles	4.3 Publicité de la nature des activités professionnelles
4.3-1 Spécialiste agréé	3.03 (1) Spécialiste agréé	4.3-1
Pas d'équivalent	3.04 Les cabinets interprovinciaux 3.04 (1), 3.04 (2)	Pas d'équivalent
Chapitre 5 Les rapports avec l'administration de la justice	Règle 4 Les rapports avec l'administration de la justice	Chapitre 5 Relation avec l'administration de la justice
5.1 La représentation en justice	4.01 La représentation en justice	5.1 Le juriste en tant qu'avocat
5.1-1 Représentation en justice	4.01(1) Représentation en justice	5.1-1 Représentation en justice
5.1-2	4.01 (2)	5.1-2
5.1-3 Devoir de l'avocat de la poursuite	4.01 (3) Devoir de l'avocat de la poursuite	5.1-3 Devoir en tant que procureur
5.1-3.1 Obligations lors des enquêtes préalables	4.01 (4) Obligations lors des enquêtes préalables	Pas d'équivalent
5.1-4 Divulgence des erreurs et des omissions	4.01 (5) Divulgence des erreurs et des omissions	5.1-4 Divulgence d'erreurs et omissions
5.1-5 Courtoisie	4.01 (6) Courtoisie	5.1-5 Courtoisie
5.1-6 Engagements	4.01 (7) Engagements	5.1-6 Engagements
5.1-7 Entente sur un plaidoyer de culpabilité	4.01 (8) Entente sur un plaidoyer de culpabilité	5.1-7 Entente à l'égard d'un plaidoyer de culpabilité

Table de concordance

Code de déontologie	Ancien Code de déontologie	Code type de la Fédération des ordres de juristes professionnels du Canada
5.1-8	4.01 (9)	5.1-8
5.2 Le témoignage de l'avocat	4.02 Le témoignage de l'avocat	5.2 Le juriste en tant que témoin
5.2-1 Dépôt de preuve	4.02 (1) Présentation d'un affidavit 4.02 (2) Témoignage	5.2-1 Dépôt de preuve
5.2-2 Appels	4.02 (3) Appels	5.2-2 Appels
5.3-1 Interroger les témoins	4.03 Les entrevues et les témoins	5.3 Interroger les témoins
5.3 Interroger les témoins	4.03 Entrevue avec les témoins	5.3
5.4 Les communications avec les témoins	4.04 Communication avec les témoins	5.4 Les communications avec des témoins
5.4-1 [FOPJC – Règle non utilisée]	4.04	5.4-1
5.4-2 Communication avec les témoins	4.04	5.4-2
5.5 Les rapports avec les jurés	4.05 Les rapports avec les jurés	5.5 Les relations avec les jurés
5.5-1 Communication avant le procès	4.05 (1) Communication avant le procès	5.5-1 Communications avant le procès
5.5-2 Divulgence de renseignements	4.05 (2) Divulgence de renseignements	5.5-2 Divulgence de renseignements
5.5-3	4.05 (3)	5.5-3
5.5-4 Communication pendant le procès	4.05 (4) Communication pendant le procès	5.5-4 Communication durant le procès
5.6 L'avocat et l'administration de la justice	4.06 L'avocat et l'administration de la justice	5.6 Le juriste et l'administration de la justice
5.6-1 Obligation d'inciter au respect de l'administration de la justice	4.06 (1) Obligation d'inciter au respect de l'administration de la justice	5.6-1 Encourager le respect de l'administration de la justice
5.6-2 Recherche de modifications d'ordre législatif ou administratif	4.06 (2) Recherche de modifications d'ordre législatif ou administratif	5.6-2 Demander des modifications législatives ou administratives
5.6-3 Sécurité des palais de justice	4.06 (3) Sécurité des palais de justice	5.6-3 Sécurité des palais de justice
5.7 La médiation	4.07 La médiation	5.7 Les juristes et les médiateurs
5.7-1 Rôle du médiateur	4.07 Rôle du médiateur	5.7 Rôle du médiateur
Chapitre 6 Les rapports avec les étudiants, employés et autres personnes	Règle 5 Les rapports avec les étudiants, employés et autres personnes	Chapitre 6 Relation avec étudiants, employés et autres

Table de concordance

Code de déontologie	Ancien Code de déontologie	Code type de la Fédération des ordres de juristes professionnels du Canada
Article 6.1 La surveillance	5.01 La surveillance	6.1 Encadrement
Pas d'équivalent	5.01 (1) Application	Pas d'équivalent
6.1-1 Obligation d'assurer une surveillance directe	5.01 (2) Obligation d'assurer une surveillance directe	6.1-1 Encadrement direct
6.1-2 [FOPJC – Règle non utilisée]	Pas d'équivalent	6.1-2 Application
6.1-3 [FOPJC – Règle non utilisée]	Pas d'équivalent	6.1-3 Délégation
6.1-4 [FOPJC – Règle non utilisée] (voir 7.6-1.1)	6.07 (2) Travailler avec des personnes non autorisées ou les embaucher	6.1-4 Juristes suspendus ou radiés du tableau de l'ordre
6.1-5 Enregistrement électronique de titres de propriété	5.01 (3) Enregistrement électronique de titres de propriété	6.1-5 Enregistrement électronique de documents
6.1-6	5.01 (4)	6.1-6
6.1-6.1 Assurance de titre	5.01 (5) Assurance de titre	Pas d'équivalent
6.1-6.2 Signature de document E-Reg MD	5.01(6) Signature de document E-Reg MD	Pas d'équivalent
6.2 Les étudiants	5.02 Les étudiants	6.2 Étudiants
6.2-1 Procédures de recrutement et d'embauche	5.02 (1) Méthodes de recrutement	6.2-2 Procédures de recrutement et d'embauche
6.2-2 Obligations des responsables de stage	5.02 (2) Obligations des maîtres de stage	6.2-2 Devoir du maître de stage
6.2-3 Obligations des stagiaires	5.02 (3) Obligations des stagiaires	6.2-3 Devoir du stagiaire
6.3 Le harcèlement sexuel	5.03 Le harcèlement sexuel	6.3 Harcèlement et discrimination
6.3-0 Définition	5.03 (1) Définition	Pas d'équivalent
6.3-1 [FOPJC – Règle non utilisée]	Pas d'équivalent	6.3-1
6.3-2 [FOPJC – Règle non utilisée]	Pas d'équivalent	6.3-2
6.3-3 Interdiction du harcèlement sexuel	5.03 (2) Interdiction du harcèlement sexuel	6.3-3
6.3-4 [FOPJC – Règle non utilisée]	Pas d'équivalent	6.3-4
6.3-5 [FOPJC – Règle non utilisée]	Pas d'équivalent	6.3-5
6.3.1 La discrimination	5.04 La discrimination	Pas d'équivalent
6.3.1-1 Responsabilité particulière de l'avocat	5.04 (1) Responsabilité particulière de l'avocat	6.3 Commentaire [1]

Table de concordance

Code de déontologie	Ancien Code de déontologie	Code type de la Fédération des ordres de juristes professionnels du Canada
6.3.1-2 Services	5.04 (2) Services	Pas d'équivalent
6.3-1-3 Pratiques en matière d'emploi	5.04 (3) Pratiques en matière d'emploi	Pas d'équivalent
Chapitre 7 Les rapports avec le Barreau et les autres avocats	Règle 6 Les rapports avec le barreau et les autres avocats	Chapitre 7 – Relation avec l'ordre professionnel et les autres juristes
7.1 Les obligations envers la profession, le Barreau et le public	6.01 Les obligations envers la profession	7.1 Responsabilité envers l'ordre professionnel et les autres juristes
7.1-1 Communications du Barreau	6.02 Les obligations envers le Barreau	7.1-1 Communications de l'ordre professionnel
7.1-2 Respect des engagements financiers	6.01 (2) Respect des engagements financiers	7.1-2 Répondre aux obligations financières
7.1-3 Devoir de signaler les manquements	6.01 (3) Devoir de signaler les manquements	7.1-3 Devoir de signaler un manquement
7.1-4 Obligation d'inciter les clients à signaler la conduite malhonnête	6.01(4) Obligation d'inciter les clients à signaler la conduite malhonnête	7.1-4 Encourager les clients à signaler une conduite malhonnête
7.1-4.1 Obligation d'inciter les clients à signaler la conduite malhonnête	6.01 (5)	Pas d'équivalent
7.1-4.2 Obligation d'inciter les clients à signaler la conduite malhonnête	6.01 (6)	Pas d'équivalent
7.1-4.3 Obligation d'inciter les clients à signaler la conduite malhonnête	6.01 (7)	Pas d'équivalent
7.1-4.4 Obligation de divulguer certaines infractions	6.01 (8) Obligation de divulguer certaines infractions	Pas d'équivalent
7.2 Les obligations envers les autres avocats et le public	6.03 Les obligations envers les autres avocats et le public	7.2 Responsabilité envers les juristes et les autres
7.2-1 Courtoisie et bonne foi	6.03 (1) Courtoisie et bonne foi	7.2-1 Courtoisie et bonne foi
7.2-1.1	6.03 (2)	Pas d'équivalent
7.2-2	6.03 (3)	7.2-2 Courtoisie et bonne foi
7.2-3	6.03 (4)	7.2-3
7.2-4 Communications	6.03 (5) Communications	7.2-4 Communications
7.2-5	6.03 (6)	7.2-5
7.2-6 Communications avec une personne représentée	6.03 (7)	7.2-6
7.2-6A Communications avec une personne représentée	6.03 (7.1)	7.2-6.1

Table de concordance

Code de déontologie	Ancien Code de déontologie	Code type de la Fédération des ordres de juristes professionnels du Canada
7.2-7 Seconde opinion	6.03 (8) Seconde opinion	7.2-7
7.2-8 Communications avec une société ou une organisation représentée	6.03 (9) Communications avec une société ou une organisation représentée	7.2-8
7.2-8.1	6.03 (9.1)	Pas d'équivalent
7.2-8.2	6.03 (9.2)	7.2-8 Commentaire [1]
7.2-9 Personnes non représentées	Règle 2.04 (14) Personnes non représentées	7.2-9 Communications
7.2-10 Communications reçues par inadvertance	Pas d'équivalent	7.2-10 Communications reçues par inadvertance
7.2-11 Engagements et conditions fiduciaires	6.03 (10) Engagements	7.2-11 Engagements et conditions fiduciaires
7.3 Les autres domaines d'intérêt et l'exercice du droit	6.04 Les activités étrangères à l'exercice du droit	7.3 Autres domaines d'intérêt et l'exercice du droit
7.3-1 Maintien de l'intégrité et du jugement professionnels	6.04 (1) Maintien de l'intégrité et du jugement professionnels	7.3-1 Préserver son intégrité professionnelle et son jugement
7.3-2 Maintien de l'intégrité et du jugement professionnels	6.04 (2)	7.3-2
7.4 L'avocat titulaire d'une charge publique	6.05 L'avocat titulaire d'une charge publique	7.4 Le juriste occupant une charge publique
7.4-1 Normes de conduite	6.05 (1) Normes de conduite	7.4 Normes de conduite
7.5 Les apparitions et les déclarations publiques	6.06 Les apparitions et les déclarations publiques	7.5 Présences en public et déclarations publiques
7.5-1 Communication avec le public	6.06 (1) Communication avec le public	7.5-1 Communication avec le public
7.5-2 Atteinte au droit à un procès ou à une audition équitables	6.06 (2) Atteinte au droit à un procès ou à une audition équitables	7.5-2 Atteinte au droit à un procès ou une audition équitable
7.6 L'exercice illégal de la profession	6.07 L'exercice illégal de la profession	7.6 Prévention de l'exercice illégal
7.6-1 Obligation de prévenir l'exercice illégal de la profession	6.07 (1) Obligation de prévenir l'exercice illégal de la profession	7.6
7.6-1.1 Travailler avec des personnes non autorisées ou les embaucher	6.07 (2) Travailler avec des personnes non autorisées ou les embaucher	Voir 6.1-4 (Juristes suspendus ou radiés du tableau de l'ordre)
7.6-1.2 Interdiction aux avocats suspendus d'exercer le droit	6.07 (3) Interdiction aux avocates et avocats suspendus d'exercer le droit	Pas d'équivalent
7.6-1.3 Engagements à ne pas exercer le droit	6.07 (4) Engagements à ne pas exercer le droit	Pas d'équivalent

Table de concordance

Code de déontologie	Ancien Code de déontologie	Code type de la Fédération des ordres de juristes professionnels du Canada
7.6-1.4 Engagements à exercer le droit sous réserve de certaines conditions	6.07 (5) Engagements à exercer le droit sous réserve de certaines restrictions	Pas d'équivalent
7.7 Les juges à la retraite qui reprennent l'exercice de la profession	6.08 Les juges à la retraite qui reprennent l'exercice de la profession	7.7 Juges à la retraite qui reprennent leurs fonctions
7.7 [FOPJC – Règle non utilisée]	6.08	7.7
7.7-1.1 Définitions	6.08 (1) Définitions	Pas d'équivalent
7.7-1.2 Plaider à titre d'avocat	6.08 (3) Comparution en qualité d'avocat	7.7
7.7-1.3 Définition	6.08 (2) Définitions	7.7
7.7-1.4 Plaider à titre d'avocat	6.08 (4) Comparution en qualité d'avocat	7.7
7.8 Erreurs et omissions	6.09 La responsabilité civile professionnelle	7.8 Erreurs et omissions
7.8-1 Obligation d'informer le client de l'erreur ou de l'omission	6.09 (1) Obligation d'informer le client de l'erreur ou de l'omission	7.8-1 Informer le client d'une erreur ou d'une omission
7.8-2 Avis de réclamation	6.09 (2) Avis de réclamation	7.8-2 Avis de réclamation
7.8-3 Collaboration	6.09 (3) Collaboration	7.8-3 Coopération
7.8-4 Réponse à la réclamation du client	6.09 (4) Réponse à la réclamation du client	7.8-4 Répondre à la réclamation d'un client
7.8-5 Réponse à la réclamation du client	6.09 (5)	7.8-5
7.8.1 Les obligations dans les cabinets multidisciplinaires	6.10 Les obligations dans les cabinets multidisciplinaires	Pas d'équivalent
7.8.1-1 Observation du Code	6.10 Observation du Code	Pas d'équivalent
7.8.2 La discipline	6.11 La discipline	Pas d'équivalent
7.8.2-1 Pouvoir disciplinaire	6.11 (1) Pouvoir disciplinaire	Pas d'équivalent
7.8.2-2 Manquement professionnel	6.11 (2) Manquement professionnel	Pas d'équivalent

Index

Règle

Accessibilité des services juridiques.....	4.1-1, 4.1-2
Autres activités liées à l'exercice du droit	
Compromission du jugement indépendant.....	7.3-2
Intégrité.....	7.3-1
Activités professionnelles	
Accessibilité des services.....	4.1-1
Marketing des services professionnels.....	4.2-0, 4.2-1
Offre des services professionnels.....	4.3-1
Publicité de la nature des activités professionnelles	4.3-1
Surveillance des étudiants employés et autres personnes	6.1
Administration de la justice, <i>voir également</i> « Représentation en justice »	
Critique des tribunaux.....	5.6-1
Inciter au respect de l'administration de la justice, obligation d'	5.6-1
Législatif, demande de changement.....	5.6-2
Sécurité des palais de justice.....	5.6-3
Affiliation, définition	1.1-1
Affiliation entre des avocats et des entités affiliées.....	3.4-11.1–3.4-11.3
Agir contre d'anciens clients	3.4-10
Apparitions publiques	7.5-1
Arbitre, <i>voir également</i> « Représentation en justice »	
Tribunal, définition	1.1-1
Assurance de responsabilité civile professionnelle des avocats	
Assurance de titres	3.2-9.7
Avis de réclamation	7.8-2
Collaboration avec l'assureur	7.8-3
Obligation d'informer le client	7.8-1
Obligations financières, franchise.....	7.01-2
Réponse à la réclamation du client	7.8-4, 7.8-5
Assureur	
Avis de réclamation	7.8-2
Collaboration avec l'assureur	7.8-3
Informé le client d'une erreur ou d'une omission	7.8-1
Obligations financières, franchise.....	7.01-2
Réponse à la réclamation du client	7.8-4, 7.8-5
Atteinte au droit à un procès ou à une audition équitable.....	7.5-2
Avocat	
Activités des autres domaines d'intérêt	7.3-1–7.3-2
Avocat de la poursuite, devoir de l'	5.1-3
Cabinets multidisciplinaires, observation du Code.....	3.4-16.1
Communications du Barreau.....	7.1.1
Communications offensantes, interdiction.....	7.2-4, 7.2-5

Compte en fiducie	3.2-7.3
Conduite indigne d'un avocat	7.8.2-3
Définition	1.1-1
Délégation, cas où elle est interdite	6.1-1
Devoir de signaler le manquement	7.1-3
Enregistrement des conversations, interdiction	7.2-3
Erreurs et omissions	7.8-1
Financiers, respect des engagements	7.1-2
Inciter les clients à signaler le manquement, obligation d'	7.1-3
Manquement, devoir de signaler le	7.1-3
Membre, définition	1.1-1
Pratiques retorses, évitement des	7.2-2
Prévention de l'exercice illégal	7.6-1
Profession, obligations envers la	7.1
Publique, charge	7.4-1
Publiques, apparitions	7.5-1
Publiques, déclarations	7.5-1
Rapports avec le Barreau et les autres avocats	7.1
Responsabilité civile professionnelle	7.8-1
Surveillance, obligation de la	6.1-1
Barreau	
Assurance de titres	3.2-9.7
Avocat, définition	1.1-1
Communications avec les autres avocats	7.2-1-7.2-5
Courtoisie et bonne foi	7.2-1
Définition	1.1-1
Manquement, devoir de signaler le	7.1-3
Membre, définition	1.1-1
Pouvoir disciplinaire	7.8.2-1
Biens immeubles	3.2-9.8
Cabinet	
Cabinet interprovincial, définition	1.1-1
Définition	1.1-1
Cabinet interprovincial	
Définition	1.1-1
Cabinet multidisciplinaire	
Conflit d'intérêts	3.4-16.1
Honoraires	3.6-8
Observation du Code	7.8-1-1
Cautionnement de l'avocat	3.4-35, 3.4-36
Changement de cabinet, voir également « Conflit d'intérêts », « Rapports commerciaux avec les clients »	
Affaire, définition	3.4-17
Application de la Règle	3.4-18; 3.4-19
Avocat au service de l'État	3.4-19
Client, définition	3.4-17

Décision quant à l'observation.....	3.4-25
Diligence raisonnable.....	3.4-26
Inhabilité de l'avocat qui change de cabinet.....	3.4-23, 3.14-24
Inhabilité du cabinet.....	3.4-20–3.4-22
Renseignements confidentiels, définition	3.4-17
Charge publique, <i>voir également</i> « Vie publique »	
Normes de conduite	7.4-1
Client	
Biens, conservation	3.5-2
Client ayant une capacité amoindrie	3.2-9
Compte en fiducie	3.2-7.3
Définition	1.1-1
Entente sur un plaidoyer de culpabilité.....	5.1-7, 5.1-8
Malhonnêteté ou fraude du	3.2-7–3.2-7.3
Obtenir des conseils juridiques indépendants	3.4-30
Quand l'avocat change de cabinet	3.4-17
Retrait.....	3.7-1
Code de déontologie	
Titre.....	1.0-1
Communications	
Atteinte au droit à un procès ou à une audition équitable.....	7.5-2
Avec le public	7.5-1
Communications offensantes, interdiction.....	7.2-4
Jurés, interdiction des communications avant le procès	5.5-1
Jurés, interdiction des communications pendant le procès	5.5-4
Personnes représentées, interdiction	5.3-1, 7.2-6
Ponctualité.....	7.2-5
Publiques, apparitions	7.5-1
Compétence	
Avocat compétent, définition.....	3.1-1
Normes	3.1-2
Compte en fiducie	3.2-7.3
Conduite indigne d'un avocat	
Définition	1.1-1
Discipline	7.8.2-3
Conflit d'intérêts, <i>voir également</i> « Rapports commerciaux avec les clients », « Changement de cabinet »	
Agir à la fois pour l'emprunteur et le prêteur, interdiction d'	3.4-12
Cabinet multidisciplinaire	3.4-16.1
Cautionnement de l'avocat	3.4-35, 3.4-36
Cession de titre de propriété, cessionnaire et cédant	3.4-16.7–3.4-16.9
Conseils juridiques indépendants, définition	1.1-1
Conseiller ou représenter deux parties opposées, interdiction.....	3.4-18
Définitions.....	3.4-17
Mandat commun	3.4-22
Éviter les conflits d'intérêts, obligation d'	3.4-18

Informer le client d’une erreur ou d’une omission	7.8-1
Opérations hypothécaires et de prêt	3.4-34, 3.4-34.1
Question litigieuse, mandat commun.....	3.4-25, 3.4-26
Rapports commerciaux avec les clients	3.4-29
Représentation juridique indépendante, définition	1.1-1
Conseils juridiques indépendants	
Attestation de conseils juridiques indépendants	3.4-32, 3.4-33
Définition	1.1-1
Emprunts aux clients, interdiction	3.4-31
Mandat communs.....	3.4-5
Obtenir des conseils juridiques indépendants	3.4-30
Opérations hypothécaires et de prêt	3.4-34
Placement du client	3.4-29
Consentement	
Définition	1.1-1
Éviter les conflits d’intérêts, obligation d’	3.4-1–3.4-2
Honoraires de renvoi.....	3.6-7
Placement du client	3.4-29
Pour obtenir un avis juridique.....	3.3-6
Quand l’avocat change de cabinet	3.14-17–3.14-26
Conservations des biens des clients	
Accusé de réception	3.5-3
Identification	3.5-4, 3.4-5
Reddition des comptes et restitution	3.4-6, 3.5-7
Soin	3.5-1
Consommation abusive d’alcool ou de drogues, par avocats	5.1-2, 7.1-3
Consortiales, hypothèques, définition	3.4-34
Courtoisie	
Critique des tribunaux.....	5.1-5, 5.6-1
Débours	3.6-1
Déclarations publiques.....	7.5-1
Devoir de l’avocat de la poursuite	5.1-3
En général	7.2-1–7.2-3
Représentation en justice	5.1-1
Définitions	
Affaire, quand l’avocat change de cabinet	3.14-17
Avocat compétent	3.1-1
Avocat	1.1-1
Barreau	1.1-1
Cabinet interprovincial.....	1.1-1
Cabinet	1.1-1
Client.....	1.1-1
Conduite indigne d’un avocat	1.1-1
Conflit d’intérêts	3.4-1
Conseils juridiques indépendants.....	1.1-1
Consentement.....	1.1-1

Harcèlement sexuel	6.3-0
Hypothèque consortiale, dans les rapports commerciaux avec les clients.....	3.4-34
Juge à la retraite	7.7-1.2
Juge d'appel à la retraite	7.7-1.1
Manquement professionnel	1.1-1
Membre	1.1-1
Personnes liées, dans les rapports commerciaux avec les clients	3.4-34
Praticien juridique	1.1-1
Professionnel salarié	1.1-1
Représentation juridique indépendante.....	1.1-1
Tribunal	1.1-1
Délégation, <i>voir</i> « Surveillance »	
Discipline	
Conduite indigne d'un avocat	7.2.2-3
Manquement professionnel	7.8.2-2
Pouvoir disciplinaire	7.8.2-1
Discrimination	
Pratiques d'emploi	6.3-1.3
Responsabilité particulière de l'avocat	6.3.1-1
Services	6.3-1.2
Divulgaration, <i>voir également</i> « Secret professionnel »	
Autorisée par le client	3.3-1
Interdite	3.3-1
Justifiée ou permise	3.3-1.1
Sécurité des palais de justice.....	5.6-3
Emprunts aux clients, interdiction	3.4-31
Engagements	
Délégation, interdiction	6.1-1
Obligations	7.2-9
Représentation en justice	5.1-6
Enquêtes préalables, obligations lors des.....	5.1-3.1
Entente sur un plaidoyer de culpabilité.....	5.1-7, 5.1-8
Erreurs et des omissions, divulgation des représentations en justice.....	5.1-4
Étudiants au Barreau	
Avocat, définition	1.1-1
Obligations des responsables de stages.....	6.2-2
Obligations des stagiaires	6.2-3
Recrutement, méthodes de	6.2-1
Surveillance.....	6.1-1
Exercice illégal	
Avocats frappés de suspension	7.6-1.1
Personnes radiées	7.6-1.1
Prévention	7.6-1
Franchise	
Devoir de l'avocat de la poursuite	5.1-3
Représentation en justice	5.1-1

Fraude, voir « Malhonnêteté »	
Harcèlement sexuel	
Définition	6.3-0
Interdiction	6.3-3
Homewood Solutions Humaines (HSH)	7.1-3
Honoraires	
Cabinet multidisciplinaire	3.6-8
Caractère raisonnable	3.6-1
Débours	3.6-1
État de compte	3.6-3
Honoraires conditionnels	3.6-2
Honoraires de renvoi	3.6-6
Intérêts	3.6-1.1
Mandat commun	3.6-4
Paiement et prélèvement de fonds	3.6-10–3.6-11
Partage des honoraires	3.6-5–3.5-7
Retrait de l’avocat en cas de non-paiement d’honoraires	3.7-3
Hypothécaires, opérations	3.4-34, 3.4-34.1
Incompétence, négligence et erreurs	3.1-2
Instabilité mentale, par avocat	7.1-3
Intégrité	
Autres activités d’exercice du droit	2.1-2
Devoir de l’avocat	2.1-1
Normes de la profession juridique	2.1-2
Intérêt public	7.1
Jurés	
Divulgence de l’intérêt d’un juré dans une cause	5.5-2
Interdiction des communications avant le procès	5.5-1
Interdiction des communications pendant le procès	5.5-4
Malhonnêteté ou fraude du client	
Lorsque l’avocat un client	3.2-7.1
Compte en fiducie	3.2-7.3
Mandat	
Objectifs du	3.2-7
Mandats communs	
Conflit d’intérêts	3.4-1
Consentement	3.4-2
Honoraires	3.6-6
Mandats communs	3.4-5
Questions litigieuses	3.4-3
Secret professionnel	3.3-1
Agir contre d’anciens clients	3.4-10
Consentement d’obtenir un avis indépendant	3.4-6
Quand une question litigieuse se présente	3.4-8
Manquement	
Inciter le client à signaler le, obligation d’	7.1-4–7.1-4.3

Signaler le, obligation de l'avocat à.....	7.1-3
Manquement professionnel	
Définition	1.1-1
Discipline	7.8.2
Marketing	
Annoncer ses honoraires	4.2-2
Définition	4.2-0
Faire la publicité des services juridiques	4.2-1, 4.2-2
Médiation	
Rôle de l'avocat dans la	5.7-1
Tribunal, définition	1.1-1
Menacer d'une poursuite criminelle, interdiction de	3.2-5
OLAP	7.1-3
Parajuriste, définition de	1.1-1
Permis d'exercer le droit, suspension du	7.6-1.1, 7.6-1.2
Personnes non juristes	
Assurance de titres et	6.1-6.1
Enregistrement électronique de titres de propriété et	6.1-5
Règlement administratif 7.1	6.1-1
Surveillance des	6.1-1
Personnes non représentées	
Représentation en justice	5.1-2
Personnes radiées	7.6-1.1
Ponctualité.....	7.2-5
Pratiques retorses, évitement des	7.2-2
Privilège de l'avocat	3.7-9
Pro bono	
Client, définition	3.4-16.2
Fournir des services juridiques restreints de courte durée	3.4-16.2
Professionnel salarié	
Définition	1.1-1
Surveillance.....	6.1-1
Programme d'aide aux juristes de l'Ontario	7.1-3
Publicité	
Honoraires	4.2-2
Marketing des services professionnels.....	4.2-0
Nature des activités	4.3-1
Placements et prêts dans une hypothèque, interdiction de promouvoir les	3.4-34.3
Publicité trompeuse.....	4.2-1
Services juridiques	4.2-1
Spécialiste agréé.....	4.3-1
Qualité des services	
Assurance de titres dans les opérations immobilières.....	3.2-9.4, 4.1
Client ayant une capacité amoindrie	3.2-9
Client est un organisme.....	3.2-3; 3.2-8
Compromis ou la transaction, obligation d'encourager le	3.2-4

En vertu d'un mandat à portée limitée	3.2-1A
Franchise	3.2-2
Honnêteté et franchise	3.2-2
Malhonnêteté ou la fraude du client, obligation de décourager la	3.2-7
Menacer d'une poursuite criminelle, interdiction de	3.2-5
N'applique de la règle sur des mesures préventives, protectrices, proactives	3.2-1A.2
Rapports médico-légaux	3.2-9.1
Règlement extrajudiciaire des différends	3.2-4
Rapports commerciaux avec les clients, <i>voir également</i> « Conflit d'intérêts »,	
« Changement de cabinet »	
Attestation de conseils juridiques indépendants	3.4-32
Cautionnement de l'avocat	3.4-35, 3.4-36
Divulgateion	3.4-34.2
Emprunts aux clients, interdiction	3.4-31
Hypothèque consortiale, définition	3.4-31
Opérations hypothécaires ou de prêt	3.4-34
Personnes liées, définition	3.4-31
Placement du client	3.4-29
Rapports médico-légaux	3.2-9
Recrutement, méthodes des étudiants	6.2-1–6.2-3
Règlement extrajudiciaire des différends	
Conseils	3.2-2, 3.2-4
Médiation, rôle de l'avocat	5.7-1
Renseignements confidentiels, <i>voir également</i> « Secret professionnel »	
Quand la divulgation est justifiée ou permise	3.3-1.1
Secret sur les affaires du client	3.3-1
Renvoi, honoraires de	3.7-8
Représentation en justice, <i>voir également</i> , « Administration de la justice »	
Communication avec des personnes représentées, interdiction	7.2-6–7.2-7
Communication avec des témoins	5.4-2
Conduite malhonnête ou déshonorante, interdiction	5.1-2
Courtoisie	5.1-5
Devoir de l'avocat de la défense	5.1-1
Devoir de l'avocat de la poursuite	5.1-3
Devoir de l'avocat qui représente un client	5.1-1
Devoirs envers le client	5.1-1
Emprunteur et prêteur	3.4-12
Engagements	5.1-6
Enquêtes préalables, obligations lors des	5.1-3.1
Entente sur un plaidoyer de culpabilité	5.1-7, 5.1-8
Erreurs et des omissions, divulgation des	5.1-4
Inciter au respect de l'administration de la justice, obligation d'	5.1-1
Interroger les témoins	5.3-1
Jurés, divulgation de l'intérêt d'un juré dans une cause	5.1-2
Jurés, interdiction des communications avant le procès	5.5-1
Jurés, interdiction des communications pendant le procès	5.5-4

Recours abusifs	5.1-2
Témoignage de l'avocat.....	5.2-1–5.2-2
Tribunal, définition	1.1-1
Tromper le tribunal	5.1-2
Représentation juridique indépendante	
Cautionnement de l'avocat	3.4-35, 3.4-36
Définition	1.1-1
Emprunts aux clients, interdiction	3.4-31
Placement du client	3.4-29
Responsabilité civile professionnelle	
Avis de réclamation	7.8-2
Collaboration avec l'assureur	7.8-3
Informé le client de l'erreur ou de l'omission	7.8-1
Réponse à la réclamation du client	7.8-4, 7.8-5
Retrait de l'avocat	
Avis	3.7-1
Avocat qui succède, devoir de l'	3.7-10
Conditions	3.7-1
Devoirs liés au retrait	3.7-8, 3.7-9
Instances criminelles	3.7-4–3.7-6
Non-paiement d'honoraires	3.7-3
Obligatoire, cas où il est.....	3.7-7
Perte de confiance	3.7-2
Privège de l'avocat	3.7-9
Retraite, juges à la	
Juge à la retraite, définition.....	7.7-1.3
Juge d'appel à la retraite, définition.....	7.7-1.1
Plaider à titre d'avocat	7.7-1.2
Secret professionnel, <i>voir également</i> « Renseignements confidentiels »	
Divulgaration, autorisée par le client	3.3-1
Divulgaration, interdiction de	3.3-1.1
Divulgaration justifiée ou permise	3.3-1.1
Divulgaration, sécurité des palais de justice	5.6-3
Mandats communs	3.4-5
Médiation	5.7-1
Pour obtenir un avis juridique.....	3.3-6
Quand l'avocat change de cabinet	3.3-4
Services juridiques restreints de courte durée.....	3.4-16.2–3.4-16.6
Société à responsabilité limitée	
En-tête	4.2-0
Raison sociale	4.2-0
Surveillance des étudiants, employés et autres personnes	
Délégation, interdiction.....	6.1-1
Obligation de surveiller.....	6.1-1
Obligations des responsables de stages.....	6.2-2
Suspension, avocats frappés de	

Permis suspendu.....	7.6-1.1, 7.6-1.2
Témoins	
Communication avec des personnes représentées, interdiction.....	7.2-6, 7.2-6A
Communication avec les témoins	5.4-2
Devoir de l’avocat envers les témoins	5.1-2
Interroger les témoins	5.3-1
L’avocat qui témoigne	5.2-1
Titres, assurance de	
Délégation, interdiction.....	6.1-1
Opérations immobilières	3.2-9.4–3.2-9.6
Tribunal, définition	1.1-1
Titres de propriété, enregistrement électronique	6.1-5–6.1-6.2
Troubles émotifs, mentaux ou familiaux	7.1-3
Vie publique, voir également « Charge publique »	
Critique des tribunaux.....	5.6-1
Modifications d’ordre législatif, demande de	5.6-2
Respect de l’administration de la justice, obligation d’inciter au	5.6-1

Modifié, 27 avril 2014